

# VéLa Vérité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale



**Les marxistes face  
à l'imposture de  
l'écologie politique**

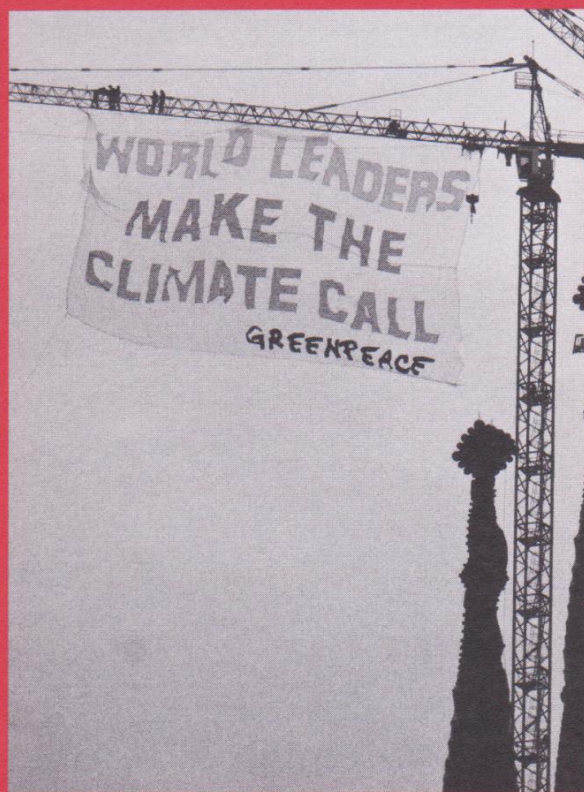
---

**Le VII<sup>e</sup> Congrès  
de la IV<sup>e</sup> Internationale  
s'est tenu du 8  
au 11 octobre 2009**

---

**Chine. Le droit  
à l'organisation  
indépendante  
de la classe ouvrière :  
une question vitale**

---



"Dirigeants du monde, lancez l'appel climatique", banderole de l'ONG Greenpeace à l'adresse du sommet de Copenhague. (AFP)

N° 67

Nouvelle série (n° 673) - janvier 2010 - Prix : 4 euros - 8 FS

***« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.***

***Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »***

**Léon Trotsky**

## LA VÉRITÉ N°67

### **Présentation**

#### **Les marxistes face à l'imposture de l'écologie politique (et son avatar « écosocialiste »)**

Pierre CISE, Daniel GLUCKSTEIN, Jean-Pierre RAFFI

#### **Le VII<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est tenu à Paris, du 8 au 11 octobre 2009**

Dominique FERRE

#### **Le Secrétariat unifié et la "V<sup>e</sup> Internationale"**

Andreu CAMPS

#### **Chine : D'où viendra l'issue ?**

Olivier DORIANE

#### **Quelques éléments sur la crise de l'impérialisme américain et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis**

Présentation d'une conférence d'Alan BENJAMIN

#### **À l'occasion du vingtième anniversaire de la réunification allemande**

Marc LACAZE

#### **L'instrumentalisation du massacre de Srebrenica pour continuer la guerre de Yougoslavie par des moyens "pacifiques". Le rôle conjoint du nationalisme chauvin et du pacifisme sous l'égide de l'OTAN**

Pavlusko IMSIROVIC

#### **Deux articles de Léon Trotsky**

##### **Présentation**

François FORGUE

#### **LE PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE (4 septembre 1939)**

Léon TROTSKY

#### **HITLER ET STALINE ÉTOILES JUMELLES (4 décembre 1939)**

Léon TROTSKY

## Présentation

Ce numéro de *La Vérité* paraît trois mois après un événement majeur de la vie de notre mouvement : le Septième Congrès mondial de la IVe Internationale s'est réuni à Paris du 8 au 11 octobre. Ce congrès s'est réuni dans une situation de crise sans précédent du régime de la propriété privée des moyens de production, une crise qui voit les masses populaires chercher les voies et les moyens de la résistance à la gigantesque offensive de destruction en cours des forces productives. Cette recherche est confrontée, sous toutes les latitudes, aux embûches, aux obstacles, aux pièges et voies sans issue, qui nous ramènent à l'urgente nécessité de l'aide à résoudre "*la crise de l'humanité, qui se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat*", qui est au cœur du programme de la IVe Internationale.

Comme on le lira dans **l'article de compte rendu des travaux du congrès mondial publié dans ce numéro** (1), l'une des décisions majeures (2) du congrès de l'Internationale est la constitution d'un Secrétariat international mensuel, mandaté tout particulièrement pour publier chaque mois — en anglais, espagnol et français (3) — un journal politique de la IVe Internationale, *La Correspondance internationale*. Chaque mois, *La Correspondance internationale* publiera des éléments d'analyse et d'explication de la IVe Internationale et de ses sections sur les grandes questions de l'actualité politique internationale et nationale, sur les problèmes du mouvement ouvrier. Elle publiera également des éléments sur l'activité de l'Internationale et de chacune de ses sections. Elle se fixe, ainsi en ont décidé les délégués au congrès, de devenir un instrument au service de la construction de la IVe Internationale. Un instrument de dialogue permettant d'exposer les positions de notre parti mondial aux militants ouvriers, aux travailleurs, aux jeunes, qui, confrontés à la putréfaction du régime capitaliste, aux problèmes rencontrés par les masses dans la lutte des classes, cherchent une issue.

*La Vérité* paraîtra désormais trois fois par an (aux mois de janvier, avril et septembre, en alternance avec *La Correspondance internationale*). Elle reste plus que jamais la revue théorique de la IVe Internationale, et son comité de rédaction s'efforcera d'y traiter pour ses lecteurs des questions théoriques fondamentales de notre époque, comme revue de combat pour la défense du marxisme.

C'est précisément sur le terrain de la défense du marxisme que le présent numéro publie **un article des camarades Jean-Pierre Raffi, Pierre Cise et Daniel Gluckstein, intitulé « Les marxistes face à l'imposture de l'écologie politique (et son avatar "écosocialiste") »**. Alors qu'une véritable offensive se mène à tous les niveaux, et tout particulièrement dans le mouvement ouvrier, il nous a paru nécessaire de soumettre à nos lecteurs un point de vue qui, à contre-courant de "l'air du temps" et de l'idéologie dominante, cherche à démontrer quels sont les véritables enjeux de cette campagne. Comme le lecteur pourra en juger par lui-même, la campagne d'union sacrée pour "l'écologie", et son corollaire "l'écosocialisme", est l'occasion du lancement d'une véritable croisade contre Marx et le marxisme, lancée par un courant qui prétend encore aujourd'hui se réclamer du marxisme et de la IVe Internationale. Cet article vise donc à démêler le vrai du faux, à fournir au lecteur les armes théoriques et politiques nécessaires pour s'y retrouver, et pour saisir les conséquences — très pratiques — de ces campagnes dans la lutte de classe. Bien au-delà des rangs de la IVe Internationale, cet article vise à ouvrir une discussion libre dans le mouvement ouvrier, rejetant tout "dogme" et toute vérité préétablie que d'aucuns voudraient imposer.

On lira dans cette revue l'article : "**Chine, d'où viendra l'issue**" (d'Olivier Doriane), développements qui ont fait l'objet de discussions tant du congrès mondial que des réunions

ultérieures du Secrétariat international. Il s'agit ici, en s'appuyant sur les événements de la lutte des classes à l'intérieur de la République populaire de Chine, de revenir sur les questions théoriques fondamentales, la nature de la bureaucratie chinoise, l'actualité du combat pour la révolution politique, la place de la Chine dans le marché mondial, etc.

Ce numéro de notre revue publie plusieurs documents rendant compte des activités et de l'élaboration des sections de la IVe Internationale. On y lira tout particulièrement des **extraits présentés d'une conférence du camarade Alan Benjamin**, militant de Socialist Organizer, rendant compte du combat de la section de la IVe Internationale aux Etats-Unis, dans les conditions créées par l'élection d'Obama, le 4 novembre 2008.

Vingt ans après la chute du Mur de Berlin, le camarade Marc Lacaze présente à nos lecteurs un compte rendu de la discussion de la réunion publique du 7 novembre à Berlin, organisée par la section allemande de la IVe Internationale, réunion consacrée aux **“Problèmes non résolus de la révolution de 1989 et leur actualité dans l'Allemagne unifiée ainsi que dans toute l'Europe”**.

**Le camarade Pavlusko Imsirovic, militant de la section yougoslave**, revient, à l'occasion de l'anniversaire de l'atroce massacre de Srebrenica (Bosnie-Herzégovine), sur son instrumentalisation, hier et aujourd'hui, par toutes les forces engagées dans la “re-balkanisation” des Balkans et de l'Europe, contre l'aspiration des travailleurs et des peuples de l'ex-Yougoslavie.

*La Vérité*, et elle le fera désormais dans chaque numéro, publie **deux articles de Léon Trotsky** — rédigés voilà soixante dix ans, dans les premiers jours du déclenchement de la seconde guerre impérialiste mondiale : *“Le pacte germano-soviétique”* (écrit le 4 septembre 1938) et *“Hitler et Staline, étoiles jumelles”* (publié le 4 décembre 1939). Deux textes qui posent, comme le souligne notre camarade François Forgue dans sa présentation, la nécessité de *“l'affirmation de l'indépendance de classe du prolétariat lors de l'immense crise révolutionnaire”* qui va se déclencher en conséquence de la guerre mondiale. En ajoutant : *“Dans une conjoncture nouvelle, la question est à nouveau posée. Ce n'est que par sa politique indépendante que la classe ouvrière peut faire face à la barbarie, ouvrir la voie à la révolution socialiste. Aider à l'expression de cette politique indépendante, c'est la tâche et la raison d'être historique de la IVe Internationale.”*

Disons, pour le paraphraser, que c'est la tâche et la raison d'être de notre revue théorique que d'exposer, de soumettre à la discussion, dans les articles publiés dans ce numéro comme dans les prochains, les analyses et armes théoriques indispensables pour le combat quotidien pour l'émancipation de l'humanité.

## La Vérité

(1) Et accompagné d'un **article du camarade Andreu Camps, consacré au “Secrétariat unifié et la Ve Internationale”**.

(2) L'autre décision majeure est la participation de la IVe Internationale et ses sections au succès de la Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation, qui se tiendra à Alger en novembre 2010, à l'initiative conjointe de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et du Parti des travailleurs d'Algérie.

(3) Des versions complètes ou partielles devraient également paraître dans plusieurs autres langues.

## LES MARXISTES FACE À L'IMPOSTURE DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE (ET SON AVATAR "ÉCOSOCIALISTE")

### Présentation

La rédaction de cet article s'est achevée alors que s'éteignaient les lampions du sommet mondial de Copenhague. De ce sommet, la plupart des commentateurs ont dit qu'il constitue un échec. Echec ? Par rapport à quoi ? Echec à prendre les mesures qui s'imposent contre un réchauffement climatique d'origine humaine ? Encore faudrait-il avoir établi scientifiquement, et d'une manière indiscutable, les causes et conséquences de ce réchauffement climatique. Ce qui, on le verra plus loin, est loin d'être le cas. Et même... Envisageons un instant le cas de figure — que l'on ne saurait écarter — que la planète soit menacée des conséquences destructrices d'un réchauffement climatique d'origine humaine. Dans cette hypothèse — répétons-le, non prouvée — d'un réchauffement climatique "d'origine humaine", aux conséquences menaçantes pour l'humanité, qui serait responsable, sinon, d'abord et avant tout, l'activité des grandes firmes multinationales ? Et qui peut croire un seul instant que les gouvernements des Etats-Unis, de France, d'Allemagne, des principales puissances impérialistes du monde entier, ces gouvernements qui n'hésitent pas à provoquer des millions de morts à travers les guerres injustes qu'ils mènent contre les peuples d'Irak, d'Afghanistan et d'ailleurs... ces gouvernements qui permettent aux multinationales de supprimer par dizaines de millions chaque année les emplois... ces gouvernements qui, confrontés à la sous-alimentation, à la famine qui tenaille plus d'un milliard d'êtres humains, ne font rien pour y changer quoi que ce soit... qui peut croire que ces gouvernements qui sont pieds et poings liés aux multinationales et aux spéculateurs à qui ils ont offert des milliers de milliards de dollars dans l'année écoulée et qui, aujourd'hui encore, encouragent les spéculateurs à poursuivre sur la même voie, aient décidé brusquement d'envoyer à Copenhague leurs représentants au plus haut niveau dans le but de s'opposer aux visées des multinationales et de les contraindre à prendre on ne sait quelles mesures de protection de l'environnement qui iraient à l'encontre de leurs intérêts ? Poser une telle question, c'est y répondre.

Il ne peut donc y avoir échec de Copenhague au regard d'un objectif qui n'a jamais été celui de ce sommet. Alors, pourquoi ce déploiement d'énergie, pourquoi cette rencontre en grande pompe des gouvernements les plus puissants du monde entier ? L'objectif réel est ailleurs. Pour qui a un peu de mémoire, il y a eu, avant Copenhague 2009, d'autres sommets. Copenhague 1995 : c'était le premier sommet social de l'ONU, celui dans lequel des milliers d'organisations non gouvernementales ont été pour la première fois promues au rang de partenaires officiels de ce qui ne s'appelait pas encore (mais s'apprêtait à s'appeler) la nouvelle gouvernance mondiale. Puis, il y eut le sommet du Millénaire de 2000, qui, dans le prolongement de celui de Copenhague 1995, se fixa de réduire dans des proportions importantes, avec objectifs chiffrés, la pauvreté dans le monde. Les objectifs furent adoptés par les représentants des gouvernements, des Etats, des ONG et aussi des organisations syndicales représentées. Cinq ans plus tard, le sommet dit du Millénaire plus 5 devait constater l'échec des politiques engagées. Mais ce fut l'occasion de proposer la révision des conventions de l'OIT dans le but, ô combien louable, de les rendre plus accessibles. Ainsi, c'était sûr, seraient obtenus de véritables résultats dans la lutte contre la pauvreté !

Et nous voici donc en 2009. La lutte contre le réchauffement climatique a remplacé la lutte contre la pauvreté. Mais c'est toujours le même objectif : sceller une union sacrée planétaire qui devrait mettre en place la nouvelle gouvernance. Car c'est là ce qui ressort des commentaires des uns et des autres : si Copenhague n'a pas abouti, c'est qu'il faut aller plus loin sur la voie d'une nouvelle gouvernance associant les organisations ouvrières, leurs représentants, les gouvernements du monde entier dans la recherche de solutions communes face au fléau qui menace. Ce qu'il y a de nouveau dans le sommet de Copenhague 2009, ce ne sont donc pas ses objectifs véritables, finalement très proches des sommets qui l'ont précédé, mais le support utilisé : l'écologie politique. Comment une discipline scientifique quelle qu'elle soit peut-elle se soumettre aux impératifs d'une politique ? Parler d'écologie politique, ce serait comme de parler de biologie politique, d'ethnologie politique, de mathématiques politiques. C'est ici une véritable imposture, mais dont le succès grandissant répond à un besoin politique et social. Une imposture d'une utilité majeure, puisqu'elle permet que tous se soient rendus à Copenhague : les représentants des Partis communistes, des

Partis socialistes, du Secrétariat unifié (représenté, notamment, en France, par le Nouveau Parti anticapitaliste, NPA), toute l'extrême gauche "institutionnelle", les altermondialistes aux côtés des représentants des partis de la bourgeoisie, de leurs gouvernements, tous sans exception ont fait le chemin de Copenhague. N'était-ce pas là finalement le principal objectif ?

A cette occasion, une offensive politique et idéologique s'est engagée contre Karl Marx. Ce n'est pas la première fois que l'auteur du *Capital* et l'inspirateur de la Première Internationale fait l'objet d'une campagne politique dénonçant le caractère prétendument obsolète ou failli des positions qui furent les siennes. Ce qui est nouveau ici, c'est que la remise en cause de Marx procède d'un courant politique qui, à l'origine du moins, et encore aujourd'hui officiellement, se réclame du marxisme. C'est en effet des rangs du Secrétariat unifié, rallié depuis quelques mois à une posture "écosocialiste", que vient la remise en cause explicite des positions de Marx en général, et singulièrement concernant les forces productives et le rapport de l'homme à la nature (comme on le lira, citations à l'appui, dans cet article). Ce développement nouveau mérite d'être analysé. Il met à l'ordre du jour, à notre avis, la défense du marxisme et de son actualité.

## PROBLÈME SCIENTIFIQUE OU PROBLÈME POLITIQUE ?

Ce qui distingue les marxistes des tenants de l'écologie politique, ce n'est pas que les seconds se préoccuperaient des menaces qui pèsent sur l'environnement naturel de l'homme tandis que les premiers ne s'en soucieraient pas. Non, ce qui distingue les marxistes des tenants de l'écologie politique, c'est que ces derniers, en isolant la destruction de l'environnement de la destruction des forces productives et des mécanismes de l'exploitation capitaliste, s'interdisent de combattre contre ce qu'ils désignent eux-mêmes comme une menace pour la planète. Pis encore : ils fournissent les armes politiques et idéologiques à ceux-là mêmes, les propriétaires de moyens de production qui portent la responsabilité de la barbarie qui menace l'humanité tout entière. Il y a 40 ans déjà, notre camarade Gérard Bloch posait le débat en ces termes :

*« Il faut dire ici quelques mots (...) de la destruction de l'environnement naturel de l'homme dans laquelle l'économie capitaliste s'enfonce de plus en plus vite. Les campagnes de la grande presse et les déclarations solennelles des politiciens bourgeois (...) constituent probablement l'exemple le plus énorme de ce procédé de la grande presse et des "mass media" qui consiste à mentir, tromper, démoraliser leurs lecteurs ou téléviseurs en leur assénant... une série de vérités partielles, séparées, isolées les unes des autres, sur un ton tonitruant, tout en barrant la route à toute possibilité de vue d'ensemble. La pollution de l'air, de l'eau devient menaçante ? C'est vrai. L'accroissement, du fait des industries humaines, de la proportion de gaz carbonique et de poussières dans l'atmosphère risque de modifier le climat du globe ? C'est possible, ce n'est pas établi, et l'on n'est même pas sûr s'il y aurait réchauffement (du fait de "l'effet de serre") ou refroidissement (du fait de l'accumulation de poussières réfléchissant la radiation solaire dans la haute atmosphère). De toute façon, c'est loin d'être le péril le plus proche. La destruction de centaines d'espèces vivantes, de milliers d'hectares de forêts est un mal irréparable ? Oui, sans aucun doute. Le déversement sans contrôle de masses d'insecticides bouleverse l'écologie, amène, par ricochets successifs, la destruction de nombreuses espèces vivantes, d'oiseaux notamment ; au surplus, des insecticides comme le DDT se concentrent, par suite de phénomènes biologiques, dans les tissus d'espèces vivantes au point de risquer d'empoisonner l'homme qui les consomme ? Oui, sans doute ; mais la solution ne saurait être dans la suppression pure et simple des insecticides, comme le prêchent toute sorte de "naturalistes ahuris" — qui entraînerait une destruction massive des céréales, transformant en famine la sous-alimentation chronique que subissent des centaines de millions d'hommes. Cet exemple des insecticides est éloquent en ce qu'il montre parfaitement qu'il ne s'agit pas d'un **problème scientifique et technique**, mais d'un **problème politique**, et qu'il n'y a de solution que globale, au sens strict du terme : l'échelle du globe.*

*Il en est de même de tous les problèmes relatifs à l'écologie, discipline qui étudie l'équilibre de toutes les espèces vivantes, animales et végétales, et a montré, avec une surabondance de preuves, que toute intervention modifiant les conditions de vie d'une seule de ces espèces provoquera fréquemment une réaction en chaîne modifiant celles de dizaines ou de milliers d'autres espèces, la plupart du temps d'une façon catastrophique pour l'homme. La recherche immédiate du maximum de profit par chaque trust capitaliste, l'anarchie qui en résulte et est le propre de ce mode de production ont eu et ont chaque jour, dans ce domaine, des résultats particulièrement catastrophiques. Mais la solution est **politique** et **n'est que politique**. »*

## FORCES DESTRUCTIVES ET DESTRUCTION DU MILIEU NATUREL

D'une actualité stupéfiante, ces lignes ont pourtant 40 ans (1). Gérard Bloch poursuivait :

« *Quand on parle de la transformation croissante des forces productives en forces destructives à laquelle nous assistons actuellement, on pense essentiellement — et nous l'avons souligné nous-mêmes — aux armements, à la militarisation du capitalisme mondial, dénoncée en premier lieu par Rosa Luxemburg. Mais la destruction du milieu naturel vient aujourd'hui s'y ajouter et s'y combiner, devenant un aspect essentiel de ce phénomène caractéristique du capitalisme décadent, et qui accumule d'immenses obstacles supplémentaires qu'il faudra surmonter pour la construction du socialisme. Il faut que les masses travailleuses et exploitées se dressent contre leurs exploités et brisent les barrières de la propriété des monopoles capitalistes et celles des Etats impérialistes, qu'elles prennent entre leurs mains leurs destinées et celles de leur planète, et réorganisent l'activité économique de l'espèce humaine selon un plan global unique. Certes, il y aura de nombreux problèmes scientifiques et techniques à résoudre, mais "l'immense potentiel scientifique et technique inemployé" (citation du manifeste de l'OCI de 1967 — NDR) qui s'est accumulé permettra sans aucun doute de les résoudre — parce que ces problèmes seront enfin posés dans le seul cadre où ils puissent être résolus : faire de la planète un jardin, pour le bonheur des hommes. »*

Déjà, à l'époque, Bloch dénonçait

« *la campagne menée à grand fracas par les politiciens et les "mass media". A grands coups de vérités partielles, isolées, disloquées de leur contexte, assénées en termes sidérants (sens étymologique du terme), (...) (elle) vise à persuader les masses, dans ce domaine comme dans tous les autres, dans celui de la paix ou de la guerre notamment, **que celles-ci n'y peuvent rien** — qu'il s'agit non d'un **problème politique**, mais de problèmes scientifiques complexes qu'elles ne peuvent aborder — et de les détourner ainsi de la seule issue : prendre en mains leur sort, prendre le pouvoir".*

Ces lignes ont donc près de 40 ans. Depuis leur rédaction, l'imposture écologique a pris une forme et une dimension que notre camarade Gérard Bloch avait pressenties, mais dont il ne pouvait imaginer, alors, l'ampleur qu'elle revêtirait. Notons que Bloch se réfère à l'écologie comme discipline scientifique. C'est vrai : jusqu'au début des années 1970, le terme désigne la science qui étudie les échanges de matière entre les espèces vivantes, animales ou végétales et le milieu physique, le tout formant ce qu'on appelle l'écosystème. Mais, précisément à partir du début des années 1970, le terme écologie a cessé de correspondre exclusivement à cette discipline scientifique. De plus en plus — et de façon dominante aujourd'hui —, il désigne un courant politique "*visant à une meilleure adaptation de l'homme à son environnement*" (définition du dictionnaire Le Robert).

On attirera l'attention du lecteur sur cette définition.

### L'HOMME DOIT-IL S'ADAPTER À SON ENVIRONNEMENT ?

L'objectif politique d'une "*meilleure adaptation de l'homme à son environnement*" part d'un présupposé : "l'environnement" est une catégorie que l'on peut distinguer de l'humanité elle-même. La préservation de l'environnement s'imposerait comme un devoir absolu qui s'élève au-dessus de la communauté humaine et lui dicte un certain nombre de prétendus impératifs, prétendument "scientifiques" ou "naturels" ; lesquels ne relèveraient en rien des rapports sociaux de production et devraient par conséquent s'imposer à tous et chacun, à quelque classe sociale qu'il appartienne... Ce qui est "nouveau" par rapport à la situation décrite par Gérard Bloch il y a 40 ans, c'est qu'aujourd'hui gouvernements impérialistes et institutions internationales martèlent qu'on "*peut y faire quelque chose*". Mais la particularité des "*solutions*" assénées, c'est qu'elles exigent toujours et plus l'association-intégration des organisations ouvrières à la remise en cause des maigres acquis des masses ouvrières et populaires, laissant les mains libres au pillage et au profit capitalistes. Ainsi, par exemple, le "développement durable" est la raison sociale officielle au nom de laquelle les syndicats sont priés de remettre en cause eux-mêmes garanties sociales et conquêtes ouvrières. La taxe carbone ? Elle est d'abord un moyen de ponctionner les maigres revenus des travailleurs et de leurs familles. Les contraintes dites énergétiques accroissent le fardeau des dépenses de logement des familles ouvrières, tandis qu'elles ouvrent de nouvelles voies de pénétration au profit capitaliste. Les "droits à



polluer” deviennent un moyen de spéculation financière effrénée. En revanche, aucune limitation n’est apportée à l’explosion exponentielle du commerce d’armement, au développement des guerres.

Il est donc dans l’ordre des choses que le sommet de Copenhague, pour ne citer que lui, soit constitué de chefs d’Etat et de gouvernement (tels qu’Obama, qui vient de décider d’envoyer 30 000 hommes de troupe en renfort en Afghanistan) qui mènent les guerres aux quatre coins du monde... ce qui en fait, bien sûr, les autorités morales les plus qualifiées pour se pencher gravement sur l’avenir de la planète (2).

Si l’imposture de l’écologie politique “prend” aujourd’hui, à une échelle sans précédent, c’est que les appareils, petits et grands, qui dominent les organisations se réclamant historiquement du mouvement ouvrier se sont définitivement ralliés à elle, renonçant du même coup à poser les problèmes en termes de classes sociales aux intérêts diamétralement opposés et antagonistes, de propriété privée de moyens de production et du nécessaire combat indépendant de la classe ouvrière pour exproprier le pouvoir des expropriateurs.

La notion même de “meilleure adaptation de l’homme à son environnement” est profondément réactionnaire. Aurait-il fallu que notre ancêtre primitif s’adapte à l’environnement hostile et sauvage auquel il était confronté ? S’il s’était adapté à cet environnement, sans aucun doute, le genre humain n’aurait-il jamais connu l’évolution qu’il a connue jusqu’à présent. Faudrait-il que, s’adaptant à son environnement, l’enfant des *favelas* du Brésil se fixe pour tout horizon de tenter de survivre dans ces conditions les plus hostiles ? Toute l’histoire de l’humanité, de son progrès, toute l’évolution du genre humain ont été marquées par la lutte acharnée des hommes historiques, non pas pour s’adapter à leur environnement, mais pour adapter et transformer leur environnement en le soumettant à leurs besoins vitaux. Toute l’histoire de l’humanité, c’est l’histoire de la maîtrise de la nature par l’homme, qui, maîtrisant la nature, la transforme et se transforme lui-même. Car, en réalité, l’homme et la nature sont indissociables. Il n’est pas de “nature” qui puisse être séparée de l’action que l’être humain exerce sur elle. Comme il n’est pas d’être humain qui puisse être séparé des conséquences qu’exercent sur lui son environnement naturel et sa propre action sur son environnement naturel. Le débat n’est pas nouveau.

## L’HOMME ET LA NATURE SONT INDISSOCIABLES

Polémiquant contre Feuerbach, Marx lui adresse la critique qu’*“il ne voit pas que le monde sensible qui l’entoure n’est pas un objet donné directement de toute éternité et sans cesse semblable à lui-même, mais le produit de l’industrie et de l’état de la société, et cela en ce sens qu’il est un produit historique, le résultat de l’activité de toute une série de générations, dont chacune se hissait sur les épaules de la précédente, perfectionnait son industrie et son commerce, et modifiait son régime social en fonction de la transformation des besoins”*. Bref, il n’y a pas d’un côté la nature et de l’autre l’histoire *“comme si l’homme ne se trouvait pas toujours en face d’une nature qui est historique et d’une histoire qui est naturelle”*. Car pour ce qui concerne une *“nature qui précède l’histoire des hommes”*, celle-ci *“de nos jours n’existe plus nulle part, sauf peut-être dans quelques atolls australiens de formation récente”* (3).

Marx poursuit :

*“Le communisme se distingue de tous les mouvements qui l’ont précédé jusqu’ici en ce qu’il (...) traite consciemment toutes les conditions naturelles préalables comme des créations des hommes qui nous ont précédés jusqu’ici, qu’il dépouille celles-ci de leur caractère naturel et les soumet à la puissance des individus unis.”*

Et encore ceci :

*“Les présuppositions dont nous partons (...), ce sont les individus réels, leur action et leurs conditions d’existence matérielles (...). La première présupposition de toute l’histoire humaine est naturellement l’existence d’êtres humains vivants. Le premier état de fait à constater est donc la complexion corporelle de ces individus et les rapports qu’elle leur crée avec le reste de la nature (...). Toute histoire doit partir de ces bases naturelles et de leur modification par l’action des hommes au cours de l’histoire. On peut distinguer les hommes des animaux par la conscience, par la religion et par tout ce que l’on voudra. Eux-mêmes commencent à se distinguer des animaux dès qu’ils commencent à produire leurs moyens d’existence, pas en avant qui est la conséquence même de leur organisation corporelle. En produisant leurs moyens d’existence, les hommes produisent indirectement leur vie matérielle elle-même. La façon dont les*

*hommes produisent leurs moyens d'existence dépend d'abord de la nature, des moyens d'existence déjà donnés et qu'il leur faut reproduire.*”

Impossible, par conséquent, de traiter de la “nature” sans traiter de l'activité humaine. Les deux sont indissociables, toutes deux insérées dans les rapports sociaux de production, qui mettent aux prises les classes sociales aux intérêts antagonistes. De son côté, Engels écrit que *“l'homme est lui-même un produit de la nature, lequel s'est développé dans et avec son milieu naturel”* (4). Impossible, donc, de traiter du rapport de l'homme à la nature sans traiter du rapport de la nature à l'homme, et réciproquement. Et c'est pourtant, au mépris des faits historiques, sur la négation de cette réalité que se constitue le sommet de Copenhague. Il est important, à travers cet exemple, de voir le mécanisme de l'imposture de l'écologie politique et de l'union sacrée mondiale dont elle doit constituer le support. Car si l'écologie politique s'appelle écologie politique, c'est qu'elle a d'abord, avant tout, voire même exclusivement, un rôle politique sans aucune relation avec l'écologie comme discipline scientifique, et même en contradiction avec elle, comme avec toute démarche scientifique. En particulier, elle vise à cacher que le système capitaliste, arrivé à son stade impérialiste, désorganise de plus en plus la relation entre l'homme et la nature, en détruit de nombreuses composantes, transforme cette relation une opposition.

## SCIENCE ET POLITIQUE

Le sommet de Copenhague, sa convocation, sa préparation, sa tenue reposent sur les rapports du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat, ou GIEC (*voir encadré*). Selon sa définition officielle, le GIEC est chargé *“d'expertiser l'information scientifique, technique et socio-économique qui concerne le risque de changement climatique provoqué par l'homme”*. Notons cette stipulation : il s'agit d'étudier les conséquences du réchauffement climatique *“provoqué par l'homme”*. Est donc tranché par avance tout débat sur l'origine et les conséquences du réchauffement climatique. En outre — et ce n'est pas un détail —, cette stipulation prétend traiter de *“l'origine humaine”* indépendamment des rapports sociaux de production. Il est un fait que l'on ne saurait nier : l'ampleur, les causes et les conséquences du réchauffement climatique font l'objet, encore aujourd'hui, de débats et controverses parmi les scientifiques. C'est un fait. Comme il est un fait que la classe capitaliste, les chefs d'Etat et de gouvernement, mais aussi toutes les organisations qui officiellement se réclament de la “gauche” acceptent comme un dogme, une vérité officielle et définitive, la thèse du réchauffement climatique d'origine humaine et son corollaire : combattre le réchauffement climatique exige de réduire la production de CO<sub>2</sub>. Un tel consensus, étranger à une démarche réellement scientifique, répond à des objectifs politiques.

La science part des faits, de leur confrontation. Aussi longtemps qu'un fait n'a pas été pleinement établi, toute liberté doit être laissée à la recherche scientifique d'approfondir les questions posées. Il est du plus grand danger de faire intervenir le bras politique pour trancher les débats scientifiques. D'autres l'ont fait dans le passé, d'autres encore continuent à le faire, par exemple, dans le débat sur le réchauffement climatique. La politique et la morale qui dictent à la science ce qu'elle a droit de dire ou de ne pas dire, c'est l'Eglise qui, par son bras armé, l'Inquisition, a torturé, brûlé, fait abjurer leurs convictions aux scientifiques (comme Galilée) ou les a condamnés à la clandestinité (les thèses de Copernic ne sont parues que le jour de sa mort). La manipulation politique de la science, c'est la bureaucratie stalinienne à travers les fidèles lieutenants de Staline, Jdanov et Lyssenko, décrétant une prétendue science “prolétarienne” contre la science “bourgeoise”, attribut donné à la théorie de la relativité, de la mécanique quantique ou encore aux découvertes de la génétique (5).

La science n'a pas pour objet de servir une politique. Dans son combat pour se libérer des chaînes de l'exploitation, la classe ouvrière doit porter une attention particulière à ce que les conditions du libre développement de la science soient réunies, car elles sont la seule voie qui a permis et permettra à l'humanité de s'extraire du statut d'être vivant soumis aux lois de la nature. La science doit disposer de tous les moyens de nous éclairer sur notre relation avec la nature, son impact sur celle-ci, le cadre dans lequel elle se réalise, les conditions de sa progression, et de *“connaître aussi les conséquences naturelles lointaines, tout au moins de nos actions les plus courantes dans le domaine de la production et, par suite, d'apprendre à les maîtriser”*, comme l'écrit Engels (6). Or sur ce point, peut-on faire confiance à ceux qui licencient, spéculent, flexibilisent, saccagent et pillent tous les acquis de l'humanité (y compris son système

d'éducation et de recherche scientifique) au nom du tout-puissant profit, tout en faisant assaut de pureté écologique et de discours sur le développement durable ? Poser la question, c'est y répondre.

La théorie du réchauffement climatique d'origine humaine (qui, rappelons-le, est une des facettes d'une controverse scientifique non réglée) est utilisée dans un but politique. Il s'agit de démontrer qu'il y a un intérêt supérieur — l'urgence climatique — auquel chacun doit se plier et derrière lequel tout doit s'effacer, à commencer par la crise actuelle du système capitaliste. Elle tend, de ce fait, à détourner l'attention de la responsabilité du système capitaliste dans la dégradation de la relation entre l'homme et la nature vers la mise en accusation du "consommérisme" individuel et des modes de production "productivistes".

Ce qui présente un double avantage. D'une part, servir les besoins de la classe capitaliste, qui, compte tenu de la crise mondiale, a besoin de justifier la destruction en masse de forces productives excédentaires au nom de la "défense de la nature" ; il sera ainsi plus aisé de liquider les usines automobiles, la production d'acier, de produits chimiques, etc. D'autre part, en plaçant tous les hommes à égalité — nous sommes tous consommateurs, l'ouvrier, le patron, le chômeur, le retraité, le jeune, le paysan —, on nourrit la conclusion politique : tous consommateurs, tous pollueurs, tous coupables. C'est donc sous la forme de la taxe carbone, d'impôts, de surcharges liées au "développement durable" que chacun et tous seront mis à contribution. En escamotant au passage que la taxation, par exemple, des produits de consommation courante n'a pas les mêmes conséquences pour l'ouvrier et le patron. De même que l'augmentation vertigineuse des tarifs du gaz, de l'électricité, n'a pas les mêmes conséquences pour la famille ouvrière et pour le banquier. Et puis, "crise climatique" exige : au nom de la prétendue défense écologique, nombre de composantes de ce qu'on appelle le "coût du travail", naturellement excessif, devront être reconsidérées... à la baisse... et avec l'accord de tous, car tous, n'est-ce pas, sommes citoyens de la même planète... De "*l'Union sacrée contre l'ennemi héréditaire et pour sauver la patrie en 1914*" à "*l'Union sacrée contre le réchauffement climatique et pour sauver la planète*" en 2009, la différence est mince, non ?

## **COPENHAGUE : UN SOMMET D'IMPOSTURE**

Le journal capitaliste français *Les Echos* ne boude pas son plaisir :

*"Obama compris, après quelques hésitations dont le président américain semble décidément coutumier, tous les leaders des principales puissances de la planète vont prendre le chemin de Copenhague. Les climatologues ont réussi l'exploit de faire de la lutte contre le réchauffement climatique un des rares exemples, avec la paix, de cause politique universelle (...). Ce que l'on attend du rendez-vous de la Baltique, c'est l'affirmation d'une volonté commune et la fixation d'une méthode partagée. De ce point de vue, la crise économique représente moins un frein, comme beaucoup le disent, qu'une incitation à agir. Elle a montré que si le monde avait plus que jamais besoin de croissance, il devait aussi en changer de modèle. La force du capitalisme a toujours été de savoir faire du problème la solution."*

Nous sommes là très loin, on l'admettra, du réchauffement de la planète, de la fonte de la banquise et autres catastrophes annoncées. Nous sommes dans le domaine de la politique, c'est-à-dire de la tentative de sceller autour de la cause du réchauffement climatique une forme d'union sacrée, une "méthode partagée" qui devrait être à la base de ce qu'on appelle la gouvernance — version moderne du corporatisme — où syndicats et partis ouvriers, main dans la main avec les représentants de la classe capitaliste et les gouvernements, devraient chercher et dégager des solutions communes, étant entendu... que "*le capitalisme a toujours su trouver les bonnes solutions*".

A Copenhague, cette affirmation est déclinée sur tous les tons (*voir encadré* : "Le consensus de Copenhague").

### **Encadré 1**

#### **Le consensus de Copenhague**

Le principal fossoyeur de l'URSS, Gorbatchev, se prononce, à la veille de Copenhague, pour une réduction de 45 à 50 % des émissions de gaz à effet de serre. Le Conseil des églises chrétiennes en France écrit au président de la République pour que Copenhague ouvre "*un chemin nouveau pour une humanité en danger*", rappelant que "*notre Terre est un don de Dieu (...). A terme, c'est la survie de la création qui est*

en jeu” et l’Eglise en appelle à *“un usage plus raisonnable des biens de ce monde (qui) nécessite une révision courageuse de notre mode de vie. Il faut en particulier, dès maintenant, décider de la manière dont nous allons réduire notre consommation toujours croissante tant sur le plan individuel que collectif.”* Le Vatican est représenté à la conférence et le pape Benoît XVI souhaite plein succès aux travaux de Copenhague, soulignant que *“la sauvegarde de la création demande l’adoption de styles de vie sobres et responsables surtout envers les pauvres et les générations futures”*, et précisant : *“Pour garantir le plein succès de la conférence, j’invite toutes les personnes de bonne volonté à respecter les lois de Dieu sur la nature et à redécouvrir la dimension morale de la vie humaine.”* L’archevêque de Canterbury, chef de l’église anglicane, Rowan Williams, déclare : *“N’écoutez pas ceux qui disent qu’il existe une sorte de choix entre préserver les êtres humains et préserver la Terre”*, ajoutant : *“Au cours des dernières décennies, peut-être le dernier millénaire, la race humaine n’a pas été très bonne envers le reste de la création, tout comme notre civilisation n’a pas été très bonne envers la race humaine.”* Il faut donc que la *“race humaine”* paie ! Pas de rapport d’exploitation, juste une nécessité d’être *“bon”* !

Attac, la fameuse association altermondialiste, demande la signature d’un *« traité écologique international contraignant à l’égard des “pays du nord” »* — toujours le *“nord”*, toutes classes confondues, contre le *“sud”*.

Et à *“gauche”* ? Gordon Brown (dont on ne savait pas à quel point il était qualifié en matière scientifique) déclare : *“Nous connaissons la science, nous savons ce que nous devons faire, nous devons agir maintenant et combler l’écart de 5 milliards de tonnes d’émission de CO<sub>2</sub>, cela réglera l’affaire.”*

Martine Aubry, premier secrétaire du Parti socialiste de France, est présente à Copenhague. Tout comme le dirigeant du Parti communiste français Pierre Laurent, qui revendique au nom de ce parti *“un accord exigeant visant le haut de la fourchette de réduction des émissions de gaz à effet de serre, soit 40 %, et qui soit juridiquement contraignant”*.

Besancenot, dirigeant du NPA français, est lui aussi présent à Copenhague. Son NPA, tout aussi féru en matière scientifique, déclare que *“la prudence nécessite de fixer une réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre pour les pays les plus riches”* et dénonce fermement que *“les objectifs affichés sont bien loin d’être à la hauteur des dangers”*.

Le Parti de la gauche européenne, qui regroupe différents partis comme le Parti communiste français ou Die Linke en Allemagne, etc., exige *“d’atteindre une réduction de 40 % des émissions de CO<sub>2</sub> d’ici à 2020”*.

On comprend que le porte-parole du président américain, Obama, se félicite de ce qu’un *“consensus est en train de se former”*.

Le ministre français Jean-Louis Borloo s’extasie : *“La magie de Copenhague peut opérer.”* Il est vrai que, selon les experts du FMI, *“l’économie mondiale (capitaliste) pourrait tirer profit des actions contre le réchauffement climatique”*.

Un *“consensus”* qui, d’Obama à Besancenot, voit communier tous les responsables politiques et gouvernementaux dans une même prière à la réduction de production du CO<sub>2</sub> : il y a là, effectivement, pour les tenants de l’ordre mondial, quelque chose de magique (7).

Et c’est là qu’intervient le rôle particulier dévolu au Secrétariat unifié. Celui-ci ne va pas se contenter de s’insérer dans la vaste mouvance écologique. Il va forger le concept d’écossocialisme et s’inscrire en totalité dans cette redéfinition idéologique et politique. Et il va le faire en prenant pleinement sa place dans le courant de la décroissance, c’est-à-dire de la justification idéologique et politique de la destruction en masse des forces productives.

## **DÉCROISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

L’érection de la *“lutte contre le réchauffement climatique”* comme socle de l’union sacrée planétaire sert en effet de couverture *“scientifique”* aux théories de la décroissance, un des piliers de la pensée économique et

politique bourgeoise, distillé depuis presque une quarantaine d'années par un régime capitaliste en pleine décomposition qui n'a d'autre perspective à offrir à l'humanité que la guerre et la destruction.

Rappelons que les thèses écologistes comme le concept de développement durable reposent sur la théorie de la "croissance zéro" et de la décroissance développée à partir du début des années 1970 par le Club de Rome. Ce "think tank", créé par quelques sommités liées pieds et poings aux secteurs du capital financier, avait appelé, dans un célèbre rapport intitulé *Halte à la croissance*, à une croissance "soutenable", c'est-à-dire compatible avec les limites supposées de la planète. Pour cet organisme, la source des problèmes était la surpopulation, donc la surconsommation par rapport aux possibilités physiques de la Terre, et donc une surproduction entraînée par la nécessité — absurde, bien sûr ! — de nourrir ces bouches excédentaires.

C'est en 1987, sous la plume du Premier ministre norvégien, Gro Harlem Brundtland, qu'est apparue l'expression "développement durable", ou plus exactement *sustainable development*, traduite parfois littéralement "développement soutenable". En 1983, l'Assemblée générale des Nations unies décide de créer une Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), qui est présidée par Mme Brundtland (Premier ministre de Norvège à l'époque) avec un triple mandat :

*"Etablir un diagnostic des problèmes d'environnement ; faire des propositions concrètes et réalistes de coopération internationale ; provoquer une prise de conscience."*

Le rapport *Notre avenir à tous* est publié en 1987, l'idée centrale est : "Nous n'avons qu'une seule et unique biosphère pour nous faire vivre", or : 1) certains modes de développement dégradent l'environnement ; 2) un environnement dégradé est un obstacle au développement. Les principaux domaines considérés sont : la population, la sécurité alimentaire, l'érosion de la biodiversité, l'énergie, la pollution. Cela conduit les rapporteurs à définir le *développement soutenable* :

*"Le développement soutenable n'est pas un état d'équilibre, mais plutôt un processus de changement dans lequel l'exploitation des ressources, le choix des investissements, l'orientation du développement technique ainsi que le changement institutionnel sont déterminés en fonction des besoins tant actuels qu'à venir"* (commission Brundtland, 1987, *Notre avenir à tous*, CMED, 1987, pages 10-11.).

Les trois piliers du développement soutenable sont :

*"1) la durée du développement : notre production présente des richesses doit préserver nos propres possibilités de production future et celles des générations suivantes ; 2) l'équité sociale intra et inter-générationnelle ; 3) le respect des systèmes naturels qui nous font vivre."*

Il s'agissait, à travers ce charabia, de donner une couverture idéologique à la politique destructrice du capital engagée à partir du début des années 1970 à la suite de l'effondrement du système monétaire international instauré aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Restructuration des économies, destruction des "surcapacités" de production, licenciements massifs, montée du chômage, déréglementation, privatisations, arrachage des vignes, mise en jachère des terres, diminution drastique du nombre de paysans au profit d'une concentration des terres, la liste de ces destructions massives de forces productives serait trop longue. Et elle s'est encore terriblement allongée avec le déferlement de la crise qui frappe le système dans son ensemble.

A tout cela, il fallait une caution idéologique. Elle fut trouvée avec la décroissance, avatar repeint de neuf, des vieilles théories malthusianistes : pourquoi maintenir ces industries, ces forces productives en excès par rapport à une nature finie ? Pourquoi continuer cette consommation "compulsive" sans tenir compte de ces limites ?

La forme "modernisée" de la décroissance s'appelle "développement durable". Le thème en est assez simple : puisque que l'homme-prédateur détruit sa planète, il doit donc réduire son utilisation des énergies, réduire sa consommation. Pour l'y forcer, il faut : a) le menacer des flammes de l'enfer, rebaptisées catastrophe écologique, ou climatique ; b) réaliser la sainte communion de toutes les forces sociales et politiques autour de cet impératif sacré. Cette religion nouvelle envahit tous les domaines de la vie (enseignement, décision politique, programmes politiques et syndicaux). Sa cible de choix : le mouvement ouvrier. Celui-ci, on le sait, repose historiquement sur la reconnaissance de la lutte de classes. A savoir que, dans les rapports sociaux d'exploitation, classe ouvrière et classe capitaliste occupent des positions totalement antagoniques. La lutte de classes est contradictoire au consensus écologique. Car celui-ci vise, au

compte de la classe capitaliste, à remettre en cause la division de la société en classes et en appelle au contraire à l'union sacrée pour sauver la planète, la banquise, les ours polaires, les forêts, etc. A travers ce camouflage idéologique, il s'agit bien de canaliser, d'étouffer, de nier la lutte de classe et son objectif (l'émancipation de l'humanité du carcan du capitalisme) afin d'aider à disloquer les organisations de combat constituées pour cette émancipation. C'est un fait que tous les appareils qui dirigent des organisations historiquement produits de la lutte de classe se sont les uns après les autres, dans des proportions variables, rangés sous la bannière du développement durable et de l'écologie politique. S'agissant des partis, ils ont commencé par faire alliance avec les partis verts et écologiques promus au rang de partis de "gauche", pour finalement incorporer l'écologie politique dans leur programme jusqu'à parfois même se revendiquer comme étant les premiers partis écologiques (et même pour certains, on va le voir, incorporer leur programme dans l'écologie politique). Ce faisant, les dirigeants des Partis socialistes, communistes et autres partis issus du mouvement ouvrier contribuent à leur propre affaiblissement, quand ce n'est pas leur disparition comme parti. Et ils contribuent également à dissoudre les lignes de séparation entre les organisations se réclamant du mouvement ouvrier et les organisations de la classe capitaliste.

## CROISADE CONTRE MARX

C'est ici qu'intervient la croisade engagée contre Marx par le Secrétariat unifié, courant révisionniste du marxisme qui s'est constitué historiquement au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale il y a plus de 50 ans (et qui, continuant à se revendiquer frauduleusement de son drapeau, s'exprime dans des organisations comme le NPA en France). Que le Secrétariat unifié remette en cause l'analyse de Marx, en particulier sur la question des forces productives, ne constitue pas une nouveauté pour les lecteurs de *La Vérité*. Cela fait des décennies que les dirigeants de cette organisation — et en particulier leur théoricien de l'époque, le défunt Ernest Mandel — ont considéré que, lorsque Trotsky parle du déclin des forces productives en 1938, il s'agissait d'une pure analyse conjoncturelle, et qu'en réalité, tout ce que Marx avait pu écrire sur la tendance des forces productives à se transformer en forces destructives, comme les conclusions que Trotsky avait pu en tirer dans le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, devait être définitivement remis au rang des vieilleries sans intérêt. Toutefois, parce qu'il fallait au Secrétariat unifié justifier le lien qui le rattache à la continuité du mouvement ouvrier (et en particulier au marxisme), jamais le Secrétariat unifié, jusqu'à présent, n'avait revendiqué explicitement son caractère révisionniste.

C'était l'époque où Mandel rédigeait son fameux "*Troisième âge du capitalisme*", dont la thèse principale (pas très originale, car partagée d'ailleurs par d'autres, nombreux, notamment les économistes des PC) était que le développement des sciences et des techniques était l'expression indiscutable de la capacité du système capitaliste à imprimer un essor toujours plus grand aux forces productives.

D'où une polémique incessante du SU contre quiconque, avec Marx, maintenait qu'à l'époque de l'impérialisme, le capitalisme n'était plus à même d'utiliser les sciences et les techniques hormis dans le sens d'une destruction constante des forces productives, et la principale d'entre elles, la classe ouvrière (la destruction de celle-ci s'exprimant non seulement par le chômage, la guerre, mais aussi par la déqualification, la recherche d'un abaissement constant de la valeur de la force de travail — en particulier par la destruction de sa composante historique et sociale telle que l'enseignement, la formation, la protection sociale, les services publics, etc.).

Mais, répétons-le, à l'époque du moins, les dirigeants du SU évitaient soigneusement de s'en prendre directement à Marx. C'est notre courant politique qui, en raison de sa fidélité aux positions de Marx, constitua souvent la cible du SU mettant en cause notre prétendu catastrophisme (8). Ajoutons que n'étant pas des adeptes de la Sainte Ecriture, ce n'est pas le fait en soi qu'on ne puisse remettre en cause Marx qui puisse nous émouvoir. Il est du droit — et même du devoir — de chacun de confronter les bases théoriques du mouvement ouvrier avec la réalité des faits. Et si les faits établissaient que Marx, Lénine ou Trotsky se soient trompés, ou à tout le moins que les développements nouveaux de la situation exigent de reconsidérer ce qu'ils ont écrit, nous n'aurions pour notre part aucune difficulté à le faire. Le marxisme procède du matérialisme historique, qui, en toutes circonstances, part des faits, du développement des événements, de leur enchaînement, pour les confronter à la théorie, et à travers les faits, la vérifier. Et non l'inverse. Mais cela à deux conditions. La première, c'est ne pas travestir ce que Marx lui-même a écrit, et la deuxième, c'est ne pas travestir les faits. Or, on va le voir, le Secrétariat unifié ne respecte ni l'une, ni l'autre condition.

## S'INTÉGRER

En février 2009, dans le cadre de la préparation de son congrès mondial, le SU a adopté un *“Rapport sur le changement climatique”* présenté par Daniel Tanuro (9), membre de son organisation belge. On y lit ceci :  
*« La crise du projet socialiste, dont le bilan écologique très négatif du “socialisme réel” constitue un élément incontournable, pèse lourdement sur les capacités de résistance et de contre-attaque des exploités et des opprimés. En utilisant pleinement les possibilités qu’offre le changement climatique de refonder la perspective anticapitaliste tout en l’enracinant dans une problématique totale, à la fois écologique et sociale, les marxistes révolutionnaires peuvent contribuer à la recomposition du mouvement ouvrier international autour d’un projet global de société, et même de civilisation. »*

Passons sur le *“bilan écologique très négatif du socialisme réel”*. Comme si les régimes bureaucratiques constitués en ex-URSS et dans l'Est de l'Europe sur la base de la trahison de la révolution d'Octobre par la bureaucratie stalinienne méritaient le nom de “socialisme réel”. Quant à son bilan, on se permettra de dire à l'honorable Tanuro que ce n'est pas seulement dans le domaine écologique que le bilan est très lourd ! Que la bureaucratie stalinienne ait réussi, en ouvrant l'URSS à la pénétration capitaliste, à détruire les bases de la propriété sociale et des conquêtes arrachées par la classe ouvrière russe au compte de la classe ouvrière mondiale en octobre 1917 ; que, ce faisant, elle ait ouvert la voie à une offensive de réaction dans tous les domaines contre les classes ouvrières et les peuples du monde entier, cela fait un bilan très, très lourd, et pas seulement dans le seul domaine écologique qui semble retenir l'attention de Tanuro. Mais poursuivons. Ainsi donc, le “changement climatique” permettrait de “refonder la perspective anticapitaliste” ?! Si le changement climatique n'existait pas, il faudrait l'inventer... Tanuro poursuit :

*“Le point crucial et le levier de l'alternative anticapitaliste restent donc fondamentalement ceux que le projet socialiste a définis : la mobilisation des exploités et des opprimés contre un système basé sur la course au (sur)profit, la propriété privée des moyens de production, la production de marchandises, la concurrence et le salariat. Mais ce point crucial et ce levier ne suffisent plus à définir l'alternative.”*

Conclusion pratique :

*“Pour ce faire, il ne suffit pas d'affirmer que le socialisme doit intégrer les questions écologiques, autrement dit que les socialistes doivent mieux comprendre les enjeux écologiques, développer des revendications écologiques et participer à des mobilisations en défense de l'environnement. Le véritable défi consiste plutôt à intégrer le projet socialiste à l'écologie globale du super-écosystème terrestre.”*

Le choix du verbe “intégrer” est loin d'être accidentel. “Intégrer le socialisme” à un impératif “supérieur”, “intégrer” la lutte de classe, la classe ouvrière, ses organisations, son combat séculaire pour le renversement du régime d'exploitation... à un impératif “supérieur”.

Nous demandons au lecteur de prêter attention sur ce point. On nous reproche parfois de pécher par excès de polémique vis-à-vis du Secrétariat unifié. Mais nous posons la question : dans toute son histoire, lorsque le mouvement ouvrier s'est trouvé sollicité pour intégrer son projet, ses organisations, ses objectifs politiques à un impératif qui lui était supérieur, de quoi s'est-il agi, sinon, chaque fois, d'un processus d'intégration corporatiste subordonnant les organisations ouvrières à l'Etat, à la Nation, à la Patrie, à la “race”, à l'Union

sacrée imposée par la guerre, bref, quelle qu'en soit la forme, à une forme de totalitarisme privant les organisations de la classe de leur indépendance ? Emporté par son élan, Tanuro s'en prend à Marx :

*« Dans l'analyse de la Révolution industrielle, Marx n'a pas saisi que le passage du bois à la houille signifiait l'abandon d'une énergie de flux renouvelable au profit d'une énergie de stock épuisable, dont l'exploitation ne pouvait que contrevenir à la "gestion rationnelle" des échanges de carbone entre la société et son environnement (...). Le changement climatique questionne radicalement cette foi dans le progrès, qui est la raison la plus importante pour laquelle les marxistes, depuis les années 70 du siècle dernier, ont eu et continuent d'avoir des difficultés considérables à se positionner par rapport aux défis environnementaux. C'est pourquoi intégrer le projet socialiste à l'écologie conditionne fondamentalement la vitalité révolutionnaire du marxisme. »*

Avant d'y revenir, notons l'officialisation dans ce texte du terme "d'écocialisme", que Tanuro justifie ainsi :

*« Cet approfondissement justifie substantiellement l'usage du concept nouveau d'écocialisme. Expression concentrée du combat commun contre l'exploitation du travail humain et contre la destruction des ressources naturelles par le capitalisme, l'écocialisme ne procède pas d'une vision idéaliste et chimérique sur "l'harmonie" à établir entre l'humanité et la nature, mais de la nécessité matérialiste de gérer les échanges de matières entre la société et l'environnement selon la raison écologique, c'est-à-dire de la manière la plus compatible possible avec le bon fonctionnement des écosystèmes. »*

*"Gérer les échanges de matière entre la société et l'environnement, selon la raison écologique" ? Mais qu'est-ce que la "raison écologique" ?*

### **"DES INDUSTRIES DEVRONT FERMER"**

Qui décide ce qu'est la raison écologique et ce qu'elle n'est pas ? Qui décide de ce que sont des "échanges de matières entre société et environnement compatibles avec le bon fonctionnement des écosystèmes ?" Qui décide de cela ? De deux choses l'une. Ou bien il s'agit de dire que seul le socialisme libéré de la pression dislocatrice de la recherche du profit capitaliste sera à même de permettre un développement des forces productives par lequel l'humanité s'assurera non seulement la satisfaction de ses besoins immédiats, mais la continuité de sa survie et les moyens de cette continuité. Et dans ce cas-là, cela exige d'arracher les moyens de production à leurs propriétaires privés (la classe capitaliste) et de réorganiser la production et l'essor des forces productives en fonction des besoins de la classe ouvrière. Cela porte un nom : le socialisme, sans qu'il soit utile d'y accoler un quelconque adjectif. Ou bien il s'agit d'autre chose, c'est-à-dire de subordonner le combat de la classe ouvrière, aujourd'hui, dans le cadre du système capitaliste à une "raison écologique" qui serait au-dessus de la lutte de classe.

Sur le site du NPA, Tanuro s'interroge gravement :

*"Comment convaincre en cette période de crise les salariés et les syndicats de l'urgence climatique ?"*

Réponse :

*"On n'arrivera à rien sans une stratégie sociale. La production de charbon est devenue insensée, presque criminelle. Mais en Pologne, 180 000 ouvriers travaillent encore dans les mines. Si on ne leur garantit pas une reconversion, ils se jetteront dans les bras de ceux qui remettent en cause le réchauffement climatique" (10).*

Il s'agit donc, au nom de l'urgence climatique, de convaincre les mineurs polonais à renoncer à leur travail ? Surtout, qu'on n'imagine pas qu'il s'agit là d'une position accidentelle. Dans *Tout est à nous*, le journal du NPA en France, on peut lire (le 10 décembre 2009) :

*"Répondre réellement à la crise climatique implique une transformation des modes de production et du système industriel. Il faut dire clairement qu'à terme des industries devront fermer."*

Les fermetures d'entreprises : c'est cela que Tanuro, et derrière lui l'ensemble du Secrétariat unifié, appelle l'écocialisme, ainsi défini :

*"Un système non productiviste qui produit des utilités pour répondre au besoin réel, déterminé démocratiquement, en tenant compte des limites naturelles."*

A la question : quels seraient ces besoins, Tanuro répond :

*"Il me semble que dans nos sociétés, les gens compensent leur manque de lien social par des achats compulsifs."*



Il faudrait donc convaincre les travailleurs de ne pas trop consommer ? Rassurons Tanuro et les “écosocialistes” du SU : la misère croissante dans laquelle le système capitaliste en décomposition plonge les masses opprimées du monde entier, le milliard d’individus qui survivent péniblement avec moins d’un dollar par jour, la précarisation généralisée du travail, notamment chez les jeunes, jusques et y compris dans le pays le plus riche de la planète (11), le développement de la pauvreté endémique et du travail informel, la privatisation des régimes de protection sociale, leur démantèlement, la liquidation des services publics, la remise en cause de l’âge de départ à la retraite et de manière générale le blocage des salaires, la destruction des conventions collectives et des statuts, tout cela va contribuer, soyons-en sûrs, à limiter puissamment la tendance aux achats “compulsifs” de la masse de la classe ouvrière !

## ECOSOCIALISME CONTRE SOCIALISME

“L’écosocialisme” est à proprement parler un oxymore (12). Car qu’est-ce que le socialisme ? Le socialisme suppose, pour son épanouissement, que les forces productives aient atteint un certain degré qui rende possible l’égal accès de tous aux richesses produites.

Engels écrit :

*“La prise de possession de tous les moyens de production par la société ne pouvait devenir possible, devenir une nécessité historique qu’une fois données les conditions matérielles de sa réalisation”* (13).

De quoi s’agit-il ? Engels répond :

*“Cette prise de possession comme tout autre progrès social devient praticable (...) en vertu de certaines conditions économiques nouvelles. La division de la société en une classe exploitricie et une classe exploitée, une classe régnante et une classe opprimée, a été la conséquence nécessaire du faible développement de la production dans le passé.”*

Mais, précise Engels, cette division en classes n’a “une certaine légitimité historique (...) que pour un temps donné pour des conditions sociales déterminées”. Et voilà pourquoi :

*“Elle était fondée sur l’insuffisance de la production ; elle sera balayée par le plein épanouissement des forces productives modernes. Et, en effet, l’abolition des classes sociales (...), l’évolution de la production parvenue à un niveau où l’appropriation par une certaine classe de la société des moyens de production et des produits (...) sera devenue, non seulement une superfétation, mais aussi économiquement, politiquement et intellectuellement, une entrave à l’évolution. Ce point est aujourd’hui atteint (...). A chaque crise, la société étouffe sous le faix de ses propres forces productives et de ses produits inutilisables pour elle ; elle se heurte impuissante à cette contradiction absurde que les producteurs n’ont rien à consommer parce qu’on manque de consommateurs. La force d’expansion des moyens de production fait éclater les sangles que lui avait mises le mode de production capitaliste. Leur libération est l’unique condition préalable d’un développement des forces productives ininterrompu et constamment accéléré, et par là un accroissement pratiquement illimité de la production elle-même.”*

Attirons l’attention du lecteur sur ce point : le socialisme tel que le définit Engels, tel que l’ont toujours défini tous les socialistes, passe par la libération des forces productives du carcan de la propriété privée, condition de leur développement ininterrompu et constamment accéléré permettant un accroissement illimité de la production elle-même. Et Engels précise :

*“L’appropriation sociale des moyens de production ne supprime pas seulement la gêne artificielle dont souffre actuellement la production, mais aussi le gaspillage et la destruction effective de forces productives et de produits (...). Elle rend libre et disponible pour la collectivité une masse de moyens de production et de produits. La possibilité d’assurer à tous les membres de la société par le moyen de la production sociale une existence non seulement parfaitement suffisante et plus riche de jour en jour au point de vue matériel, mais leur garantissant encore le développement et la mise absolument libres de leurs facultés physiques et intellectuelles, cette possibilité existe aujourd’hui pour la première fois (...).*

*Par la prise de possession sociale des moyens de production (...), l’anarchie au sein de la production sociale est remplacée par une organisation consciente et systématique. La lutte pour l’existence individuelle prend fin. Par là, pour la première fois, l’homme sort, en un certain sens, définitivement du règne animal, passe de condition animale d’existence à des conditions vraiment humaines. L’ensemble des conditions de vie, milieu qui, jusqu’ici, dominait l’homme, entre enfin sous la domination et le contrôle des*

*hommes, qui, pour la première fois, deviennent les maîtres conscients et véritables de la nature parce qu'en tant qu'ils deviennent les maîtres de leur propre organisation de la société."*

Permettons-nous d'insister sur ce point. Le socialisme, c'est, par l'appropriation sociale des moyens de production, la possibilité enfin donnée aux hommes de devenir les maîtres conscients et véritables de la nature parce qu'ils deviennent les maîtres de leur propre organisation en société. Et Engels précise :

*"Les lois de leur propre action sociale, qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux en lois de la nature étrangères à eux et les dominant, sont dès lors appliquées et dominées par les hommes en pleine connaissance de cause. L'organisation propre de la société des hommes, qui, jusqu'ici, leur était comme étrangère et octroyée par la nature et l'histoire, devient un acte de leur propre et libre initiative. Les forces objectives, étrangères, qui, jusqu'alors, dominaient l'histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes."*

Mais prétendre subordonner les hommes et toute la société aux forces de la nature, c'est-à-dire des forces "objectives et étrangères", n'est-ce pas exactement faire le chemin inverse ? La contradiction n'est-elle pas évidente ? Engels, encore, écrit :

*"Ce n'est qu'à partir de ce moment que les hommes feront eux-mêmes leur histoire en pleine conscience ; ce n'est qu'à partir de ce moment que les causes sociales, mises en mouvement par eux, auront en majeure partie dans une mesure toujours croissante les effets voulus par eux. C'est l'humanité passant d'un saut du règne de la nécessité dans le règne de la liberté."*

Cette vision du socialisme s'oppose au prétendu écosocialisme, qui se subordonne à un "équilibre écologique de la nature" dont nul ne sait d'où il sort et qui le détermine. Il est clair que cet écosocialisme maintient l'humanité dans le règne de la nécessité et de la subordination. Le socialisme, parce qu'il vise à l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, est seul à même de permettre que la relation de l'homme à la nature soit rétablie dans un rapport par lequel, pour les besoins de son propre développement, la civilisation humaine soit capable de maîtriser le recours qu'elle a aux ressources de la nature. Car tant que l'humanité reste sous la domination d'un système capitaliste guidé, non par la satisfaction des besoins humains, mais par la réalisation du maximum de profit, non seulement un tel objectif serait irréaliste, mais plus encore : la survie de ce système se fera nécessairement en soumettant à un usage anarchique et destructeur toutes les sources de la production capitaliste, aussi bien la force productive humaine que les ressources naturelles.

De ce point de vue, on pourrait lancer aux "écosocialistes" de 2009 l'accusation que notre camarade Bloch portait il y a trente ans contre les "écologistes" (dans le projet de résolution sur "l'écologisme" soumis au XXIII<sup>e</sup> Congrès de l'Organisation communiste internationaliste, 1979 [14]). A propos de certaines industries ou énergies réputées "polluantes", l'auteur du projet de résolution indiquait :

*« En tant que problèmes techniques, ces problèmes ont leur solution ou peuvent la trouver. Contrairement à ce qu'affirment les "écologistes", il n'y a pas de techniques "par nature" destructives, d'industries "par nature" polluantes (ou non polluantes). Des solutions techniques existent, ou peuvent être trouvées, pour pallier les effets secondaires nuisibles de n'importe quelle industrie ou technique. Mais la classe ouvrière doit d'abord contrôler l'économie tout entière, donc exercer le pouvoir politique, avant d'en pouvoir imposer l'application. »*

Entre la subordination maîtrisée de la nature par l'homme (le socialisme) et la subordination maîtrisée de l'homme par la nature, c'est-à-dire par les propriétaires privés des moyens de production qui se cachent derrière cette abstraction fantasmée et ouvrent la voie à la barbarie, la contradiction est totale, même si cette subordination se pare du nom trompeur "d'écosocialisme". Et même quand on y ajoute une référence à la planification...

## **INQUIÉTANTE PLANIFICATION**

Ainsi, François Sabado, autre dirigeant du SU, dans un texte de novembre 2008 soumis au congrès mondial du Secrétariat unifié, indique :

*"Dans ce combat socialiste, il y a une dimension éco-socialiste, en rapport avec un autre modèle économique, basé sur la lutte contre le réchauffement climatique, une autre organisation de la politique de transports, de la politique d'énergie, la lutte contre la pollution et la dégradation de l'environnement des*

*quartiers et des campagnes. Il faut partir de l'exigence de développement durable en matière écologique pour redonner du sens à l'idée de planification économique."*

Mais, encore une fois, qu'est-ce que "l'exigence de développement durable" en matière écologique ? Qu'est-ce que la planification économique dont parle Sabado ? La planification de la production par les producteurs eux-mêmes, qui, ayant exproprié la bourgeoisie, prennent en main son organisation sociale ? Cela s'appelle le socialisme. Une telle planification de la production inclut la possibilité, pour la première fois, pour l'humanité d'établir avec son environnement des relations qui garantissent la pérennité, la continuité de la domination de l'homme sur la nature. Mais si c'est l'exigence du développement durable en matière écologique qui détermine la planification, cela veut dire que ce ne seront pas les besoins de la classe ouvrière. Dans ce cas, de quelle planification s'agit-il ? Quel régime politique et social établira une planification imposant l'ordre du "développement durable" à toutes les classes sociales et, d'abord, au mouvement ouvrier ?

Le texte préparatoire adopté par le SU et présenté par Tanuro affirme que le combat "écosocialiste" nécessite de considérer que *"la diminution de la production et de la consommation matérielle est immédiatement nécessaire au sauvetage du climat"*. Certes, le SU promet des lendemains qui chantent *"une fois que le système climatique aura été stabilisé"* (tout en expliquant ailleurs que les "dommages" causés au climat sont irréversibles). Mais en attendant, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la diminution de la production et de la consommation matérielles ! Et à ce titre, le texte du Secrétariat unifié recommande de *"mettre en question la surconsommation et les pratiques individuelles qui en découlent"*. Instaurer *"une exigence éthique élémentaire (qui) veut que ceux dont les besoins fondamentaux sont satisfaits fassent preuve de sobriété énergétique et agissent de façon conséquente pour éviter de contribuer au basculement climatique"*, dénoncer *"le mal-être social de masse par la consommation compulsive"*, voilà les axes du combat pour la *"défense du climat"* (15).

Est-il exagéré de qualifier une telle position d'intégralement réactionnaire ? Et de s'inquiéter de la "planification" qui pourrait l'imposer ?

## **POUR LA DÉFENSE DE MARX**

Membre du "conseil scientifique" de l'ONG altermondialiste ATTAC et sociologue de son état, représentant le NPA lors du contre Grenelle 2 organisé par le journal *La Décroissance* le samedi 2 mai 2009 à Lyon (France), Philippe Corcuff en appelle à

*« une révolution culturelle antiproductiviste des anticapitalistes. Depuis le XIXe siècle, les différentes variantes de socialismes anticapitalistes ont souvent été imbibées de productivisme, d'une orientation au sein d'une logique de la production pour la production, d'une croyance que le plus équivalait nécessairement au mieux, d'une illusion qu'il n'y aurait pas de limites naturelles au développement industriel, qu'il suffisait alors de se débarrasser des chaînes de l'exploitation capitaliste pour résoudre tous les problèmes. Ce productivisme a été particulièrement marquant dans les courants dominants du mouvement ouvrier, la social-démocratie (à l'époque où elle était encore anticapitaliste) et le stalinisme. Mais ce productivisme des courants anticapitalistes prenait déjà racine dans des ambivalences de Marx lui-même, quant à sa critique du capitalisme. Car, d'une part, Marx semblait marqué par une fascination productiviste pour le développement industriel qu'il avait sous les yeux à l'époque en Angleterre. C'est notamment le thème chez lui du "développement des forces productives". »*

De l'ignorance, de l'imposture ou du traficotage délibéré, on ne sait ce qui l'emporte chez Corcuff. Marx aurait donc été un partisan de la production pour la production, un "productiviste" fasciné par le développement industriel qu'il avait sous les yeux en Angleterre ? Signalons à l'estimable sociologue ce que Marx lui-même écrit sur le sujet :

*"La conception de l'histoire que nous venons de développer nous donne encore finalement les résultats suivants : 1 – Dans le développement des forces productives, il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives, mais des forces destructrices (le machinisme et l'argent) – et fait lié au précédent, il naît une classe qui supporte toutes les charges de la société, sans jouir de ses avantages, qui est expulsée de la société et se trouve, de force, dans l'opposition la plus ouverte à toutes les autres classes, une classe que forme la majorité des membres de la société et d'où surgit la conscience de*

*la nécessité d'une révolution radicale, conscience qui est la conscience communiste (...). 2 – Les conditions dans lesquelles on peut utiliser des forces productives déterminées sont les conditions de la domination d'une classe déterminée de la société (...). 3 – Dans toutes les révolutions antérieures, le mode d'activité est resté inchangé et il s'agissait seulement d'une autre distribution de cette activité, d'une nouvelle répartition du travail entre d'autres personnes ; la révolution communiste, en revanche, est dirigée contre le mode d'activité antérieur, elle supprime le travail et abolit la domination de toutes les classes en abolissant les classes elles-mêmes (...). 4 – Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire pour la création en masse de cette conscience communiste comme aussi pour mener à bien la chose elle-même ; or une telle transformation ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, par une révolution ; cette révolution n'est donc pas seulement rendue nécessaire par ce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles” (16).*

On le voit, et contrairement aux assertions de Corcuff, Marx n'est pas une espèce d'illuminé, enfermé dans une logique de production pour la production. Bien au contraire. Marx considère que, entravé par la propriété privée des moyens de production, le développement des forces productives peut aboutir à transformer celles-ci en forces destructrices. Et il ne cache pas d'ailleurs que ces forces destructrices menacent à la fois le prolétaire et son environnement. C'est pourquoi Marx insiste sur le fait que *“les conditions dans lesquelles on peut utiliser les forces productives déterminées sont les conditions de la domination d'une classe déterminée de la société”*. Autrement dit, les conditions dans lesquelles la domination bourgeoise sur les forces productives aboutit à leur transformation en forces destructrices ne peuvent être remises en cause que par le renversement de la domination bourgeoise et par la prise en main par la classe ouvrière du contrôle des moyens de production. C'est ce qui conduit Marx à considérer comme un tout unifié le mouvement de la révolution prolétarienne, qui, expropriant les expropriateurs, permet de donner un nouvel essor au développement des forces productives et, par là même, de créer les conditions matérielles et sociales d'une maîtrise par l'homme de la nature et des conditions apparemment “objectives” qui lui échappent dans les termes mêmes où Engels le dessinait dans la citation faite précédemment. Pour Marx, la notion de travail productif ou non productif est indissociable du rapport d'exploitation capitaliste. Il écrit à ce sujet :

*“Le capital est donc productif. 1 — Comme contraignant au surtravail. 2 — En absorbant et s'appropriant (personnification) les forces productives du travail social et les forces productives sociales générales de même que la science” (17).*

Et Marx précise :

*“La puissance de travail est productive du fait de la différence entre sa valeur et sa mise en valeur.”*

Il insiste :

*“Seul est productif le travail qui se transforme directement en capital, donc le travail qui constitue le capital comme variable.”*

Autrement dit :

*“Le travail productif est donc — dans le système de la production capitaliste — celui qui produit la plus-value pour son employeur.”*

Sans doute parce qu'il avait eu affaire à quelque ancêtre de Corcuff et autres Tanuro-Sabado, Marx prévenait à l'avance :

*“Seule l'étroitesse d'esprit bourgeoise qui tient les formes capitalistes de la production pour ses formes absolues — donc pour les formes naturelles, éternelles de la production — peut confondre la question de savoir ce qu'est le travail productif du point de vue du capital avec celle de savoir en général quel travail est productif ou ce qu'est en général le travail productif, et par suite croire que c'est une preuve de grande subtilité que de répondre que tout travail qui en général produit quelque chose, un résultat quelconque, est eo ipso (par cela même) du travail productif.”*

C'est précisément après avoir procédé à cette mystification que Corcuff et compagnie se rangent donc sous la bannière de l'antiproductivisme. Or “l'antiproductivisme” ne signifie rien d'autre que l'accompagnement de la destruction des forces productives. Ce qui est d'ailleurs parfaitement en harmonie avec les besoins d'ensemble de la classe capitaliste à l'époque de l'impérialisme où celui-ci ne peut survivre que sur la base de la destruction massive et périodique des forces productives “excédentaires”.

Rappelons ce que Marx dit à ce sujet :

*“On ne produit pas trop de subsistances proportionnellement à la population existante. Au contraire. On en produit trop peu pour satisfaire décentement et humainement la masse de la population. On ne produit pas trop de moyens de production pour occuper la fraction de la population apte au travail. Au contraire (...). Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistance pour pouvoir les faire fonctionner comme moyen d’exploitation des ouvriers à un certain profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu’elles recèlent dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste, c’est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse. On ne produit pas trop de richesse. Mais on produit périodiquement trop de richesse sous ses formes capitalistes, contradictoires” (18).*

N’est-ce pas très exactement la situation que nous connaissons aujourd’hui ? La destruction en masse des usines, des champs, des zones industrielles procède-t-elle du fait qu’il y aurait trop de marchandises par rapport aux besoins de l’humanité ? Ou trop de marchandises et de moyens de production pour les faire fonctionner comme moyen d’exploitation des ouvriers ? Mais, précisément, c’est ce rapport d’exploitation lui-même que les écosocialistes du type Corcuff, Tanuro et autres prétendent nier. Corcuff poursuit :

*“Le NPA, lors de son congrès constitutif, a justement mis en exergue cette révolution culturelle antiproductiviste des anticapitalistes sous le terme d’écosocialisme, qui pointe bien que les héritages socialistes des XIXe et XXe siècles les plus actuels et les plus préservés des dérives autoritaires ne sont pas suffisants, à eux seuls, pour répondre aux enjeux du XXIe siècle.”*

Voyons donc comment les écosocialistes à la Corcuff, Tanuro, Sabado vont compléter et corriger les prétendues insuffisances des héritages socialistes des XIXe et XXe siècles.

Parmi les “pistes” avancées par Corcuff, celle-ci : avancer

*“une vision élargie du capitalisme par rapport à nombre de visions classiques des socialistes et des marxistes. Cela appelle une prise en compte pas simplement de la contradiction capital-travail (et de l’exploitation capitaliste du travail) — il faut la prendre en compte, mais ne pas le faire de manière exclusive —, mais aussi de ce qu’on pourra appeler la contradiction capital-nature (et l’exploitation capitaliste de la nature) comme une des dimensions fondamentales du fonctionnement du capitalisme.”*

## UN “DOUBLE” RAPPORT D’EXPLOITATION ?

Il y aurait donc, selon Corcuff, deux rapports d’exploitation : le “rapport d’exploitation capitaliste du travail”, d’une part, et le “rapport d’exploitation capitaliste de la nature”, d’autre part. Pour comprendre le véritable tour de passe-passe auquel se livre ici Corcuff, il faut revenir à Marx :

*“Le travail n’est... pas l’unique source des valeurs d’usage (...). Il en est le père et la terre la mère, comme le dit William Petty” (19).*

Et aussi :

*“Le travail n’est pas la **source** de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d’usage (qui sont bien tout de même la richesse réelle !) que le travail” (20).*

Rappelons ici la distinction essentielle que fait Marx entre “valeur d’usage” et “valeur d’échange”. La valeur d’usage d’une marchandise, c’est sa fonction spécifique pour celui qui la possède ou qui l’acquiert. Sa valeur d’échange, c’est ce qui permet de comparer (et d’échanger) deux marchandises de valeur d’usage différentes. Marx prouve que cette valeur d’échange correspond au temps de travail socialement nécessaire, cristallisé dans cette marchandise. L’apport essentiel de Marx à la compréhension du mécanisme du capitalisme porte sur le fait que la marchandise-force de travail possède cette caractéristique miraculeuse aux yeux du capitaliste qu’il peut la faire travailler plus longtemps que le temps nécessaire à la production de la valeur permettant à cette marchandise de subsister. C’est cet écart entre la valeur produite et la valeur consommée qui fait de la marchandise-force de travail cette marchandise miraculeuse à l’origine de la plus-value. Cette distinction est importante pour comprendre que dans la citation qui vient d’être faite, Marx parle des valeurs d’usage comme résultat du travail humain s’exerçant sur la terre et les ressources naturelles recelées par la terre. Force productive du travail humain, d’une part, ressources de la nature, d’autre part, sont donc les deux éléments constitutifs de la production des marchandises. Les rapports sociaux de production englobent et modèlent ces deux composantes indissociables. Le rapport d’exploitation capitaliste — rapport social qui contraint l’ouvrier à vendre sa force de travail aux

propriétaires des moyens de production, qui, par ce rapport d'exploitation, extorquent la plus-value qui est à la base de l'élargissement du capital — suppose la mise en mouvement de la force de travail du prolétaire sur les ressources naturelles.

Mais le rapport social d'exploitation n'est rapport d'exploitation que de la force de travail. Ce qui caractérise ce rapport social d'exploitation, c'est le fait que le propriétaire capitaliste des moyens de production contraint l'ouvrier à lui vendre sa force de travail dans des conditions qui permettent au capitaliste d'extraire la plus-value. En "exploitant la nature", le capitaliste n'en extorque aucune plus-value. L'"exploitation" de la nature, qu'elle se fasse directement par l'extraction de ressources naturelles ou indirectement par leur transformation en marchandise, ne produit de valeur nouvelle que par le truchement du travail humain.

L'usage des ressources naturelles (et leur pillage et leur transformation) ne vaut, pour le capitaliste, qu'à travers ce rapport social d'exploitation. Pour prendre un exemple qui se rapporte à l'un des grands thèmes du réchauffement climatique, si l'on considère la question de la déforestation : aucun capitaliste, aucune multinationale ne va déforester l'Amazonie ou telle ou telle grande forêt tropicale pour le simple plaisir. L'aiguillon de la déforestation capitaliste, comme l'aiguillon de toute l'activité capitaliste, c'est la réalisation du profit. D'où vient la réalisation du profit ? Si l'on considère l'abattage des arbres, la réalisation du profit va venir de ce que la valeur créée par l'action des ouvriers qui déforestent sera supérieure à la valeur des capitaux investis par la multinationale dans l'action de déforestation. Et cette valeur supérieure, elle ne vient pas du bois lui-même, elle ne vient pas de l'essence de l'arbre ni des machines utilisées à cet effet. Elle vient du fait de ce que le rapport social d'exploitation permet à la multinationale du bois de faire travailler l'ouvrier qui déforeste au-delà du temps nécessaire à reproduire la valeur qui permet l'entretien de sa force de travail sur une journée. Ce n'est donc pas l'arbre qui produit la plus-value, mais l'action de l'ouvrier qui abat l'arbre. Mais poursuivons : une fois l'arbre abattu et représentant une certaine valeur d'échange proportionnelle au temps de travail socialement nécessaire à son abattage, il devient — pour reprendre l'expression de Marx — du travail mort. Si, dans la fabrication de meubles ou de papier journal, la multinationale investit pour 1 000 euros de bois, cette valeur de 1 000 euros se retrouvera à l'identique dans la bobine de papier journal ou dans la table de salle à manger. Or, si le capitaliste investit, ce n'est pas pour que la valeur soit reproduite à l'identique, c'est pour disposer d'une valeur nouvelle. Là encore, c'est le rapport social d'exploitation qui lui permet de faire travailler l'ouvrier menuisier, l'ouvrier ébéniste au-delà du temps nécessaire à la reproduction de la valeur de la marchandise qu'il consomme journalièrement. C'est ce rapport d'exploitation qui intéresse le capitaliste parce que lui seul est source de plus-value, à l'origine du profit. On voit donc bien que l'"exploitation de la nature" — et ces exemples pourraient être multipliés à l'infini — n'a d'intérêt pour le capitaliste que dans la mesure où elle est le support à l'exploitation de la force de travail. Peu importe au capitaliste que l'action de l'ouvrier qu'il exploite s'applique au bois de la forêt amazonienne, au métal produit par les fourneaux des aciéries, à l'assemblage des automobiles ou à d'autres activités sociales, seul lui importe les conditions sociales et économiques qui permettent, d'une part, d'extorquer de la plus-value produite de la sueur et du sang du prolétariat exploité, et, d'autre part, de réaliser cette plus-value dans la vente des marchandises elles-mêmes. Prétendre dissocier l'exploitation de la nature de l'exploitation de la force de travail, c'est se livrer à une double supercherie. D'abord, cela revient à faire disparaître le nœud du rapport social d'exploitation dans la production de la plus-value à travers l'utilisation du travail salarié. La deuxième, c'est d'en appeler à la recherche de solutions politiques, sociales ou économiques visant à combattre "l'exploitation écologique" distinctes du combat contre l'exploitation de la force de travail. De là, on arrive à la participation aux grandes messes d'union sacrée du type Copenhague, etc.

On comprend mieux au passage la remarque qui pouvait sembler étonnante d'un autre "grand théoricien" du SU, Daniel Bensaid, qui, dans un numéro de l'hebdomadaire français *Le Nouvel Observateur* consacré à Marx, écrit :

*"La crise de la mondialisation capitaliste révèle la tendance strictement destructrice du capital, de la nature, de la société, de l'humain. En réduisant toute richesse au temps de travail cristallisé, la loi de la valeur prétend quantifier l'inquantifiable et attribuer à toute chose une valeur monétaire comme si le temps long de l'écologie était réductible aux instantanés des fluctuations boursières."*

Au-delà du langage ampoulé, si l'on comprend bien : les problèmes de ladite "écologie" échapperaient à la loi de la valeur établie par Marx, et donc au rapport social d'exploitation qui caractérise le système

capitaliste. De Bensaid, révisant la loi de la valeur établie par Marx, à Corcuff, établissant le nouveau rapport “dualiste” d’exploitation de la force de travail et de la nature, jusqu’à l’injonction de Tanuro adressée aux ouvriers de moins consommer, il y a, au bout du compte, une très grande cohérence dans les positions du Secrétariat unifié, une cohérence basée sur une révision totale du marxisme servant de couverture théorique au ralliement à l’union sacrée corporatiste de “lutte contre le réchauffement climatique”.

### JUSQU’OÙ S’ABAISSERONT-ILS ?

Rien d’étonnant, à ce jour, que le Secrétariat unifié et le NPA soient donc entrés en relation avec les courants dits décroissants. Le 16 octobre 2009 s’est tenue une rencontre officielle entre la direction du NPA et les représentants de l’Association des objecteurs de croissance. Qui sont les objecteurs de croissance (21) ? Sur le site du journal français *Libération* (4 mai 2009), Paul Ariès, un des papes français de la décroissance, déclare :

*“Il va falloir apprendre à vivre beaucoup mieux avec beaucoup moins. Il faut organiser le ralentissement de la société, sa relocalisation. Il faut retrouver individuellement et collectivement le sens des limites.”*

Ariès en appelle à *“renouer avec le sens des limites, ce qui suppose d’en finir avec l’économie et l’idéologie du progrès”*. La décroissance vue par Ariès, c’est :

*“D’abord la simplicité volontaire qui consiste à vivre en conformité avec ses valeurs (...). Tout ce qui va dans ce sens est donc positif, comme de ne pas avoir de voiture, travailler à temps partiel, etc.”*

Mais cette alliance du SU avec les décroissants est somme toute logique. Dans le texte déjà cité, le SU considère le “défi climatique et énergétique” comme

*« un élément central de la lutte pour un changement de cap des organisations de travailleurs. Ce combat est d’autant plus difficile que, du point de vue stratégique, il ne passe pas en premier lieu par le développement de nouvelles productions, de nouvelles marchandises et de nouveaux marchés dans le domaine vert — donc par la “relance économique” —, mais par la lutte prioritaire pour la diminution de la consommation d’énergie, la suppression des productions inutiles ou nuisibles, la reconversion des travailleurs et travailleuses employés dans ces secteurs, etc. »*

Que signifie ce changement de cap à imposer aux “organisations de travailleurs” ? L’abandon de la défense des salaires, de l’emploi, des statuts et conventions collectives au profit du “défi climatique et énergétique” ? On comprend pourquoi, en France, le NPA refuse de se battre pour l’interdiction des licenciements dans l’industrie, cette industrie consommatrice d’énergie et polluante comme chez le fabricant de pneus Continental, le fabricant d’engins de travaux publics Caterpillar, les constructeurs automobiles PSA ou Renault, les fabricants du secteur chimique, etc. ?

Reste “la reconversion”...

Formidable, non ? En ces temps de chômage technique imposé, de lockout, de délocalisations des entreprises, de flexibilité et de précarité imposée, c’est l’allié des grands révolutionnaires du Secrétariat unifié qui en appelle à cette “simplicité volontaire” qui consiste à travailler à temps partiel, à ne pas avoir de voiture. Et pendant ce temps, les multinationales reconstituent leur stock de dérivés. Et pendant ce temps, les gouvernements impérialistes distribuent par milliers de milliards les dollars et les euros pour renflouer les spéculateurs faillis (22).

L’objet de cet article, on l’aura compris, n’était pas de traiter de la question d’ensemble des rapports de l’homme avec la nature, ou même l’ensemble des questions posées par la destruction de l’environnement comme produit de la décomposition du régime capitaliste à l’agonie. Il s’agissait d’introduire des éléments de méthode, de rétablir le point de vue marxiste sur ces questions, et de montrer en quoi il se trouve pleinement confirmé par la situation présente. Il s’agissait également dans cet article de faire la clarté sur le véritable contenu des propositions avancées par les courants écologistes et écosocialistes.

Et de montrer en quoi ces propositions, sous l’apparence de répondre au danger indiscutable qui menace la planète et l’environnement, servent de couverture idéologique à l’action destructrice des multinationales responsables des menaces majeures qui pèsent sur l’humanité tout entière. Car, répétons-le, le point de vue des marxistes ne consiste nullement à minimiser la gravité des menaces auxquelles l’humanité est confrontée.

Il y a trente ans, le projet de résolution sur “l’écologisme” (préparatoire au XXIII<sup>e</sup> Congrès de l’Organisation communiste internationaliste (OCI), rédigé par le camarade Gérard Bloch) écrivait :

*« Non, les fondateurs du marxisme n’ont pas ignoré le problème de la détérioration du milieu naturel par le capitalisme et la “crise de l’environnement” n’est pas exactement un problème nouveau des vingt ou trente dernières années. Certes, le retard de la révolution socialiste lui a donné une nouvelle ampleur — ce n’est là qu’un des aspects des “immenses difficultés supplémentaires pour l’édification du socialisme” résultant de ce retard, dont parlait le Manifeste de l’OCI, qui n’ignorait pas non plus que “la société capitaliste empoisonne chaque jour un peu plus jusqu’à son air et jusqu’à son eau”. Mais il n’en tirait aucune autre conclusion que l’urgence d’autant plus grande de la révolution socialiste, donc de la solution du problème de la direction révolutionnaire. Il ne proposait aucune solution charlatanesque. »*

L’avenir de l’humanité se résume à l’alternative : socialisme ou barbarie, écrivait naguère la grande révolutionnaire Rosa Luxemburg. Socialisme ou barbarie, cela reste, plus que jamais l’alternative posée devant nous. La survie du régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production a d’ores et déjà conduit l’humanité dans la barbarie. Ce n’est pas une alternative pour demain, c’est une alternative pour aujourd’hui. Ce régime capitaliste croule sous des montagnes de capitaux qui ne parviennent pas à se valoriser dans le cadre de la propriété privée des moyens de production. Dans sa course folle au profit, il est prêt à bousculer tous les équilibres, à menacer l’existence de l’humanité tout entière. Il en fit déjà la preuve lors des guerres mondiales qui marquèrent le siècle dernier. Il en fait la preuve quotidiennement dans la dislocation des Etats, des nations, qui, sous la pression des multinationales, frappe des continents entiers. Il en fait la preuve dans l’extension effrénée des guerres, des conflits “ethniques”, des tensions dites “communautaires”, mais aussi de la faim, de la maladie, de la malnutrition, des épidémies.

Oui, ce régime est condamné, définitivement condamné. Et oui, sans aucun doute, chaque jour qui voit survivre le régime capitaliste voit les menaces s’alourdir dans des proportions que nous ne sommes même pas en mesure d’imaginer. Menaces qui pèsent contre la survie de l’humanité, laquelle est indissociable de la survie de l’environnement de l’humanité. Mais, précisément parce que l’alternative est socialisme ou barbarie, le combat pour le socialisme ouvre une perspective, la seule qui permette de répondre à la situation. Nul ne peut sous-estimer les obstacles.

Il y a 40 ans, Gérard Bloch, dans l’article déjà cité, signalait ce qui suit :

*« Les grands lacs de la terre — américains ou suisses, ou russes comme la Caspienne, car à cet égard comme à tous les autres, la caste bureaucratique de l’URSS a démontré qu’elle avait, selon l’expression de Trotsky, “tous les défauts d’une classe dirigeante et aucune de ses qualités” — sont actuellement presque tous pollués au-delà du point de non-retour, c’est-à-dire que, même si la civilisation humaine disparaissait brusquement, ils ne pourraient revenir à l’équilibre ancien par le jeu des lois naturelles. Et l’on a calculé que pour épurer les grands lacs américains, il faudrait dépenser autant que pour le projet Apollo — cent milliards de dollars — dix mille fois plus, cent mille fois plus qu’il n’aurait fallu, dans le cadre d’une économie socialiste, pour empêcher à temps le mal d’en arriver là. L’océan lui-même n’est-il pas “en train de mourir”, selon la formule imagée du commandant Cousteau ? »*

### **En guise de conclusion provisoire**

Sans doute, demain, la classe ouvrière, s’emparant des moyens de production, sera-t-elle confrontée à des dégâts infiniment plus considérables encore que ceux évoqués par Gérard Bloch à propos de la pollution des grands lacs. Et sans doute faudra-t-il consacrer des efforts considérables, sans doute faudra-t-il mettre en œuvre une inventivité sans précédent pour résoudre ces problèmes immenses. Quelle société aura la capacité, la volonté de dégager les moyens à résoudre ces questions, sinon précisément une société où le moteur n’est plus la recherche du profit capitaliste par l’exploitation du travail salarié. Contrairement à ce que prétendent lamentablement ces ex-marxistes néo-écologistes, la crise qui menace l’existence même de la civilisation humaine (dans laquelle est inclus son environnement) ne fait que renforcer l’urgente nécessité du combat pour la révolution prolétarienne. Aucun problème technique ou technologique ne peut par avance être désigné comme insoluble. Mille fois, des millions de fois, l’humanité a su résoudre des problèmes qui jusqu’alors paraissaient insurmontables. Il n’y a pas de limites au développement des forces productives. Les seules limites sont celles posées aujourd’hui par un mode d’appropriation qui les bride, les



contraint, les étouffe et les transforme en forces destructives de la civilisation humaine. Gérard Bloch, encore lui, écrivait :

*“Il n’y a pas de **problèmes techniques**, dans ce domaine, qui ne puissent être aisément résolus — qu’il s’agisse de la construction de moteurs d’automobiles à essence non polluants, en attendant la voiture électrique, dont la mise au point n’est plus aujourd’hui qu’une question de moyen matériel, qu’il s’agisse du ramassage et de la destruction des emballages en plastique qui s’accumulent, qu’il s’agisse de l’eau, qu’il s’agisse de l’air ! Ce n’est pas le but de cet article de le démontrer en détail, à propos des mille problèmes que posent l’agriculture et l’industrie, et cela excéderait notre compétence —, mais cette démonstration, elle est déjà faite, éparse dans d’innombrables revues techniques, éparpillée par l’ultra-spécialisation qui résulte de la division capitaliste du travail si bien que personne n’en a de vue d’ensemble alors que toutes les composantes des solutions existent déjà, mais ne peuvent être mises en œuvre et ne seront pas mises en œuvre par le régime dont le moteur est le profit de l’oligarchie du capital financier. Le problème n’est pas technique ; il est politique. Il faut briser les Etats impérialistes, instaurer le pouvoir des conseils — et alors, les conquêtes du génie humain ouvriront pour les hommes des possibilités illimitées proprement inimaginables.”*

Oui, les possibilités sont illimitées et proprement inimaginables : le socialisme leur ouvrira la voie.

Pierre Cise, Jean-Pierre Raffi, Daniel Gluckstein

## Encadré 2

### Qu’est-ce que le “GIEC” ?

Le Groupe intergouvernemental d’experts sur l’évolution du climat (GIEC) est une organisation créée par l’ONU en 1988. Réunissant un panel de scientifiques désignés par leur gouvernement, ses statuts indiquent qu’il *“a pour mission d’évaluer, sans parti pris et de façon méthodique, claire et objective, les informations d’ordre scientifique, technique et socio-économique qui nous sont nécessaires pour mieux comprendre les risques liés au changement climatique d’origine humaine, cerner plus précisément les conséquences possibles de ce changement et envisager d’éventuelles stratégies d’adaptation et d’atténuation. Il n’a pas pour mandat d’entreprendre des travaux de recherche ni de suivre l’évolution des variables climatologiques ou d’autres paramètres pertinents. Ses évaluations sont principalement fondées sur les publications scientifiques et techniques dont la valeur scientifique est largement reconnue.”*

Par conséquent, le GIEC prend d’emblée comme point de départ un volet d’une controverse scientifique non réglée à ce jour, à savoir que le réchauffement du climat est une catastrophe due aux émissions de gaz à effet de serre (dont le CO<sub>2</sub> et le méthane), et principalement aux émissions d’origine humaine.

Ce qui appelle les remarques suivantes :

— Le GIEC n’étudie pas le changement climatique, mais *“les risques liés au changement climatique d’origine humaine”*. La conclusion de ses travaux est donc déjà dans l’intitulé de ses missions. Malgré ce qu’il dit, le GIEC prend parti dans le débat scientifique.

— En matière d’évaluation, il s’agit avant tout d’une compilation d’informations sur ce sujet, visant, dans les faits, à éliminer toute théorie déviante par rapport au parti pris de départ. Tous ceux qui ont tenté au sein du GIEC d’apporter une analyse critique se sont vu désigner la porte de sortie.

— Et pourtant, le GIEC ne se revendique pas comme un centre de recherche ou même un observatoire de la réalité des résultats des recherches. Il n’en a pas besoin, puisqu’il a déjà la réponse.

— En revanche, il se fixe la mission d’*“envisager d’éventuelles stratégies d’adaptation et d’atténuation”* du changement climatique d’origine humaine. Il a donc pour fonction de conseiller les gouvernements et même leur enjoindre d’appliquer telle ou telle politique. Tous ses rapports et la façon dont ils sont élaborés procèdent de processus très politiques (d’ailleurs, les membres du GIEC n’y sont pas au nom de leurs compétences sur ce sujet, mais désignés par leur gouvernement).

— Une partie importante de la communauté scientifique considère et véhicule l’idée que le GIEC est la référence incontestable.

Mais malgré les apparences, les hypothèses “validées” par le GIEC et la méthode qu’il emploie sont beaucoup plus largement critiquées que l’on ne le croit et que ce que les médias officiels veulent bien faire passer. Parmi ces scientifiques critiques, citons l’entretien publié par le *New York Times*, avec Freeman Dyson (1) : « *La science n’est pas une question d’opinion, elle s’appuie sur des faits. Concernant le réchauffement climatique, Dyson réclame davantage de données. Ce à quoi la plupart des spécialistes lui répondent qu’on ne peut plus perdre de temps pour agir. Dyson explique que le problème se réduit finalement à “une profonde différence de valeurs” entre, d’un côté, ceux qui estiment que “la nature sait mieux que tout le monde” et que “toute grande perturbation humaine de l’équilibre écologique est un crime”, et, de l’autre côté, les “humanistes”, qui affirment (comme lui) que la protection de la biosphère est moins importante que la lutte contre des fléaux autrement plus désastreux, tels la guerre, la pauvreté et le chômage. Freeman Dyson a toujours fermement rejeté l’idée d’un écosystème idéal — “la vie s’adapte en permanence”, déclare-t-il. Il déteste également l’idée que les êtres humains ne feraient pas partie de la nature et que nous devrions “nous excuser d’être humains”. Les hommes, poursuit-il, ont le devoir de modifier la nature pour survivre. Cela explique peut-être pourquoi l’homme qui écrit que “nous vivons sur une planète fragile que notre manque de vision à long terme est en train de transformer en bidonville” se permet également de se moquer des Américains qui manifestent à Washington contre le charbon. Si Dyson aime tant le charbon, c’est essentiellement pour une raison : cette ressource est tellement bon marché que la plupart des habitants de cette planète peuvent y accéder. “Il est tout à fait vrai que les écologistes sont généralement des hommes et des femmes qui n’ont jamais eu à se faire de souci pour leurs notes d’épicier”, explique-t-il. Pour Dyson, “le passage des populations chinoises et indiennes de la pauvreté à la prospérité des classes moyennes serait la plus grande victoire de ce siècle. Mais cela ne sera pas possible sans le charbon.” Cela dit, Dyson considère le charbon comme un simple relais du progrès. “Dans une cinquantaine d’années”, quand l’énergie solaire sera devenue abondante et bon marché, “il y aura beaucoup de bonnes raisons de la préférer au charbon”. Dyson affirme que c’est uniquement par principe qu’il s’est intéressé au problème du réchauffement climatique. “Selon les apôtres du réchauffement climatique, je suis payé par l’industrie pétrolière. C’est évidemment faux, mais cela fait partie de leur rhétorique.” Le réchauffement climatique “est devenu un positionnement idéologique”. »*

Citons également Vincent Courtillot, géophysicien, responsable de l’institut de physique du Globe de Paris, qui déclare sur la radio française France Inter (7 décembre 2009) : « *Quand on dit qu’on est sûr de ses conclusions (c’est-à-dire de la cause anthropogénique du réchauffement climatique — NDLR) à 90 %, ce qui est la conclusion finale des rapports du GIEC pour les décideurs politiques, eh bien, on dit quelque chose qui est très au-delà de ce qu’on peut affirmer. L’hypothèse du réchauffement climatique est plus que raisonnable, je la partage. Il y a un réchauffement, et encore, il faudrait préciser lequel. Sa source est moins évidente. Que ça soit l’homme à cause du gaz carbonique est une hypothèse très intéressante, elle n’est pas démontrée. Nous pensons, nous, que c’est le soleil qui pour l’instant est responsable de l’essentiel de ce réchauffement, nous nous trompons peut-être.* » Courtillot poursuit : « *Que ce soit nous ou quelques-uns des scientifiques du GIEC qui se trompent, ce domaine n’est pas encore sûr à 90 %. Ce n’est pas raisonnable d’avoir annoncé une telle certitude.* » Quant aux conséquences, elles aussi se discutent. Pour Courtillot, « *le climat a toujours changé. L’homme n’a cessé de s’y adapter. Il y a 18 000 ans, nos ancêtres connaissaient un niveau de la mer qui était 120 mètres en dessous du niveau actuel et ils sortaient d’un âge de glace. Plus récemment, au temps des Vikings, il faisait à peu près le même climat d’aujourd’hui. Au temps de Louis XIV ou de Napoléon I<sup>er</sup>, on pelait de froid. Et en tout cas, ça changeait sans arrêt, il y avait beaucoup de froid. Aujourd’hui, depuis cent ans, ça se réchauffe. Est-ce si dramatique que cela ?* » Il poursuit : « *Mon domaine, ce n’est pas de savoir si c’est bien ou mal que le temps se réchauffe, c’est de savoir si c’est vrai ou faux (...). Les gens qui disent que le débat est clos (...) se trompent. Ils se trompent pourquoi ? Quand, en sciences, dans un domaine aussi compliqué que le climat qu’on étudie depuis aussi peu de temps, on dit qu’on a tout compris et tout résolu et qu’il n’y a plus de débat, c’est qu’il n’y a plus de sciences et qu’on est passé dans le domaine de la religion.* »

(1) Freeman Dyson est considéré comme un génie des mathématiques. Après avoir côtoyé les plus grands esprits de son temps — Albert Einstein, Richard Feynman, Niels Bohr ou Enrico Fermi —, il a produit des

travaux révolutionnaires pour le monde de la physique en unifiant les théories quantique et électrodynamique.

## Le Septième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est tenu à Paris, du 8 au 11 octobre 2009

Le Septième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est tenu du 8 au 11 octobre 2009 à Paris. Il a réuni plus de 130 délégués des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale et invités venus de 38 pays (1). Comme l'a souligné une camarade dans son intervention, *“le simple fait que ce congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale puisse se réunir est déjà un premier résultat”*. En effet, ce congrès se réunit dans des conditions historiques qu'aucun d'entre nous n'a connues jusque-là : celles d'une crise sans précédent du régime capitaliste à l'agonie. Crise du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production qui, comme le soulignent les *Notes politiques* discutées, amendées et adoptées par le congrès, *“précipite les masses ouvrières et paysannes et la jeunesse dans la pauvreté, la misère, la guerre et la barbarie”*, et qui ne peut s'expliquer que par le maintien d'un régime social failli *“grâce à la politique contre-révolutionnaire des appareils dirigeants du mouvement ouvrier”*. Le congrès s'est réuni dans les conditions d'une crise sans précédent de la domination impérialiste, qui se manifeste tout particulièrement par la crise au sommet de l'impérialisme américain (et la crise de toutes les institutions de l'impérialisme). Comme l'indiquent les *Notes politiques* :

*“Cette crise s'est manifestée d'une manière spectaculaire dans les conditions mêmes de l'élection d'Obama. Obama était certes à titre individuel porteur des intérêts de la classe capitaliste. Ses positions personnelles ne le différenciaient guère des autres représentants de la classe capitaliste, y compris au sommet du Parti démocrate. Cependant, c'est un fait qu'Obama n'était pas le candidat initialement prévu. La classe capitaliste américaine, divisée, pouvait (et même avait intérêt pour une large part à) opter pour l'élection d'un candidat démocrate. La crise en cours exigeait d'imposer des coups brutaux à la classe ouvrière et à ses organisations, tâche pour laquelle un président démocrate, du fait notamment des liens avec les syndicats, pouvait être plus adapté. Mais les conditions d'élection d'Obama n'étaient pas prévues.”*

C'est là toute l'actualité du programme de notre parti, la IV<sup>e</sup> Internationale, “parti mondial de la révolution socialiste” fondé il y a soixante-douze ans (1938), qui part de l'affirmation que *“la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat”*. Ce congrès a **discuté et adopté les Notes politiques**, pris la décision de la **publication d'un journal mensuel de la IV<sup>e</sup> Internationale, Correspondance internationale** (qui sortira une fois par mois, en alternance avec trois numéros annuels de *La Vérité*, qui reste la revue théorique de l'Internationale) et largement débattu de la place de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections dans la **préparation d'une Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation**, à l'appel de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, en novembre 2010. Le congrès a également décidé de donner les moyens à l'Internationale d'ouvrir la discussion sur notre intervention en direction des jeunes générations. Il a élu en son sein un conseil général qui se réunira annuellement, celui-ci désignant **un secrétariat international mensuel, composé de camarades de neuf sections nationales**.

Les plus de soixante-cinq interventions dans la discussion générale ont pleinement rendu compte des avancées, des difficultés, des questions politiques rencontrées dans la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections depuis le Sixième Congrès mondial (novembre 2006). Des questions indissociables de l'appréciation du moment de la situation mondiale.

*“Ne sommes-nous pas déjà entrés dans la barbarie ?”*,

interrogeait ainsi un camarade de Turquie. Il est clair que le point de départ de la situation mondiale, c'est l'agonie du régime capitaliste en décomposition.

*“En Afrique, on ne vit plus depuis longtemps, on survit”*,

expliquait un camarade de Côte d'Ivoire, tandis qu'un militant de la section équatorienne insistait :

*“Nous devons noter que depuis le Sixième Congrès mondial, la barbarie a avancé : des centaines de milliers de familles sont plongées dans la misère par les vagues de licenciements et les attaques de l’impérialisme contre toutes les conquêtes des travailleurs.”*

C’est la situation de véritable *“guerre mondiale permanente”* évoquée entre autres par les camarades de la section pakistanaise, conflit généralisé qui menace d’emporter toute la civilisation humaine et qui trouve une illustration dans l’acharnement de l’impérialisme à écraser le peuple d’Afghanistan et l’ensemble des peuples de la région — en même temps que cet enlèvement des troupes de l’OTAN manifeste l’incapacité totale de l’impérialisme à surmonter ses propres contradictions et à *“maîtriser”* le chaos qu’il provoque.

Nombre de délégués sont revenus sur le fait que la chute de l’Union soviétique en 1991 — dont la bureaucratie stalinienne porte l’entière responsabilité — a provoqué une offensive tous azimuts de l’impérialisme visant à disloquer l’ensemble des nations, cherchant systématiquement à remettre en cause l’ensemble des conquêtes démocratiques et sociales arrachées par la lutte de classe, à commencer par les organisations ouvrières elles-mêmes, c’est-à-dire ce qui fait que la classe ouvrière est classe. Cependant, et c’est là la place particulière de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le mouvement ouvrier, le congrès mondial a réaffirmé que cette offensive ne signifiait aucunement que le régime capitaliste dispose des ressources lui permettant de mener cette offensive.

Comme l’a rapporté un camarade :

*« Il y a dix mois, nous étions tous engagés sous des formes diverses contre le massacre du peuple palestinien à Gaza. Toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale ont participé à des initiatives de front unique sur les mots d’ordre d’arrêt immédiat des bombardements et des massacres, de retrait des troupes israéliennes, sans faire un préalable de notre position historique en faveur de la constitution d’une République palestinienne laïque et démocratique sur tous les territoires historiques de Palestine. La crise qui traverse toutes les institutions impérialistes, y compris l’ONU, a amené un fonctionnaire américain, Goldstone, à présenter un rapport, certes équivoque, mais qui pose la responsabilité de l’Etat d’Israël pour “crimes de guerre”. Ce rapport qui devait être examiné dans les jours qui viennent, vient d’être retiré de l’ordre du jour, au cours d’un véritable “coup de théâtre”, dans lequel l’Autorité palestinienne (AP) (2) a subitement retiré son soutien au rapport Goldstone. Des dépêches d’agences de presse palestiniennes — reprises depuis dans le monde entier — viennent de révéler que cette décision de l’Autorité palestinienne avait été prise au lendemain d’une rencontre secrète tenue à Washington en présence de l’AP, du gouvernement israélien et d’officiels de l’administration américaine. Au cours de cette rencontre, les représentants israéliens ont menacé de rendre publics deux enregistrements audio et vidéo dans lesquels, en pleine offensive israélienne sur Gaza, les plus hauts dirigeants de l’AP, dont Mahmoud Abbas, demandent aux officiels israéliens de lancer leurs troupes contre les camps de réfugiés de Jabalia et Shata, déclarant : “Vous pouvez y aller, ils ont voté Hamas, ils ont choisi leur destin.” N’est-ce pas là une illustration de ce qui est au cœur du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale : “La crise de l’humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat ?” »*

Qui peut nier qu’avec la chute de l’URSS en 1991 a commencé une offensive dans laquelle tous les appareils contre-révolutionnaires qui dirigent le mouvement ouvrier se sont ouvertement ralliés à une politique *“d’aménagement”*, d’accompagnement du régime de la propriété privée des moyens de production ? Que l’offensive tous azimuts de l’impérialisme ne saurait s’expliquer sans partir de la prise en charge par l’ensemble des appareils de cette politique destructrice ? Un camarade de la section italienne, rendant compte des progrès réalisés par la section et de son aide à la constitution d’un comité pour la construction d’un authentique parti des travailleurs, a ainsi rapporté que plus un seul député, plus un seul groupe parlementaire en Italie ne se réclame des intérêts particuliers des travailleurs. Cela s’explique par le fait que, lors des dernières élections, les travailleurs ont rejeté tous les partis qui, pendant trois ans, sous l’égide de Prodi, ont mené une politique aux ordres de l’Union européenne et de l’OTAN, s’acharnant à détruire l’école, les services publics de la santé, les conventions collectives. Les travailleurs immigrés de Roumanie ou de Moldavie, nombreux en Italie, disent par exemple que

dans leur pays, l'école publique est dans une situation bien moins catastrophique que ne l'est l'école publique italienne. Tout cela, qui a permis le retour de Berlusconi, a été l'œuvre de tous les débris de la crise du stalinisme : Parti démocrate (issu de la fusion des "Démocrates de gauche" et d'une partie de la Démocratie chrétienne), Rifondazione comunista et le PdCI, sans oublier le groupe pabliste Sinistra Critica (3), dont le sénateur Turigliatto a voté en permanence la confiance au gouvernement Prodi, tout particulièrement pour permettre au gouvernement d'envoyer des troupes italiennes sous l'égide de l'OTAN en Afghanistan.

Nombre de délégués ont tenu tout particulièrement à souligner la place du pabliste, qui utilise frauduleusement le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale au compte d'une politique de division de la classe ouvrière et de destruction de ses organisations. Au Pérou, soulignait un délégué, le dirigeant pabliste Hugo Blanco est devenu un des chantres de "l'indigénisme", au moment précis où l'impérialisme cherche à écarteler les nations. Le Secrétariat unifié, rapportait un autre camarade, prépare son congrès mondial en 2010 sur la base d'un texte sur le "réchauffement climatique", qui, après un long développement, en arrive à conclure que *"ce ne sont pas les anticapitalistes qui doivent intégrer les questions écologiques, c'est le socialisme qui doit s'intégrer à l'écologie"*. Cette négation de l'existence de classes aux intérêts antagoniques, qui en réalité cherche à interdire à la classe ouvrière de poser la seule question qui vaille : celle de la prise du pouvoir par le prolétariat pour instaurer un nouveau régime social, n'est-ce pas là le point commun de l'offensive de tous les appareils depuis la chute de l'URSS en 1991, qui, derrière le verbiage sur "l'écologie" et la "gouvernance", "l'anticapitalisme" ou la "régulation" du capitalisme, prétendent que le régime failli de la propriété privée des moyens de production est "indépassable" ?

Ce problème majeur a été illustré largement dans les interventions des camarades. Nombre de militants ont notamment expliqué en quoi la politique des sommets de la prétendue Confédération syndicale internationale cherche à faire un pas dans le sens de la mise en place d'un ordre corporatiste visant à détruire les organisations ouvrières, à les intégrer à la politique de destruction de millions d'emplois et des conquêtes sociales (au nom de l'intégration de l'Organisation internationale du travail (4) comme "dimension sociale" du G 20). Cette politique s'illustre dans chaque pays, et des camarades de la section française, rendant compte des conditions dans lesquelles le Courant communiste internationaliste cherche à contribuer à la construction d'un Parti ouvrier indépendant de 10 000 militants, ont souligné la place particulière de l'appareil Thibault, dirigeant la CGT, dans un axe permanent avec Sarkozy pour mettre en place des "Etats généraux sur l'emploi" afin de tenter de faire prendre en charge l'accompagnement des licenciements par les organisations ouvrières. Cela signifie-t-il pour autant que les organisations ouvrières, les confédérations syndicales nationales auraient été détruites et "intégrées" ? Le vote historique du congrès de l'AFL-CIO aux Etats-Unis en faveur d'un système de protection sociale basé sur le salaire différé ("single payer") tout comme l'échec de la journée mondiale pour le travail décent du 7 octobre (sous l'égide de la CSI) dans le monde démontrent que ce n'est pas le cas.

Car comme l'a souligné une intervention,

*"des trois facteurs qui marquent la situation mondiale (offensive de l'impérialisme plongeant les masses dans la barbarie montante, politique contre-révolutionnaire des appareils prenant en charge cette offensive et résistance de la classe ouvrière), le facteur déterminant reste la résistance de la classe ouvrière, sa lutte de classe"*.

Lutte de classe qui, précisément, trouve sa racine dans l'offensive impérialiste et s'exprime malgré la politique des appareils. Les militants des sections de l'Internationale ont illustré la validité de l'affirmation du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale selon laquelle :

*"L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques."*

Des camarades ont ainsi expliqué comment les militants de *Socialist Organizer*, la section de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis, avaient été directement partie prenante de la mobilisation unie de 5 000 étudiants, enseignants et travailleurs avec leurs organisations syndicales à l'université de San Francisco, mobilisation historique contre la liquidation de pans entiers des services publics décidée conjointement par les élus démocrates et républicains en réponse à la faillite de l'Etat de Californie.

Un militant roumain racontait de son côté comment, dans un pays mis "sous tutelle" du FMI et de l'Union européenne, la mobilisation des masses avait imposé, pour la première fois, que l'unité se réalise entre l'ensemble des fédérations syndicales de la fonction publique, toutes confédérations confondues, se matérialisant dans une grève générale de 800 000 travailleurs le 5 octobre contre les diktats du FMI et de l'Union européenne (aboutissant depuis à la chute du gouvernement composé d'anciens "nomenklaturistes" du régime Ceaucescu).

C'est précisément parce que *"les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques"* que toute la situation met au centre ce qui a été au cœur de ce congrès mondial : l'aide à la mobilisation des masses sur des mots d'ordre transitoires comme préparation à la prise du pouvoir, donc la construction et le développement de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections. La IV<sup>e</sup> Internationale, rappelait un camarade de Yougoslavie, ne saurait se construire sans mettre en œuvre une politique de front unique — en même temps que la condition pour la mise en œuvre d'une politique de front unique exige comme point de départ l'existence et l'indépendance politique de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le front unique, ajoutait-il, n'est pas une question "tactique", mais notre stratégie fondamentale pour l'aide à la mobilisation des masses, incluant d'abord et avant tout l'aide à ce que les masses se saisissent des organisations qu'elles construisent dans leur lutte de classe pour réaliser leur unité de classe face à l'impérialisme. Cela vaut pour la stratégie du front unique anti-impérialiste, qui a amené le congrès à débattre de la place de la IV<sup>e</sup> Internationale, de la construction de ses sections, dans les processus de mobilisation des masses dans les pays dominés par l'impérialisme en Amérique latine, en Asie et en Afrique.

Une camarade du Venezuela soulignait :

*"Le gouvernement Chávez prend des mesures qui sont insupportables pour l'impérialisme américain... en même temps qu'il jette des syndicalistes en prison."*

Les gouvernements de type Chávez, qui ont surgi de la vague révolutionnaire qui a balayé l'Amérique latine ces dix dernières années, précisait un militant du Brésil, ne sont pas des "gouvernements ouvriers et paysans", remettant en cause la propriété privée des moyens de production, mais des gouvernements nationalistes bourgeois ou petits-bourgeois, de type bonapartiste, qui *"s'appuient sur les masses et en même temps cherchent à interdire toute indépendance de la classe ouvrière"*. Dans un pays comme le Venezuela, ce dernier aspect se traduit aussi bien par les obstacles dressés contre la constitution d'une authentique centrale syndicale indépendante que par la constitution d'un parti petit-bourgeois, le Parti socialiste unifié du Venezuela, principal obstacle à la constitution d'un parti ouvrier indépendant.

Partir de cette appréciation est la condition pour que la IV<sup>e</sup> Internationale occupe toute sa place pour la défense de la révolution vénézuélienne (y compris la défense du gouvernement Chávez quand celui-ci est menacé par l'impérialisme) sans aucunement s'adapter à la pression du "chavisme", qui prétend interdire au prolétariat d'occuper toute sa place comme la seule force sociale permettant de conquérir jusqu'au bout la souveraineté nationale et la démocratie, incompatibles avec le maintien du régime pourrissant de la propriété privée des moyens de production. Il en va de même pour ce qui concerne une politique de front unique ouvrier — qui intègre la question centrale de la défense de l'indépendance des organisations syndicales.

Cette question recoupe une discussion importante du congrès sur l'appréciation de la situation en Chine. L'indépendance politique de la IV<sup>e</sup> Internationale se concentre dans l'affirmation que la politique de la bureaucratie chinoise dans son ensemble mène la Chine à l'explosion par la remise en cause de la propriété sociale et qu'elle fait pénétrer en Chine en les accentuant toutes les contradictions de la crise mondiale du système de la propriété privée. Dans ces conditions, la seule force sociale

capable de défendre la propriété sociale (et donc l'unité de la Chine), contre la bureaucratie et l'impérialisme, c'est la classe ouvrière. La préservation de la classe ouvrière chinoise est donc une question majeure pour la IV<sup>e</sup> Internationale, et cela à un moment où la soumission de la bureaucratie à l'impérialisme aboutit à la destruction de 41 millions d'emplois depuis le début de la crise. La recherche par les travailleurs chinois des voies et moyens de sa lutte de classe, de son organisation indépendante (envers et contre la bureaucratie qui y oppose tous ses moyens répressifs), pose la contradiction fondamentale entre un régime fondé sur la propriété sociale (malgré sa confiscation par la caste parasitaire) et le système de la propriété privée à l'agonie. De ce point de vue, les grèves et mobilisations ouvrières annoncent le choc à venir, choc auquel amène inéluctablement la politique de la bureaucratie capitulant devant l'impérialisme. Cela ne signifie pas que la bureaucratie n'est pas elle-même traversée par des contradictions et des crises (que, comme IV<sup>e</sup> Internationale, nous devons apprécier). Mais la condition pour une politique de front unique en Chine, c'est l'indépendance politique absolue de la IV<sup>e</sup> Internationale vis-à-vis de l'ensemble de la bureaucratie et de ses fractions qui, à l'instar de l'URSS il y a dix-huit ans, s'orientent vers une politique "restaurationniste".

Dans et pour la mise en œuvre d'une politique de front unique — front unique ouvrier et front unique anti-impérialiste —, la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections sont amenées à se poser le problème de leur renforcement. Dans tous les pays, la crise du mouvement ouvrier dégage des milliers de militants et de cadres qui, dans les processus mêmes de la lutte des classes, cherchent à s'émanciper de la tutelle contre-révolutionnaire des appareils.

Les militants de la section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale ont par exemple insisté sur la signification, lors des élections législatives du 27 septembre, du fait que six millions d'électeurs du SPD (Parti social-démocrate) ont, en s'abstenant, exprimé leur rejet de la politique de capitulation des sommets de l'appareil social-démocrate. Six millions ont rejeté cette politique, donnant le coup d'envoi à ce que les camarades ont qualifié de "*véritable révolte de la base ouvrière du SPD contre l'appareil dirigeant*" et qui pose le problème de la construction d'une force organisée représentant cette révolte — que nous avons cherché à aider à s'exprimer par la publication d'une "Rundbrief" (lettre-circulaire) donnant largement la parole aux cadres et militants ouvriers. Et alors que le SPD cherche à étouffer cette révolte dans une prétendue réorientation du parti vers un accord avec le regroupement Die Linke (5) (sur le "modèle" du gouvernement de coalition SPD-Die Linke du Land de Berlin, à l'avant-garde de la politique de privatisation généralisée), les camarades de la section allemande ont dégagé l'objectif de grouper — sur un texte exigeant une rupture totale avec la politique initiée par Schröder et poursuivie par Müntefering et Steinmeier — mille militants du SPD, permettant de donner une expression organisée à ce mouvement. Mais les camarades ont souligné que cela était inséparable de la décision prise de convoquer le 7 novembre à Berlin la première séance d'un cercle d'études marxistes dans lequel la section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale va soumettre à la réflexion des militants et cadres ouvriers toute l'actualité du soulèvement des masses de novembre 1989, combinant les mots d'ordre de la révolution politique "à l'Est" et de la révolution sociale "à l'Ouest". Une actualité qui place une nouvelle fois l'Allemagne au centre de l'Europe, combinant toutes les questions posées dans ses parties orientale et occidentale.

Bien entendu, il ne saurait y avoir de forme unique pour les regroupements de type transitoires. Ainsi, les camarades de la section péruvienne ont fait état des pas en avant réalisés par la section qui, à partir de son combat pour l'indépendance de la CGTP, a pu être partie prenante en juin dernier de la constitution du Parti des travailleurs des villes et des campagnes (PTCC) regroupant des courants issus de la CGTP et combattant pour son indépendance de classe, des courants issus de la crise du stalinisme, du maoïsme, etc. Sous d'autres formes, c'est le regroupement de militants ouvriers et syndicalistes qui, aux Etats-Unis, publie le bulletin *Unity and Independance* et qui matérialise la volonté de tout un secteur du mouvement ouvrier à se libérer de la politique de soumission du mouvement ouvrier au Parti démocrate. C'est encore ce qu'a déclaré un militant d'une république de l'ex-URSS expliquant :



*“Je représente un groupe qui se réclame du marxisme et qui collabore depuis 2007 avec la IV<sup>e</sup> Internationale. Cette collaboration a notamment pris la forme, depuis un an, d’un journal en langue russe, Rabochie Izvestiya, qui nous permet de rompre notre isolement, d’avoir accès à des informations sur la situation du mouvement ouvrier dans d’autres républiques de l’ex-URSS. Ces derniers temps, la crise mondiale et ses répercussions dans les républiques de l’ex-URSS ont provoqué une remontée de la lutte des classes. A l’usine automobile géante AvtoVaz, en Russie, à l’usine de machines agricoles de Kherson, en Ukraine, à l’usine sucrière de Cupcini, en Moldavie, comme dans des usines d’Alma-Ata, au Kazakhstan, des grèves ont éclaté, et de ces grèves a surgi le mot d’ordre de renationalisation. Cependant, le mouvement ouvrier est confronté à des obstacles : l’absence de syndicats ouvriers indépendants (bien que certains aient commencé à se constituer en Russie et que nous commençons à poser ce problème dans mon pays) et les partis prétendument communistes issus du Parti communiste de l’Union soviétique.”*

C’est là toute la place que peut occuper la Conférence mondiale de l’Entente internationale des travailleurs et des peuples, conférence proposée dans un appel lancé en février dernier par des militants chinois et américains, et depuis contresigné par plus de 420 militants ouvriers de toutes tendances de 40 pays.

*“Y a-t-il place, sur le terrain de la lutte contre la guerre et l’exploitation, pour l’indépendance du mouvement ouvrier, pour une telle conférence de l’Entente ? Plus que jamais, plus encore qu’en 1991 quand l’Entente a été proclamée à Barcelone”*,

déclarait un camarade dans la commission du congrès qui a élaboré la place et la responsabilité de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections pour faire de cette échéance un moment déterminant de *“l’aide à la réorganisation du mouvement ouvrier sur un nouvel axe”*. Toutes ces formes “transitoires” de regroupement, dans lesquelles les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale ne sauraient faire de leur programme un préalable pour s’organiser ensemble avec des militants ouvriers de toutes tendances, ne sauraient cependant se substituer à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale, ni conduire, par une sorte de “processus naturel”, au renforcement du parti mondial de la révolution socialiste, pour reprendre la dénomination dont s’était doté le congrès de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938.

Un camarade soulignait :

*“Pour faire des pas en avant dans la voie de la construction et du renforcement de ce parti mondial, il nous revient dans ce congrès d’avancer sur au moins trois plans. D’abord, d’avancer vers une véritable campagne commune à toutes les sections contre la guerre et l’exploitation, pour la défense de l’indépendance de classe du mouvement ouvrier, et c’est là toute la place que la IV<sup>e</sup> Internationale doit occuper dans la préparation de la Conférence mondiale de l’Entente internationale des travailleurs en 2010. Deuxièmement, un parti signifie d’abord et avant tout une expression commune, et la proposition faite par le rapporteur de publier chaque mois un journal politique de la IV<sup>e</sup> Internationale, Correspondance internationale (combinée avec la parution de La Vérité, revue théorique de l’Internationale), permettant sur la base de l’élaboration collective des sections d’y développer toute la politique de la IV<sup>e</sup> Internationale, me paraît aller dans ce sens. Enfin, il s’agit de poursuivre ce que nous avons commencé à mettre en œuvre pour nous doter d’une véritable direction collective de l’Internationale.”*

Ces questions ont fait l’objet d’une véritable élaboration dans le congrès, de même que la question de notre intervention auprès de la jeunesse, sur laquelle, outre la proposition d’une campagne mondiale à l’initiative de jeunes des Etats-Unis pour le retrait des troupes d’occupation en Afghanistan, il a été décidé d’ouvrir la discussion dans l’Internationale. La décision de publier un journal mensuel, sous la responsabilité collective du secrétariat international (6), aidera, c’est certain, l’ensemble des militants de toutes les sections à réfléchir sur les éléments contradictoires de la situation mondiale, à orienter leur activité d’intervention directe dans la lutte des classes sur une orientation de front unique, à construire et renforcer leurs sections nationales.

**Dominique Ferré**

- (1) Notons que compte tenu des mesures réactionnaires de l'Union européenne contre "l'immigration illégale", des délégations entières (Bangladesh, Maroc, Russie) n'ont pu participer, faute de visa, aux travaux du congrès.
- (2) Autorité palestinienne créée par les "accords d'Oslo" de 1993, accords signés sous l'égide de l'impérialisme américain et salués par tous comme étant "*un premier pas vers une solution à deux Etats*". Accords que la IV<sup>e</sup> Internationale avait condamnés comme étant une tentative d'intégrer le mouvement national palestinien à sa propre destruction.
- (3) Groupe affilié, en Italie, au Secrétariat unifié de Krivine et Besancenot, qui se réclament frauduleusement du drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale.
- (4) L'OIT est une institution internationale qui enregistre les normes du travail, et dans laquelle siègent — dans le cadre du "tripartisme" — les représentants des Etats, des capitalistes et les représentants des travailleurs, c'est-à-dire les confédérations syndicales nationales.
- (5) Die Linke est né de la fusion du PDS, héritier du parti unique de la bureaucratie est-allemande, et du regroupement autour de l'ancien président du SPD Oskar Lafontaine, après que celui-ci a renoncé à combattre la politique réactionnaire du Premier ministre SPD Schröder en quittant le parti, abandonnant des milliers de militants ouvriers du parti qui cherchaient à s'appuyer sur Lafontaine pour combattre la politique de Schröder.
- (6) Le congrès mondial a élu un conseil général composé de camarades présentés par leurs sections respectives, conseil général qui s'est doté d'un exécutif, le secrétariat international, lui-même composé de militants de neuf sections nationales. Il a été décidé que ce secrétariat international se réunirait désormais une fois par mois, avec comme principal mandat celui d'aider les sections à élaborer collectivement la politique de l'Internationale, qui s'exprimera dans la publication mensuelle de *Correspondance internationale* (articulée avec la parution, trois fois par an, de *La Vérité*, revue théorique menant le combat pour la défense du marxisme).

## **Le Secrétariat unifié et la “V<sup>e</sup> Internationale”**

Du 19 au 21 novembre 2009 s’est tenue à Caracas une Rencontre de partis de gauche d’une quarantaine de pays, notamment de 26 pays d’Amérique latine.

À la fin de cette rencontre organisée par le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), le principal dirigeant de ce parti, Hugo Chávez, également président du Venezuela, a proposé la constitution d’une V<sup>e</sup> Internationale sociale.

Il a présenté à la signature un document intitulé *“Engagement de Caracas”*, qui se concluait par la proposition de constituer cette nouvelle Internationale lors d’une conférence qui aura lieu en avril 2010.

Nous aurons l’occasion de revenir sur cette initiative, mais, dans l’immédiat, nous voudrions analyser la prise de position du bureau exécutif du Secrétariat unifié (organisation qui usurpe le nom de la IV<sup>e</sup> Internationale).

C’est François Sabado, principal dirigeant de cet organisme et inspirateur en France du Nouveau Parti anticapitaliste, qui s’est exprimé au nom du Secrétariat unifié.

François Sabado, membre du bureau exécutif du Secrétariat unifié, a publié un communiqué daté du 26 novembre saluant l’appel d’Hugo Chávez pour constituer une “V<sup>e</sup> Internationale socialiste”. Il conclut que l’appel lancé à Caracas et soumis à signature des organisations présentes intitulé “Engagement de Caracas”

*« crée les conditions d’une nouvelle discussion internationale, indissociable de la solidarité avec la révolution bolivarienne. C’est dans cet esprit que la IV<sup>e</sup> Internationale, ses organisations et ses militants répondront “présents”. »*

Même si Hugo Chávez n’a pas tenu à inviter à cette rencontre des partis de gauche le Secrétariat unifié en tant que tel, des organisations proches du SU comme le Bloc de gauche du Portugal (qui inclut les partisans du SU) y ont participé.

Les termes dans lesquels Sabado exprime son soutien à l’initiative de Chávez méritent d’être analysés. Il dit ainsi :

*“C’est aussi dans ce cadre que se poserait le processus de la construction d’une nouvelle Internationale. Chávez appelle à la constitution d’une V<sup>e</sup> Internationale socialiste. Cela remet à l’ordre du jour la discussion sur une nouvelle Internationale. Chávez situe la constitution d’une V<sup>e</sup> Internationale dans la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous l’avons déjà déclaré à maintes reprises : qu’importe les étiquettes, s’il y a convergence sur le contenu.*

*Mais la constitution d’une nouvelle Internationale implique tout un processus autour d’un programme, une politique, une organisation, qui doit être mené sur la base d’une large discussion avec tous les protagonistes.”*

Sabado essaie de réinterpréter Trotsky. La discussion sur les “étiquettes”, les “numéros” et le contenu politique n’est pas nouvelle. Rappelons la lettre de Trotsky à Marceau Pivert du 7 août 1935. Pivert affirmait que c’était une “*erreur psychologique*” de prendre le nom de bolchevique-léniniste. Trotsky rétorque :

*« En politique, le “nom”, c’est le “drapeau”. Celui qui renonce aujourd’hui à un nom révolutionnaire pour le bon plaisir de Léon Blum et consorts (1), celui-là renoncera aussi facilement demain au drapeau rouge pour le drapeau tricolore. »*

Et plus loin, il insiste :

« Chaque numéro correspond à une époque déterminée, un programme et des méthodes d'action (...). En d'autres termes, il s'agit de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le numéro signifie ici une perspective et un programme déterminés, c'est-à-dire un "drapeau". »

Et il conclut :

*“La IV<sup>e</sup> Internationale, bien entendu, ne souffrira pas dans ses rangs de monolithisme mécanique. Au contraire, une de ses plus importantes tâches est de régénérer à un niveau historique plus élevé la démocratie révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne. Les bolcheviques-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui s'est bâtie. Ils sont prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions vraiment révolutionnaires. Mais ils refusent catégoriquement d'adapter leur politique à la psychologie des cliques opportunistes et de renoncer à leur propre drapeau.”*

Sabado, au nom du SU, est prêt à renoncer à l'étiquette, mais pas seulement. Il explique :

*« Il y a en effet une nouvelle période historique où les clivages entre divers courants révolutionnaires peuvent être surmontés sur la base d'une "nouvelle compréhension commune des événements et des tâches". De ce point de vue, il ne s'agit pas de discuter des bilans historiques des uns et des autres, mais il est décisif de tirer ensemble les enseignements du stalinisme et de la social-démocratie pour que les tragédies et les erreurs du passé ne se reproduisent pas. »*

En effet, tirer les enseignements du stalinisme et de la social-démocratie est une question majeure, notamment dix-huit ans après la dislocation de l'Union soviétique et des conséquences tragiques pour le mouvement ouvrier de cette défaite. À ce propos, rappelons que les partisans du SU ont tiré comme conclusion qu'une des conséquences de la dislocation de l'URSS est que la page d'Octobre a été tournée, c'est-à-dire que la révolution prolétarienne n'est plus à l'ordre du jour. Il y a dix-huit ans, l'un des principaux dirigeants du SU, Ernest Mandel, tirait comme conclusion que la seule issue était de constituer une "économie sociale de marché". Le congrès du SU avait alors conclu en 1994 que l'époque de la révolution d'Octobre était révolue, c'est-à-dire que l'alternative "socialisme ou barbarie" n'était plus à l'ordre du jour. En dernière instance, que l'horizon du capitalisme était un horizon indépassable. C'est là, pour le SU et ses dirigeants, la caractérisation précise de la nouvelle période historique.

### **“Nouvelle période, nouveau programme, nouveau parti”**

Quand le NPA a été constitué en France mi-2008, Alain Krivine, autre dirigeant du Secrétariat unifié, résumait l'opération en disant :

*“Nouvelle période, nouveau programme, nouveau parti.”*

Donc, on ne serait plus à l'époque de la décadence impérialiste de destruction massive des forces productives. Donc, il faudrait chercher un nouveau programme. Lequel ? Selon Sabado, dans ce même communiqué :

*“Un programme anti-impérialiste et anticapitaliste de revendications d'urgence, qui parte des revendications et besoins sociaux des classes populaires, propose une nouvelle répartition des richesses, l'appropriation publique et sociale des secteurs clés de l'économie et débouche sur la transformation révolutionnaire de la société.”*

Voilà le nouveau programme : “une nouvelle répartition des richesses” ! Quelle originalité ! La vieille rengaine des encycliques papales qui a donné lieu à la doctrine sociale de l'Eglise. Evidemment, il ne s'agit plus de défendre l'étiquette de la Première Internationale, qui a inscrit dans son programme, le *Manifeste communiste*, que l'objectif du prolétariat était l'abolition de la propriété privée bourgeoise. Que veut dire aujourd'hui concrètement proposer “une nouvelle répartition des richesses” ? C'est une manière de dire que les exploités et les exploités sont dans le même bateau, qu'ils n'ont pas d'intérêts contradictoires, que la lutte des classes n'existe plus, et cela s'appelle le corporatisme.

Et plus loin :

*“La lutte pour des gouvernements des travailleurs et des classes populaires qui satisfassent les principales revendications sociales et écologiques s'appuie sur la mobilisation de la population et son*

*contrôle sur les principaux secteurs de l'économie. Cette perspective implique de ne pas participer à des gouvernements de gestion de l'Etat et de l'économie capitaliste avec les partis du centre-gauche ou de la social-démocratie."*

Cette affirmation appelle les réflexions suivantes : il est évident qu'une politique révolutionnaire qui s'inspire du programme révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale est contradictoire avec la participation à des gouvernements de "gestion de l'Etat". Mais pourquoi Sabado ne tire pas alors la leçon de la participation de Rossetto, lorsqu'il était ministre de la Réforme agraire du premier gouvernement Lula tout en étant membre de la section brésilienne du Secrétariat unifié ? Pourquoi Sabado ne tire-t-il pas un bilan critique de l'action des partisans italiens du SU regroupés aujourd'hui dans Sinistra Critica, qui ont voté au Parlement, et notamment au Sénat italien, le budget du gouvernement Prodi cité (?) par l'Union européenne, et notamment le budget militaire qui prévoyait l'envoi de troupes en Afghanistan ? Il faudrait aussi que Sabado nous explique pourquoi une grande partie des partisans du SU en Allemagne soutient chaudement la politique de Die Linke, qui n'hésite pas pour sa part à "gérer l'Etat" à un niveau régional pour l'instant, par exemple à Berlin et en Saxe.

Deuxième réflexion par rapport à la délimitation face à la social-démocratie : il est évident que depuis la caractérisation par Lénine du parti social-démocrate comme un "parti ouvrier bourgeois", la IV<sup>e</sup> Internationale, qui a repris cet héritage, considère la direction de ces partis comme passée au service de l'ordre bourgeois. De même, elle caractérise les différents PC issus de l'éclatement de l'appareil stalinien comme des appareils attachés à la défense de l'ordre capitaliste. Mais cela ne règle pas le problème : malgré leur crise, ces partis occupent encore une place dans le mouvement ouvrier. Il est donc nécessaire de mettre en place une politique de front unique, c'est-à-dire de s'adresser à ces partis en partant des besoins de masse, de la rupture avec la bourgeoisie pour constituer un front unique de classe. C'est là une orientation générale, qui prend des formes nationales et qui est dans tous les cas inséparable de l'action indépendante de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections.

Derrière cette prétendue découverte, la vieille formule reconvertie de la "troisième période" empêche toute politique de front unique avec la social-démocratie sur la base des revendications ouvrières et l'indépendance de classe, tout en donnant un signe de plus aux partis issus de la dislocation de l'appareil international du stalinisme.

Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, les partis sociaux-démocrates et ceux produits de l'éclatement de l'appareil stalinien, en tant que tels, sont passés du côté de l'ordre bourgeois, et précisément leur caractère de partis ouvriers bourgeois reste plus que jamais actuel. Malgré leur crise, la place qu'ils occupent dans le mouvement ouvrier rend plus que jamais nécessaire une orientation de front unique prolétarien inséparable du combat indépendant de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections.

### **Quelle position par rapport au gouvernement Chávez ?**

Nous avons eu l'occasion de caractériser clairement la politique du gouvernement Chávez, gouvernement nationaliste. Dans la tradition de notre programme, on peut parler d'un gouvernement bonapartiste *sui generis* (comme disait Trotsky en parlant de Cardenas dans les années 1930). Ce gouvernement a pris et prend toute une série de mesures de rupture avec l'impérialisme, notamment la défense de la nationalisation du pétrole, la renationalisation d'autres secteurs stratégiques tels que la sidérurgie privatisée par les gouvernements antérieurs, l'utilisation des revenus du pétrole à des fins sociales, ce qui a permis une réduction substantielle de la pauvreté. Il en est de même en Bolivie et à un autre niveau en Equateur.

La IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections défendent inconditionnellement ces gouvernements face au harcèlement de l'impérialisme et toutes les mesures qu'ils prennent dans le sens de la rupture avec l'impérialisme.

Mais dans le même temps, ces gouvernements font obstacle à l'organisation indépendante de la classe ouvrière. Nous nous en sommes déjà expliqués.

Du point de vue des intérêts de la nation et des travailleurs du Venezuela, le gouvernement Chávez a tous les droits du monde d'essayer de conclure des accords, particulièrement des accords commerciaux, avec tout autre pays ou gouvernement. C'est particulièrement important par rapport au Venezuela, qui dépend en grande partie de ses exportations de pétrole aux Etats-Unis. Il est donc normal que ce gouvernement essaie d'établir des accords commerciaux avec l'Iran et la Chine, par exemple.

Pourquoi donc Sabado insiste-t-il sur :

*“Autre chose est le soutien politique apporté à des régimes comme ceux du PC chinois ou de la République islamique d'Iran (...). Le projet d'une V<sup>e</sup> Internationale ne peut de près ou de loin être associé à ces régimes” ?*

Pour notre part, nous considérons que la IV<sup>e</sup> Internationale ne peut en aucun cas soutenir le régime théocratique de l'Iran. Mais, en aucun cas non plus, elle ne peut renvoyer dos à dos l'impérialisme américain ou les impérialismes européens et le peuple iranien. De la même manière, lorsque l'Irak a été attaqué, on a appelé à participer au front le plus large contre l'agression impérialiste et au soutien inconditionnel de l'Irak (sans prendre en charge la politique de Saddam Hussein). D'un autre côté, l'analogie entre les régimes du Parti communiste chinois ou de la République islamique d'Iran est quand même curieuse. Sabado a apparemment oublié que la Chine a connu une révolution en 1949, qui a exproprié la propriété privée, a constitué un Etat ouvrier bureaucratique, et que la bureaucratie chinoise exerce son pouvoir sur la base de l'existence de la propriété sociale en ayant empêché la classe ouvrière de s'organiser. Mais en aucun cas on ne peut considérer comme identiques les régimes chinois et iranien.

Que prétendent Sabado et le SU ? Que le gouvernement Chávez n'a pas le droit ni le besoin d'aboutir à des accords commerciaux, économiques, et pourquoi pas de défense contre l'impérialisme ? Et cela, dans une situation où l'administration américaine est en train de relancer l'encerclement militaire contre le Venezuela et contre tous les peuples d'Amérique latine par le biais de l'accord signé le 30 octobre avec le gouvernement colombien, lui permettant l'utilisation des sept principales bases de la Colombie par l'armée américaine, ainsi que l'installation de nouvelles bases militaires américaines au Panamá et au Costa Rica. Le gouvernement Chávez n'aurait-il pas le droit de desserrer l'étau ?

De toute évidence, par-delà les intentions et la matérialisation réelle de cette V<sup>e</sup> Internationale par Chávez, l'influence que le SU et ses porte-parole tentent d'exercer ne va certainement pas dans le sens de conforter la résistance contre l'impérialisme.

**Andreu Camps**

(1) Léon Blum : Premier ministre du gouvernement de Front populaire en France en 1935-1936.

## **Chine : Le droit à l'organisation indépendante de la classe ouvrière chinoise : une question vitale**

Dès qu'il est question de la Chine, on n'échappe pas aux hyperboles. De l'enthousiasme débridé au sujet des "réformes" censées transformer la Chine en un nouveau modèle de "développement capitaliste", on est passé aux affirmations selon lesquelles, si le XXe siècle avait été celui des Etats-Unis, le XXIe serait celui de la Chine.

On conçoit bien que parlant d'un Etat dont la population se monte à plus d'un milliard trois cents millions d'habitants et qui s'appuie, comme le constate sobrement le plus récent rapport du Département d'Etat, "*sur la plus ancienne civilisation à avoir maintenu une continuité*" (1), on soit porté à l'utilisation de superlatifs. Mais le battage médiatique sur la Chine vise à la fois à rendre la Chine responsable de tous les maux actuels (la surévaluation du yuan serait un facteur central de la crise) et à prétendre que la place qu'elle tient aujourd'hui démontre la réussite de "*l'économie de marché*".

Mais le système capitaliste est entré dans une crise économique mondiale. Cette dernière a posé avec force la question des rapports Chine-Etats-Unis.

Elle soulève également la question de l'appréciation des forces sociales à l'œuvre en Chine comme expression de la lutte de classe à l'échelle internationale.

Nous entendons dans cet article proposer de premiers éléments de réponse. La complexité des problèmes auxquels les travailleurs et le peuple chinois ont à faire face, reliés à l'ensemble de ceux de la classe ouvrière mondiale, ne sauraient trouver de réponses "toutes faites". Elle appelle une réflexion collective. Celle-ci a commencé au sein de la IVe Internationale à l'occasion de son Septième Congrès mondial, puis dans son secrétariat international (2). Ce dernier a adopté dans sa session du 19 novembre 2009 une résolution sur la Chine. Nous en citerons ici de larges extraits. Cette discussion se poursuivra dans le dialogue avec les militants de toutes tendances se situant sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière. Cette élaboration se doit bien évidemment d'intégrer les éléments dégagés dans le processus même de la lutte de la classe ouvrière chinoise.

### **Quelques remarques sur les rapports Chine-Etats-Unis**

Un article du *New York Times* commence ainsi :

*"Lors de sa première visite en Chine dimanche prochain, le président Obama se trouvera à tous points de vue dans la situation d'un dépensier prodigue qui vient rendre hommage à son banquier. La vérité toute nue, c'est que la Chine est le plus gros créancier des Etats-Unis et ce simple fait modifie l'essentiel des relations entre les Etats-Unis et le seul pays qui ait une chance raisonnable de remettre en cause son statut de seule super-puissance du monde"* (15 novembre 2009).

Dans une autre variante sur ce thème, l'éditorial du 14 novembre du *Financial Times* indique :

*"En se rendant en visite en Asie, M. Obama se présente comme le chef d'État d'une super-puissance en pleine déconfiture. Il n'y a pas de symptôme plus évident de la fragilité des Etats-Unis que le dollar. Mais tout ce que peut faire M. Obama, c'est demander avec un large sourire à ses hôtes de tenir."*

Une affirmation mille fois répétée par nombre de médias aux ordres n'en devient pas pour autant une vérité. Cette thèse de la dépendance de l'économie américaine vis-à-vis de l'économie chinoise est fréquemment répandue dans la presse internationale. Mais pour être conforme à la réalité, il faudrait immédiatement préciser qu'il s'agit du même rapport de dépendance que celui du maître et l'esclave, ou du racketteur et du racketté. Certes, l'économie chinoise finance le gigantesque endettement public nord-américain, et il est un fait que les réserves de

la Banque centrale chinoise portent à bout de bras le dollar. Qu'est-ce que cela signifie ?

*“Ce sont directement le sang et la sueur cristallisés de centaines de millions d'ouvriers chinois réduits aux conditions les plus terribles de l'exploitation qui permettent à l'économie américaine de ne pas connaître une mise en faillite immédiate”* (résolution du secrétariat international sur la Chine).

C'est bel et bien le pillage de la force de travail des ouvriers chinois qui fournit au gouvernement chinois ses énormes réserves de change ensuite mises par lui à la disposition des banques américaines.

Significative de ce point de vue est la déclaration publique d'un ouvrier sur un blog de discussion (interdit depuis) affirmant :

*“ Grands dirigeants du gouvernement chinois, nous vous prions de ne pas être trompés par des loups qui parlent avec douceur et qui se sont camouflés dans une peau humaine (...). N'oublions pas que nos réserves en devises sont le produit de la sueur et du sang du peuple de Chine. Nous vous prions de les investir avec plus de soin. ”*

Oui, c'est avec le sang et la sueur des ouvriers chinois les plus exploités que la bureaucratie paie la dette du capital nord américain.

La stabilité — toute relative d'ailleurs — des réserves de dollars de l'impérialisme américain n'est garantie que par l'exploitation du prolétariat chinois, auquel est dénié tout droit à l'organisation. En fait, dans le contexte d'une crise sans précédent de la domination impérialiste, le rapport apparent de dépendance monétaire n'est que le reflet inversé du rapport réel de subordination économique et politique d'une bureaucratie chinoise qui livre la nation chinoise, son prolétariat, son économie, au marché mondial dominé par l'impérialisme américain. Cela non sans contradictions, en relation même avec la résistance dans la société chinoise (*voir plus loin*). La subordination croissante de la Chine au marché mondial a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, singulièrement depuis l'accord passé entre les Etats-unis et la Chine en 2000, et la ratification de cet accord par l'OMC le 11 septembre 2001. Précisons que cette subordination au marché mondial se fait dans le cadre d'un marché lui-même marqué par les processus de dislocation qui ne font que s'approfondir, et qui, de ce fait, rejaillissent sur la Chine elle-même.

Au début de la crise financière, en août 2008, l'aide de la bureaucratie chinoise fut saluée en ces termes par le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Henri Paulson :

*“L'engagement de la Chine nous a aidés à faire face à la crise actuelle. Nous apprécions le rôle responsable que la Chine a joué lors de cette tourmente.”*

À quel prix pour le peuple chinois ! 41 millions d'emplois détruits depuis le début de la crise !

La résolution du secrétariat international conclut sur ce point :

*“Ainsi, l'effondrement économique et monétaire des Etats-Unis est, en partie, amorti et différé grâce à l'utilisation des énormes réserves de change que le gouvernement chinois, se subordonnant au marché mondial dominé par l'impérialisme, met à disposition de la survie de l'économie capitaliste.”*

### **La pression de l'impérialisme ne peut qu'aller croissant**

Mais toute l'aide de la bureaucratie chinoise ne saurait suffire à juguler la crise du capital. La crise mondiale n'en est qu'à ses débuts. C'est pourquoi l'impérialisme américain, pris à la gorge, est amené à s'attaquer, dans un même mouvement, à la classe ouvrière aux Etats-Unis mêmes, aux travailleurs et peuples du monde entier, et donc à accroître sa pression sur la Chine.

*“Le maintien de la domination impérialiste entrée dans sa phase de décomposition et de putréfaction se traduit dans une pression accentuée dans le sens de la dislocation de la propriété sociale en Chine, ouvrant la voie à sa dislocation comme nation. D'ores et déjà, les effets de cette offensive visant à*



*transférer les effets de la crise mondiale du capital sur la Chine peuvent se résumer dans les quelques chiffres suivants (les travailleurs migrants qui ont quitté les villages pour chercher du travail en ville étant estimés à 150 millions fin juin 2009). Officiellement, il faudrait créer 24 millions d'emplois pour résorber le chômage)" (résolution du secrétariat international).*

Mais ce n'est qu'un début. Pour l'impérialisme américain, il est de plus en plus difficile de maintenir ses propres équilibres. De plus en plus confronté aux contradictions interimpérialistes, il fait pression pour remettre en cause les critères de parité entre le yuan et le dollar, pour la privatisation des banques d'Etat en Chine. C'est-à-dire que l'impérialisme fait pression, dans une mécanique inexorable, pour aller plus loin encore sur la voie du démantèlement de tout ce qui relève de la propriété sociale en Chine, donc du démantèlement de la nation chinoise (3).

La presse économique internationale ressasse que la reprise de la croissance mondiale exige que soit reconsidérée la valeur du yuan ! Le FMI, avec son président "socialiste" Strauss-Kahn, n'est pas en reste.

De leur point de vue, il faudrait que les banques et les institutions financières puissent spéculer sur le yuan et sa valeur, et introduisent la spéculation sur les marchés en Chine même. Cela n'est pas encore le cas, car le yuan n'est toujours pas convertible. La Chine a toujours à ce jour le pouvoir de décider de sa monnaie. Certes, les dirigeants chinois avaient décidé de faire un pas vers une réappréciation du yuan en juillet 2005. Mais ce mouvement s'est arrêté avec la crise. Et en août 2008, une parité a été fixée avec le dollar américain comme avant.

Il y a eu ensuite le sommet du G 20, où les représentants du gouvernement chinois, comme tous les autres, ont approuvé la déclaration finale tout entière tournée vers les moyens à mettre en œuvre pour sauver l'économie de marché. Après avoir posé la question de la place du dollar comme seule monnaie de réserve internationale, les dirigeants chinois ont donc tout accepté. Mais cela ne suffit pas.

Du point de vue de l'impérialisme, il faudrait que la Chine prenne toutes ses responsabilités dans la gestion de la crise, donc accepte de s'intégrer pleinement aux exigences du régime capitaliste décomposé.

### **Qu'est-ce que la bureaucratie ? Quelle est la nature du régime ?**

Comment le régime chinois réagit-il à cette pression, ou, plus exactement, comment la relaie-t-il ? Pour le comprendre, il faut revenir à la nature de ce régime, à son origine, et donc à la révolution de 1949, elle-même inséparable de l'histoire récente de la Chine.

À l'orée du XXe siècle, la Chine ne compte guère sur la scène mondiale que comme objet des convoitises des différents impérialismes qui se la partagent. Les puissances étrangères disloquent la Chine, y installent leurs "concessions" et contrôlent largement l'économie chinoise. En 1911, la première révolution chinoise abat la dynastie des Mandchous.

Et c'est directement en relation avec la première guerre impérialiste et la révolution prolétarienne en Russie que se développe, à partir de 1919 et jusqu'à son écrasement en 1927-1928, la révolution chinoise comme révolution prolétarienne, c'est-à-dire comme mobilisation révolutionnaire de l'immense masse de la paysannerie sous la conduite de la classe ouvrière. Elle pose pratiquement la question de l'expropriation des possessions impérialistes et de la bourgeoisie chinoise, comme condition de la réalisation des réformes démocratiques.

C'est, après la victoire de la révolution d'Octobre, la vérification dans les faits, dans la lutte de dizaines de millions d'êtres humains, de la théorie de la révolution permanente (4) : à l'époque de l'impérialisme, seule la classe ouvrière peut mener

jusqu'au bout — en assurant son alliance avec la paysannerie — la lutte pour réaliser les tâches démocratiques et nationales qui étaient celles de la révolution bourgeoise.

Mais la seconde révolution chinoise atteint son point culminant alors qu'en URSS la bureaucratie s'installe au pouvoir, au travers de la destruction de la démocratie ouvrière et de ses institutions. C'est la direction stalinienne qui impose au jeune Parti communiste chinois de suivre à tout prix la politique contre laquelle précisément la révolution d'Octobre l'avait emporté, la subordination à la bourgeoisie, aboutissant à l'écrasement sanglant de la révolution chinoise en 1927 (5).

C'est dans les conditions créées par cette défaite — puis par la répression de tout le mouvement ouvrier dans les villes — que le Parti communiste chinois devait se reconstruire dans les régions agraires comme un parti stalinien, soumis à l'appareil international du Kremlin.

Les développements de la lutte des classes internationale, la crise de l'impérialisme trouvèrent en Chine leur expression dans la guerre de conquête lancée par l'impérialisme japonais et dans la résistance des ouvriers et des paysans à cette agression impérialiste. La place qu'acquiert alors le Parti communiste chinois est inséparable de cette lutte pour l'indépendance et l'unité nationale que le parti bourgeois du Kouo-min-tang au pouvoir est incapable de mener. La politique de Mao et de la direction du Parti communiste chinois, c'est d'aboutir à une alliance avec la bourgeoisie, sous couvert de la théorie dite du "*bloc des quatre classes*".

Pourtant, la révolution de 1949 a conduit à l'expropriation du capital. Mais encore faut-il préciser dans quelles conditions.

*« Dans ce processus révolutionnaire, la direction du PC chinois a été conduite en 1949, sur la base d'une combinaison de "circonstances exceptionnelles", à aller plus loin qu'elle ne le voulait elle-même initialement sur la voie de la rupture avec l'ordre impérialiste (et l'appareil international du Kremlin qui s'y subordonnait) sans pour autant perdre le contrôle bureaucratique sur le mouvement des masses »* (résolution du secrétariat international).

Il s'agissait bien de circonstances exceptionnelles : le régime corrompu du Kouo-min-tang s'effondrait, laissant un vide social et politique derrière ces ruines ; la banqueroute économique et financière était totale, et surtout, partout, les masses exploitées et opprimées des campagnes et des villes passaient à l'action, commençaient à régler leurs comptes avec leurs oppresseurs, féodaux et usuriers dans les campagnes, patrons étrangers et chinois dans les villes. Le régime à l'agonie réagissait par une guerre d'extermination. Mais les circonstances exceptionnelles n'étaient pas que chinoises. La vague révolutionnaire qui déferlait en Chine faisait partie de la vague révolutionnaire mondiale formée à la fin de la guerre. L'impérialisme, confronté aux menaces sur l'équilibre mondial, à la remise en cause du partage du monde établi à Yalta avec la bureaucratie stalinienne, n'a pas été à même d'engager immédiatement l'offensive contre la mobilisation révolutionnaire du peuple chinois.

La direction Mao Tsé-toung du PCC a dû aller plus loin que son programme officiel de coexistence avec la bourgeoisie nationale, qui correspondait à la volonté de statu quo avec l'impérialisme de la bureaucratie stalinienne. Pour "surfer" sur le mouvement des masses, et donc rompre avec la politique initialement fixée, faire un pas en avant dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, la direction du PCC a dû préalablement, sur ce point central, rompre avec Staline.

Ainsi, en Chine, le rétablissement de l'unité et de la souveraineté du pays que signifiait la proclamation le 1<sup>er</sup> octobre 1949 de la République populaire de Chine était le résultat d'un vaste et profond mouvement de mobilisation révolutionnaire des masses, qui, par le moyen d'une réforme agraire radicale, avait mis fin à la domination des propriétaires fonciers et brisé la domination impérialiste.

Pour arriver à ce résultat, la révolution avait sur son chemin ouvert la voie à l'expropriation des principaux moyens de production, qu'ils aient appartenus aux capitalistes chinois ou aux capitalistes étrangers. Cette vague révolutionnaire balaya de fond en comble toute la Chine, liquidant toutes les vieilles institutions et y substituant un autre régime.

Dans les conditions internationales nées des conséquences de la Seconde Guerre mondiale, de la montée révolutionnaire du prolétariat à l'échelle internationale, l'action des masses exploitées et opprimées de Chine renouait avec les objectifs de 1927.

Cependant, dans la manière même dont se réalisaient ces objectifs, se retrouvaient les conséquences de la défaite de 1927 et le poids du facteur contre-révolutionnaire constitué par le stalinisme.

Dès l'origine, la direction du Parti communiste chinois a agi en veillant à garder en permanence son contrôle bureaucratique sur le mouvement des masses. Comme l'expliquait une résolution du XVII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI (6) :

*« La révolution prolétarienne qui a exproprié la bourgeoisie ne peut avancer vers le socialisme que sur la base d'institutions (soviétiques) qui correspondent à sa fin. Dans le même mouvement qui, en relation avec l'effondrement de l'Etat bourgeois compradore de Tchang Kai-shek, conduisait à l'expropriation, la bureaucratie chinoise expropriait politiquement les masses en leur interdisant l'accès au pouvoir politique (soviets). Les institutions de la bureaucratie chinoise ont été édifiées pour exproprier politiquement le prolétariat de ses conquêtes sociales (...).*

*Le PC chinois n'a pu prendre le pouvoir qu'en rompant avec Staline. Sous cet angle, il a cessé d'être un parti "stalinien". Ce fait, dont l'importance est énorme — la suite des événements le prouvera — l'est cependant moins que ceux qui caractérisent le PC chinois profondément gangrené par le bureaucratisme. Le PC chinois a édifié des "institutions" bureaucratiques qui ont exproprié politiquement les masses du contrôle de leurs conquêtes. La bureaucratie chinoise s'est immédiatement différenciée, par les institutions politiques que le PC a mises en place, du prolétariat et des masses laborieuses des villes et des campagnes. »*

La résolution du secrétariat international déjà citée indique :

*« Il en découle que dès sa proclamation, la République populaire de Chine se constitua comme un État ouvrier bureaucratique, dictature sur le prolétariat au plan politique, dictature du prolétariat au plan économique et social, malgré et en dépit du parasitisme de la couche bureaucratique dirigeante qui en mine les fondements. C'est dans ces conditions que, sur la base du développement d'une économie fondée sur la propriété d'Etat, s'est constitué un prolétariat de plus de 300 millions, organiquement lié à la propriété d'Etat. Ce prolétariat, principal "acquis" de la révolution chinoise, est aujourd'hui menacé dans son existence même par la politique de la bureaucratie ouvrant la voie à la restauration capitaliste » (résolution du secrétariat international).*

Mais, et c'est là tout le caractère contradictoire de la situation, dans le même temps, ce prolétariat, qui a une longue tradition révolutionnaire derrière lui, cherche de nouveau à jaillir sur la scène de l'histoire. La Chine a donc connu trois révolutions en moins d'un demi-siècle (1911, 1927, 1949). Et depuis 1949, le prolétariat chinois s'est nourri d'expériences à caractère révolutionnaire qui, toutes, ont posé la question du pouvoir de la bureaucratie (Cent Fleurs en 1957, Révolution culturelle en 1968, avril-mai-juin 1989).

— En 1958, pendant le mouvement des Cent Fleurs, une jeune étudiante, Lin Xiling, a formulé clairement la mise en cause du monopole du pouvoir détenu par la bureaucratie en dénonçant ce qu'elle appelait le "socialisme féodal".

La répression frappa ces jeunes militants, nombre d'entre eux seront emprisonnés durant des années.

— En 1968, alors que Mao organisait au point de départ une mobilisation contrôlée des masses avec la “Révolution culturelle”, les millions de jeunes Chinois mobilisés s’y sont engagés à fond. Recherchant “l’agent bourgeois”, ils ont découvert le “bureaucrate” du PC chinois. À Canton, en juin 1968, est mis en discussion parmi la jeunesse et les ouvriers un *Manifeste inaugural de la Commune*. On y lit :

*« Pendant cette brève période de la Tempête révolutionnaire de janvier, il s’opéra un transfert des mains des bureaucrates à celles de la classe ouvrière débordant d’enthousiasme. La société découvrit brusquement que sans les bureaucrates, non seulement elle n’en continuait pas moins à vivre, mais qu’elle fonctionnait mieux, qu’elle se développait plus vite et plus librement (...). En fait, sans les bureaucrates et sans les organes bureaucratiques, les forces productives se trouvèrent largement libérées (...). Mieux encore, l’enthousiasme pour la production et l’esprit d’initiative de la classe ouvrière fut largement libéré. Le spectacle des ouvriers gérant eux-mêmes les usines à partir de la révolution de janvier était vraiment émouvant. Pour la première fois, les ouvriers avaient le sentiment que “ce n’est pas l’Etat qui nous dirige, mais nous qui dirigeons l’Etat” (7). Telle est la nature réelle du changement de classe survenu pendant la période de janvier. Au cours de cette brève période, on mit effectivement en pratique, quoique partiellement, les principes de la “Commune populaire en Chine”. La société se trouva dans une situation de “dictature des masses” analogue à celle de la Commune de Paris. La Tempête révolutionnaire de janvier montra que la Chine marchait vers une société sans bureaucrates (...). Les privilèges et les salaires élevés dont jouissaient cette classe de capitalistes “rouges” se fondaient sur l’oppression et l’exploitation des larges masses populaires ; aussi doit-on renverser cette classe pour mettre en pratique la “Commune populaire de Chine” (...). C’est au cours de cette grande période que s’élabora le programme de la première grande révolution politique prolétarienne (...). Cela montre bien que la Révolution culturelle n’est pas une révolution visant à démettre des fonctionnaires, ni une purge ni une simple révolution culturelle, mais “une révolution au cours de laquelle une classe en renverse une autre”. A la lumière des événements de la Tempête révolutionnaire de janvier, la classe renversée apparaît comme celle “des bureaucratistes” qui s’est formée en Chine au cours des dix-sept dernière années. »*

Et ce texte s’interroge :

*« Pourquoi le président Mao, après avoir prôné avec véhémence la “Commune”, s’est-il brusquement opposé à l’établissement de la “Commune populaire de Shanghai ? C’est ce que le peuple révolutionnaire ne parvient pas à comprendre. »*

La Commune de Shanghai de janvier 1967 avait en effet marqué un tournant dans la période dite de la Révolution culturelle. Elle fut brutalement réprimée et Mao, dans un discours intitulé “*La Commune de Paris peut-elle servir de modèle ?*”, fournit lui-même la réponse à la question soulevée par les Gardes rouges :

*“D’où vient cette brusque Commune populaire en Chine ? Si on transformait tout en Commune, qu’advierait-il du Parti ? (...) Est-ce que par hasard la Commune peut remplacer le Parti ?”*

Il s’inquiétait dans ce texte de la généralisation de l’expérience :

*« La population de Shanghai aime beaucoup la Commune populaire (...). Il ne faut pas que cela paraisse dès maintenant dans Le Quotidien du peuple, sinon ils voudraient tous s’appeler “Commune populaire”, tout le pays va vouloir adopter cette dénomination » (8).*

Peut-on dire en termes plus clairs que l’enjeu, c’est le pouvoir de la bureaucratie, le monopole de son pouvoir politique ?

En 1968, la répression s’abattit une nouvelle fois sur la jeunesse et la classe ouvrière de Chine.

Après les mobilisations partielles de 1979, 1986, la jeunesse et la classe ouvrière font de nouveau irruption en 1989 et tirent les leçons des combats antérieurs. La révolution politique commence à prendre toute son ampleur. Aux cris de *“Tremblez corrompus, le peuple se réveille”* et au chant de *L’Internationale*, des centaines de milliers de travailleurs de Pékin occupent le centre de la capitale avec les étudiants. De premières associations autonomes d’ouvriers surgissent. On évoque la Commune de Pékin. Deng Xiaoping affirme alors au cours de la commission militaire au bureau politique du PC :

*“L’agitation a à présent une dimension nationale et nous ne devons pas la sous-estimer (...). Nous devons nous préparer à cette lutte d’ampleur nationale et écraser sans faiblesse cette agitation. Sinon, c’en sera fini à jamais des jours tranquilles.”*

Dans ce message, Deng Xiaoping fait état de ses échanges avec le président américain Bush (père). La classe ouvrière chinoise marchant à la révolution politique menaçait non seulement la bureaucratie, mais également tout l’ordre mondial. C’est pourquoi, lorsque viendra l’heure de la répression sanglante, la bureaucratie chinoise recevra des gouvernements du monde entier un soutien sans faille sinon sans larmes de crocodile.

Chaque étape de la marche à la révolution politique met au centre cette question : la bureaucratie, caste parasitaire, étrangère au socialisme, ne peut supporter que la classe ouvrière remette en cause son pouvoir politique.

La résolution du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale rappelle :

*« Dans La Révolution trahie, Trotsky conclut la longue définition qu’il donne de l’URSS comme “société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme” par les points suivants : “La bureaucratie exploitant les antagonismes sociaux est devenue une caste incontrôlée étrangère au socialisme. La révolution sociale trahie par le parti gouvernant vit encore dans les rapports de propriété dans la conscience des travailleurs. L’évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme. La contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers. Les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international.”*

*Avec toutes les différences évidentes entre l’URSS de 1936 et la Chine de 2009, la disposition générale des forces telle qu’elle est évoquée ici par Trotsky reste profondément valable. Et en particulier s’agissant de la place respective de la bureaucratie et de la classe ouvrière, et la manière dont la question sera tranchée sur l’arène de la lutte des classes aux plans national et international. C’est de ce point de vue qu’il faut mesurer toute l’importance des récentes grèves qui ont bloqué ou freiné les processus de privatisation. Il serait erroné de considérer qu’elles sont aujourd’hui la marque générale de la situation. Mais elles concentrent la perspective politique pour toute la classe ouvrière chinoise. Il ne s’agit pas d’un phénomène isolé, mais au contraire représentatif de la tendance historique du développement de la révolution politique. De la même manière, lorsque, en Russie, les ouvriers d’AvtoVaz Togliatti, en juillet 2009, ont avancé le mot d’ordre de renationalisation, il serait erroné d’y voir un incident isolé. C’est au contraire la marque en profondeur de toute l’actualité de la révolution politique, aussi bien dans l’ex-URSS qu’en Chine.*

*Mais avec une différence majeure. En ex-URSS, ces mots d’ordre sont mis à l’ordre du jour dans une situation où la bureaucratie est déjà parvenue à livrer le pays au pillage impérialiste (ce qui ne signifie pas que tous les segments de la propriété sociale aient été détruits, et surtout que les rapports d’Octobre aient cessé de vivre dans la conscience des masses). D’où l’importance des mots d’ordre avancés à Togliatti et qui tendent aujourd’hui à être repris, comme l’a expliqué le camarade moldave au congrès mondial, par tous les processus de la lutte de classe dans l’ex-URSS. Tandis qu’il s’agit, en ce qui concerne la Chine,*

*d'un moment de la lutte de classe où la bureaucratie, bien qu'elle ait ouvert des brèches, n'est pas encore parvenue à livrer l'ensemble du pays au démantèlement et au pillage impérialiste. »*

Pour autant, le démantèlement de la propriété sociale, le rétablissement du régime de la propriété privée des moyens de production n'est pas encore chose faite (9). Il est même l'enjeu de toute la lutte de classe en Chine aujourd'hui comme enjeu de toute la situation mondiale.

Répetons-le, le principal acquis de la révolution de 1949 est la constitution d'un prolétariat de plus de 300 millions, constitué sur la base économique et sociale due à l'expropriation du capital. Depuis des décennies, des brèches ont été ouvertes dans le domaine de la propriété sociale. Il y a eu l'entrée en force des investissements directs étrangers dans le pays. Cependant, ce prolétariat reste debout et, avec lui, est préservée la base économique et sociale établie par la révolution de 1949 (dans les conditions de contrôle bureaucratique que nous avons exposées ci-dessus).

Ce n'est pas seulement une question de pourcentage des secteurs public et privé. La "propriété d'Etat", l'économie planifiée ne sont pas des catégories économiques abstraites, séparées des facteurs qui les ont engendrées, à savoir la révolution chinoise. Elles ne peuvent être liquidées sans imposer au prolétariat chinois un recul majeur équivalent à sa dislocation.

Au-delà des discours de propagande générale, les économistes bourgeois soulignent que la nature du régime de propriété est bien la question centrale. C'est ainsi, par exemple, qu'un article du *China Economic Quarterly* reproduit dans le *Financial Times* (14 juillet 2008) expliquait :

*« Depuis le milieu des années 1990, nombre de rapports enthousiastes ont essayé de montrer que la Chine connaissait une "révolution patronale" et qu'inexorablement le secteur d'Etat se réduisait. Cette belle histoire de la privatisation est reprise en dépit des faits : dans virtuellement tous les secteurs industriels, les entreprises d'Etat jouent un rôle significatif ou dominant. Certes, le secteur d'Etat s'est débarrassé de millions d'entreprises et de dizaines de millions de salariés. Mais les entreprises d'Etat qui demeurent sont grandes, rentables, et dominant tous les secteurs industriels et de services à l'exception de l'électronique de consommation courante et de certaines industries légères comme la confection.*

*Ce fait est parfois masqué par les statistiques officielles qui classifient les entreprises en entreprises d'Etat (mais en entendant par là qu'elles n'ont pas été réformées), en entreprises par actions, entreprises à responsabilité limitée, entreprises collectives (...).*

*Entre 1998 et 2006, la valeur ajoutée provenant des entreprises d'Etat est passée de 59 % à 49 % (...). Pour ce qui est des banques et des assurances, tout homme d'affaires qui travaille avec elles vous dira qu'elles sont pratiquement des monopoles d'Etat. 94 % des services bancaires sont entre les mains de l'Etat et la part de l'Etat dans d'autres secteurs de service varie de 40 à 70 % . »*

La revue américaine *Foreign Affairs* revient sur ce point dans un article de mai 2009 :

*"Quelles que soient leurs structures légales, les grandes entreprises, dans tous les secteurs qui sont au cœur de l'économie chinoise, appartiennent à ou sont contrôlées par l'Etat : l'énergie et sa distribution, le pétrole, le charbon, l'industrie pétrochimique, les télécommunications, l'armement, l'aviation et la construction maritime, l'industrie automobile, le bâtiment, les technologies de l'information et la production de fer, d'acier et de métaux non ferreux. Les chemins de fer, la distribution de céréales sont aussi dominés par l'Etat. De plus, les entreprises d'Etat trouvent leur directeur dans les mêmes couches que celles dont sont issus les responsables gouvernementaux.*

*De plus, l'Etat exerce son contrôle sur l'essentiel restant de l'économie, par le biais du système financier, en particulier les banques. A la fin de 2008, les prêts*

*se montaient à près de 5 000 milliards de dollars et la croissance des prêts pour l'année se montait à 19 %. En d'autres termes, les prêts sont sans doute aujourd'hui la principale force économique en mouvement en Chine. Les principales institutions financières chinoises appartiennent à l'Etat, la Banque populaire de Chine leur assigne des quotas de prêts pour chaque année et ceux-ci sont fournis en fonction des priorités fixées par l'Etat (...).*

*Les interventions gouvernementales faussent en permanence les prix de produits de base ; c'est lui qui fixe et refixe les prix pour tous les services clés : santé, éducation, transports. En même temps, les fluctuations monétaires sont strictement contrôlées : les mouvements quotidiens du yuan vis-à-vis du dollar ne doivent jamais dépasser 0,5 %. Le marché en Chine ne détermine pas véritablement les prix de vente de la plupart des marchandises (...). La Chine est officiellement engagée dans un processus de restructuration de son économie. Mais cet effort ne présente aucune des caractéristique d'une réforme de marché."*

C'est là que le bât blesse pour le commentateur bourgeois : malgré tout ce qui a été fait en ce sens, ce n'est pas le "marché" qui détermine ce qui se passe dans l'économie chinoise. Ce sont encore les orientations de l'Etat qui en décident. Cet Etat fondé sur la propriété sociale est, on l'a vu, géré par une bureaucratie parasitaire qui ouvre la voie à la restauration capitaliste. Il n'en reste pas moins que l'offensive de l'impérialisme pour ouvrir définitivement la voie au marché nécessite que soit remis en cause le monopole du pouvoir de la bureaucratie. C'est là un facteur de crise dans la bureaucratie elle-même.

### **La propriété collective de la terre**

Ce qui vaut pour l'industrie et les services vaut aussi pour la terre : le régime actuel de la propriété de la terre est issu de la révolution de 1949 (10).

En juin 1950 est promulguée la loi sur la réforme agraire qui doit confisquer la terre des grands propriétaires (ils sont environ 15 millions, famille comprise) et la redistribuer aux 300 millions de paysans (pauvres et moyens) qui en sont privés ou qui en ont trop peu. Ces gros propriétaires sont les notables ruraux qui ne travaillent pas eux-mêmes leurs terres. En moins de trois ans, près de 50 % des terres vont changer de mains et la proportion des paysans pauvres passera de 60 % à 30 %.

En 1956, la propriété collective des terres est véritablement instaurée (fin 1956, 95 % des familles paysannes travaillent alors dans des fermes collectives).

La politique de la bureaucratie accélère la collectivisation et la constitution d'unités de production agricoles (communes populaires) au-delà des possibilités que permet l'industrialisation du pays. Et le cours imprimé autoritairement par le pouvoir bureaucratique imposant sa volonté sans partage aboutit à des catastrophes, à la famine au début des années 1960. C'est pourquoi les réformes lancées par Deng Xiaoping il y a trente ans sont d'abord bien accueillies par les paysans.

Ces réformes instituent un système de responsabilité familiale, qui replace le foyer paysan sur de petites parcelles, ce qui conduit en dernière analyse à la remise en cause de la propriété collective de la terre. Néanmoins, les dirigeants successifs n'ont pas eu la force de s'attaquer jusqu'au bout à la propriété collective de la terre.

Le 12 octobre 2008, le comité central adopte un texte qui jette les bases d'un début de privatisation des terres, l'argument avancé étant d'accorder davantage d'autonomie aux paysans en leur confiant une prétendue gestion des terres. Mais c'est au moment où la crise financière est devenue économique et généralisée, elle commence à faire des ravages en Chine et le ministre de l'Agriculture insistait alors sur deux faits : les 60 % de la population chinoise qui vivent à la campagne risquent de voir leurs revenus diminuer bientôt, car les coûts de la production agricole ont beaucoup enflé et l'argent envoyé au village par les travailleurs

migrants va beaucoup diminuer en raison des licenciements massifs dans les entreprises liées aux exportations. Les discussions et oppositions à ce texte ont été vives et finalement il ne satisfait pas les cercles du capital américain si l'on considère ce cri du cœur lancé par le journal américain *The Christian Science Monitor* (28 octobre) :

*“M. Hu, abattez cette muraille ! Le dirigeant chinois Hu Jintao n'a jamais été aussi près d'abattre cette grande muraille qui protège un vestige essentiel du communisme : la propriété d'Etat de toutes les terres. Mais il s'est arrêté net au moment de choisir la propriété privée.”*

Le 12 octobre, donc, tout le monde attendait le communiqué du comité central sur l'affaire et *“le commerce sans restriction des baux des terres — achat et vente — et le passage d'une durée de trente ans à soixante-dix ans de ces baux”* (*New York Times*, 16 octobre), mais rien ne vint ! Il fallut attendre une semaine pour lire enfin un communiqué officiel de l'agence Xinhua qui réaffirme la propriété collective de la terre, mais prévoit, pour les paysans, un système légal de location, transfert ou échange des droits d'usage de la terre. De vives oppositions ont surgi au plus haut niveau au sujet de cette réforme. En 2006, déjà, l'examen d'une loi sur la propriété privée avait été repoussée par le Parlement chinois. La tendance à la restauration de la propriété privée est bien contenue dans cette réforme rurale, mais le grand pas reste à franchir.

La résistance des paysans pour défendre leur droit à l'exploitation collective de la terre a bien évidemment contribué aux divisions au sein de la bureaucratie qui ont retardé la publication de ce communiqué. En effet, quelque temps avant cette discussion, en décembre 2007, des dizaines de milliers de paysans de 150 villages dans trois provinces différentes ont déclaré qu'ils reprenaient leurs terres dont ils avaient été chassés illégalement.

On estime à près de 40 millions le nombre de paysans qui ont perdu tout ou partie de leurs terres depuis 1987.

### **L'économie chinoise dans l'économie mondiale**

Dans les dernières années, la Chine a été fréquemment qualifiée d'*“atelier du monde”*. *“Atelier du monde”*, c'est le rôle que donnait Marx à la Grande-Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle, à l'époque du tempétueux développement du capitalisme fondé sur l'industrialisation dont le capitalisme britannique était le centre et le moteur.

N'en déplaise aux chantres d'un G 2 (d'un monde bipolaire Amérique-Chine), la Chine du début du XXI<sup>e</sup> siècle n'a rien à voir avec cela. Ce que l'on peut dire, c'est que la place qu'elle tient dans l'économie mondiale telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, c'est celle du *“plus grand atelier de montage et d'assemblage”* du monde. Le principal ressort du dynamisme du secteur exportateur, c'est que sont rassemblés et traités en Chine des matières premières, des produits semi-finis (dont une large fraction est importée) qui sont transformés en marchandises destinées à l'exportation dans des entreprises qui appartiennent — ou qui sont largement contrôlées — par le capital financier international. Rappelons que pour 60 % ces exportations ne sont pas chinoises, mais étrangères. Si l'exportation a été le facteur principal de la croissance, elle a en même temps faussé le développement de l'ensemble de l'économie. On souligne toujours le surplus commercial de la Chine dans ses rapports avec les Etats-Unis, mais la Chine a un déficit commercial dans ses échanges avec le reste du monde, provoqué par le fait que, dans la mesure où l'ensemble de son économie n'a pu avancer au rythme du secteur exportateur, il lui a fallu importer de plus en plus de matières premières, de produits semi-finis et d'énergie. Son *“avantage compétitif”* tient avant tout au niveau extrêmement bas des salaires, qui fait de la Chine le lieu privilégié des délocalisations.



Des produits “Made in China” inondent le marché mondial, mais ce ne sont des produits “chinois” que par la force de travail du prolétariat chinois qui y est intégrée.

Ainsi, le rôle, en un sens essentiel, que l’économie chinoise tient dans l’économie mondiale, et qui explique que les dirigeants de l’impérialisme mondial — et d’abord américain — s’alarment du risque d’un effondrement chinois, ne procède pas d’une puissance fantastique de la Chine, mais de la place qui lui est assignée dans la division mondiale du travail, dictée par un marché mondial structuré sur la base de la propriété privée des moyens de production. Et ce marché mondial est entré dans une phase de plus en plus accentuée de dislocation. De ce fait, quand la capacité d’adsorption des marchés se réduit, quand les multinationales réduisent leur production, elles retirent brutalement leurs capitaux de Chine, jetant des millions d’ouvriers au chômage.

Dire cela n’est en rien nier le développement économique de la Chine depuis 1949, développement impensable sans le développement gigantesque de la “*principale force productive elle-même*”, le prolétariat, et qui ne peut se comparer avec celui d’aucun autre pays ex-colonial et dominé, qui est le produit de l’expropriation des moyens de production.

C’est donc sur la base d’une industrialisation qui aurait été irréalisable dans le cadre du maintien de la domination capitaliste qu’a, au cours des dernières décennies, été réalisée la pénétration des capitaux de l’impérialisme et que repose la croissance du secteur exportateur. En retour, ce dernier parasite et distord cette base industrielle.

Quelques chiffres et quelques faits suffisent pour rétablir la réalité des rapports entre la Chine et l’impérialisme mondial, en particulier l’impérialisme américain.

Le facteur essentiel de mesure de toute économie est celui de la productivité.

“*Toute économie est une économie de temps*”, soulignait Trotsky dans *La Révolution trahie*. N’oublions pas à ce sujet que, compte tenu de la population de l’un et de l’autre pays, la Chine pourrait produire en volume autant que les Etats-Unis avec une productivité cinq fois moindre.

Simple hypothèse d’école pour l’examen de la situation actuelle : la production totale de l’économie chinoise représente au mieux (et selon le mode de calcul le plus favorable, celui de la parité du pouvoir d’achat) le quart de la production américaine. La productivité aux Etats-Unis est quinze fois supérieure à celle de la Chine.

C’est dans ce contexte qu’il faut apprécier le fait que

“*la Chine soit devenue l’un des acteurs mondiaux principaux, qu’elle consomme environ un tiers des ressources mondiales en fer, en acier et en charbon, et qu’elle a accumulé des réserves en devises qui dépassaient 1 000 milliards de dollars en 2006*” (*Foreign Affairs*, janvier 2008).

La même revue indiquait :

“*Le rapport entre les Etats-Unis et la Chine constituait le rapport bilatéral le plus important du monde. A eux deux, les Etats-Unis et la Chine représentent plus de 30 % du PNB mondial (mais dans ces 30 %, les Etats-Unis comptent pour les trois quarts, voire les quatre cinquièmes — NDT).*

*En 2008, le commerce bilatéral entre la Chine et les Etats-Unis se montait à 409 milliards de dollars (surpassant les 206 milliards d’échanges entre les Etats-Unis et le Japon) et les exportations chinoises aux Etats-Unis représentent 7,7 % du PNB chinois. Fin 2008, Pékin était le plus grand détenteur de bons du Trésor américain en détenant pour la valeur 700 milliards.”*

Mais encore une fois, la véritable question est : dans quel sens s’établit cette “*relation bilatérale*” ?

*The Economist* (24 octobre 2009) consacrait son éditorial à cette relation :

“*La Chine est devenue le plus grand prêteur des Etats-Unis par l’achat de ses bons du Trésor. En théorie, cela lui permettrait de torpiller l’économie américaine. Mais cela ne tient pas compte du pouvoir destructeur et hautement*

*dangereux pour les dirigeants chinois qu'une telle liquidation de la dette américaine aurait pour la réserve de dollars chinois (...). C'est pourquoi la Chine continuera à prêter aux Etats-Unis et que ce n'est pas de sitôt que le yuan deviendra une monnaie de réserve."*

Un économiste de Hong-Kong résume la situation en écrivant :

*"Le problème structurel de l'économie chinoise peut être décrit en une phrase : la Chine produit dans des entreprises financées par l'investissement étranger qui produit à partir de bas salaires pour les marchés étrangers, ceux-ci paient en dollars qui ne sont pas utilisés dans l'économie nationale."*

C'est pourquoi les conséquences catastrophiques de la réduction de la production dans les secteurs exportateurs ont conduit à une baisse générale du taux d'activité qu'enraient péniblement le vaste plan de relance de 450 milliards d'euros décidé par le gouvernement chinois.

### **Qui menace qui ?**

À de multiples reprises, la presse internationale souligne que les dépenses militaires chinoises ne cessent d'augmenter. Quelle est la réalité ?

Les Etats-Unis accroissent un encerclement de fait de la Chine, non seulement par la mise en place de bases militaires, mais par des alliances militaires — comme celle nouée avec l'Inde sur le terrain nucléaire — et par le fait que les feux de la guerre menée par l'impérialisme américain — dont le foyer est en Afghanistan et maintenant au Pakistan — gagnent les confins de la Chine et se combinent avec l'attisement des problèmes ethniques et régionaux.

Si l'on en vient aux problèmes des puissances militaires comparées, il n'est pas sans intérêt de prendre en compte un tableau établi par l'OCDE, sur la base des projections les plus favorables à la Chine, puisqu'il s'agit, pour ce qui est de la puissance de l'économie chinoise, d'une progression fondée sur une projection mécanique des taux de croissance actuels jusqu'en 2020 ou 2030, où, selon ces projections, le PNB chinois dépasserait en 2020 celui des Etats-Unis.

Même dans ce cas, il n'en serait rien pour les dépenses militaires (11). L'estimation faite par l'OCDE (12) est la suivante :

### **Progression des dépenses militaires**

<b>Dates</b>	<b>Chine</b>	<b>Etats-Unis</b>	<b>OCDE</b>
2003	60	417	740
2010	88	482	843
2015	121	554	962
2020	152	628	1 089

Ces chiffres donnent toute sa portée à l'affirmation d'un journaliste américain :

*"Si la Chine poursuit sa croissance économique impressionnante dans les prochaines décennies, les Etats-Unis et la Chine s'engageront probablement dans une compétition intense sur le terrain de la sécurité avec un risque de guerre considérable."*

C'est à partir de cette réalité qu'il faut comprendre l'affirmation :

*"L'administration Obama doit demander de Pékin un engagement ferme sur l'ouverture aux investisseurs étrangers de ses firmes contrôlées par l'Etat (...). En tout état de cause, des réformes orientées vers le marché doivent devenir le but ultime et l'administration Obama doit continuer à faire pression pour une plus grande libéralisation."*

Répétons-le une fois encore, cela nous ramène à la place de la bureaucratie. Celle-ci est contre-révolutionnaire et n'existe que pour autant qu'existe la propriété sociale qu'elle parasite. Le monopole de son pouvoir politique est pour elle essentiel. L'offensive de l'impérialisme aujourd'hui visant à remettre en cause le

régime fondé sur la propriété sociale met à l'ordre du jour la remise en cause le monopole de son pouvoir. C'est un élément de crise en son sein.

La résolution du secrétariat international précise :

*« La bureaucratie est déchirée, mais comme un tout, elle est restaurationniste.*

*Dans ce processus, la bureaucratie comme un tout — bien qu'elle ne soit pas identique à la bureaucratie stalinienne par les conditions historiques de sa formation — se comporte, conformément à l'analyse que fait Trotsky dans La Révolution trahie et dans Défense du marxisme, comme le fourrier de la restauration capitaliste en Chine. Elle relaie ses exigences, ouvre la voie au démantèlement de la propriété sociale, ce qui ne signifie pas qu'elle le fasse sans contradictions. Dans Défense du marxisme, Trotsky évoque ce qu'il appelle le "caractère double" de la fonction de Staline. Il écrit : "Staline sert la bureaucratie et par là même la bourgeoisie mondiale, mais il ne peut servir la bureaucratie sans préserver le fondement social que la bureaucratie exploite dans ses propres intérêts. Dans cette mesure, Staline défend la propriété nationalisée contre l'impérialisme et contre les couches trop impatientes et trop avides de la bureaucratie. Il réalise cependant cette défense par des méthodes qui préparent l'effondrement général de la société soviétique. C'est pourquoi il faudra renverser la clique stalinienne. Mais c'est le prolétariat révolutionnaire qui doit la renverser. Il ne peut confier cette tâche aux impérialistes. Le prolétariat défend l'URSS contre l'impérialisme, malgré Staline." Il faudrait, pour préciser dans quelles conditions cette citation s'applique à la Chine d'aujourd'hui, mesurer où se situent les couches trop impatientes et trop avides de la bureaucratie, où se situent les couches qui cherchent à leur façon à défendre la propriété nationalisée contre ces couches trop impatientes et trop avides de la bureaucratie. Il est difficile d'apprécier la place des unes et des autres (par ailleurs mouvantes selon les circonstances), mais, c'est une certitude, les convulsions et les contradictions de la politique du Parti communiste chinois montrent bien que ces composantes sont à l'œuvre. La pression de l'impérialisme américain contraint la bureaucratie chinoise à ouvrir de plus en plus le pays à l'impérialisme. C'est cette situation qui voit se développer les contradictions au sein de la caste parasitaire. Les différentes fractions ont en commun la volonté de maintenir leurs positions sociales privilégiées, qui a pour base le monopole du pouvoir politique. Mais la crise mondiale, la dépendance accrue de la Chine au marché mondial dominé par le capital et la résistance de travailleurs poussent chacune des fractions bureaucratiques à chercher les issues pour se préserver, les voies pour se préserver sous différentes variantes : ouverture plus grande aux capitaux étrangers, maintien de la situation, réformes et démocratisation, illusoire retour à Mao, etc., sont autant de "solutions" s'inscrivant toutes dans le maintien du monopole politique de la bureaucratie expropriatrice du prolétariat. Cela renforce le fait que, du point de vue de la classe ouvrière mondiale, et donc du point de vue de la IVe Internationale, tout se concentre précisément dans la défense de la propriété sociale, donc dans le mouvement propre de la classe ouvrière sur cet axe » (ibidem).*

### **La classe ouvrière combat**

En restructurant, liquidant ou privatisant les entreprises d'Etat, en s'attaquant à la propriété sociale, les dirigeants du PCC et de l'Etat ont entraîné une débâcle sociale. Ils ont offert une main-d'œuvre sans défense et sans droits aux multinationales et aux entreprises privées qui ont poussé comme des champignons après la pluie. Cette main-d'œuvre a été avant tout formée par les travailleurs migrants. Mais la lutte des classes a ses lois. Cette politique qui a massé les travailleurs migrants surexploités dans les zones économiques spéciales a généré la résistance des travailleurs, conduits à combattre pour se préserver eux et leurs familles restées au village. La bureaucratie visait à diviser la classe ouvrière en un

secteur “à statut” — ceux qui étaient employés dans les entreprises d’Etat — et un secteur voué à l’exploitation sans frein — y compris directe — des multinationales. Aujourd’hui, le mouvement de la classe ouvrière est engagé, il pose de manière pratique la question de l’unité de la classe ouvrière sur la base aussi bien de la défense des droits que des salaires et des emplois, que la nécessité de combattre les privatisations.

Cette résistance des travailleurs aux “réformes” des entreprises d’Etat ou à la surexploitation dans les entreprises privées, étrangères ou joint-ventures, ne s’est jamais démentie. Au cours des dernières années, on a constaté une véritable explosion des grèves, pétitions, manifestations, à tel point que les chiffres de ces “*incidents de masse*”, comme les nomme le ministère de la Sécurité publique, ne sont plus communiqués... Les derniers chiffres officiels rendus publics concernaient l’année 2005 et faisaient état de 80 000 “incidents de masse” dans l’année, soit environ 300 par jour, dans un pays où le droit de grève n’est plus reconnu par la Constitution et où le droit de manifestation si strictement réglementé qu’il serait de fait réservé aux officiels ! Les représentants du syndicat officiel ACFTU, pour s’être rangés ouvertement du côté des directions quand ils existaient, se trouvaient exclus de ces mouvements et dans l’incapacité de les contrôler ou même en infléchir le cours.

Ces mouvements étaient de fait organisés dans les entreprises privées chinoises et étrangères par de jeunes délégués ouvriers, qui avaient recueilli la confiance de leurs collègues pour lancer une pétition et ne pas fléchir à la première menace ou se faire acheter par la direction. Les travailleurs prenaient leurs affaires en main et s’organisaient. Souvent, de jeunes ouvrières étaient à la tête des mouvements, de jeunes migrantes venues de la campagne qui non seulement avaient été scolarisées, mais aussi avaient appris de l’expérience de la génération précédente des travailleurs migrants et des conditions de leur surexploitation. Et ces travailleurs migrants, qui sont aujourd’hui 150 millions, ont vite appris que pour se défendre, seule l’action collective est efficace.

On a constaté au cours de l’année écoulée que des grèves se développaient dans un même secteur professionnel à travers plusieurs provinces ou villes et ne touchaient plus seulement une entreprise ou une autre : enseignants, chauffeurs de taxi en 2008, mineurs et sidérurgistes en 2009. De fait, il s’agit là d’une mise en cause directe de cette politique d’ouverture et de réforme qui se soumet aux injonctions des institutions et tenants de la propriété privée des moyens de production. La résolution du secrétariat international résume :

*« Depuis plusieurs années, on assiste en Chine à des développements considérables de la lutte de classe, ce que la bureaucratie reconnaît elle-même en donnant le chiffre des 80 000 “incidents de masse” par an. En réalité, parmi ces incidents de masse, et au-delà même de ceux qui sont répertoriés dans cette statistique, c’est par dizaine de milliers, voire davantage, que se mesurent chaque année les grèves ouvrières. Les tribunaux ont dû officiellement traiter 23 044 conflits du travail en 2008 (160 % de plus qu’en 2007). Ces grèves qui, généralement, s’engagent spontanément contre telle ou telle conséquence de l’ouverture au marché (l’insuffisance ou le non-paiement des salaires, les conditions de travail, les licenciements, etc.), mais aussi les phénomènes les plus spectaculaires de la corruption ont, dans bien des cas, abouti à des résultats pratiques qui, d’ores et déjà, remettent en cause le cadre juridique imposé par la domination bureaucratique.*

*C’est ainsi que dans nombre de cas, les autorités se sont vues contraintes de rentrer dans un processus de négociation collective qui n’existe pas juridiquement. Dans les faits, elles sont amenées à reconnaître la réalité de grèves qui n’ont pourtant aucune existence juridique dans la législation actuelle du pays. Dans bien des cas, satisfaction au moins partielle est donnée aux grévistes. Mais dans les derniers mois, un élément nouveau est apparu, dont il faut prendre toute la mesure : les grèves dans les aciéries d’Etat à Tonghua en*

*juillet et à l'aciérie d'Etat de Linzhou au mois d'août dernier ont abouti dans au moins deux de ces grandes entreprises de la sidérurgie à suspendre le processus de la privatisation. Or suspendre le processus de la privatisation (avec en l'occurrence — et cela fait partie des contradictions au sein de l'appareil — le soutien de fait de la direction de l'entreprise et de certains secteurs de l'appareil local), c'est de fait la forme concrète que revêt la marche à la révolution politique cherchant à préserver la propriété sociale. »*

### **D'où viendra l'issue ?**

Il est nécessaire d'apporter la plus grande attention, non seulement aux grèves en cours, mais à leur caractère.

### ***Des délégués élus à Chongqing***

Il y a d'abord eu la question des délégués ouvriers élus. Le 3 novembre 2008, à Chongqing, la quatrième plus grosse ville de Chine, 9 000 chauffeurs de taxi se sont mis en grève pour des revendications concernant les énormes forfaits qu'ils devaient verser aux compagnies de taxis, les interminables files d'attente pour faire le plein de leur véhicule, les amendes exorbitantes qui leur étaient infligées par la police municipale et la concurrence des taxis clandestins. Cette grève a duré deux jours. La plupart des compagnies de taxis sont privées et se sont constituées dans le courant des années 1990. Elles exploitent leurs chauffeurs à tel point qu'un chauffeur doit reverser les trois quarts de ses gains en location de véhicule et charges diverses à la compagnie. Le député-maire de Chongqing dit :

*“C'est probablement le commerce le plus rentable du monde.”*

La caractéristique de cette grève, c'est que des négociations ont eu lieu directement avec les délégués des chauffeurs, que ces négociations ont été retransmises en direct sur la chaîne de télévision municipale et qu'il y a eu engagement de la municipalité à satisfaire les revendications (13). La grève des taxis de Chongqing fit tache d'huile : autre grève ou manifestation de chauffeurs de taxi le 10 novembre dans la province de Hainan, où des centaines se sont rassemblés devant la municipalité pour demander que soit respectée la réglementation sur les frais de location des véhicules auprès des compagnies privées ; et dans la province de Gansu, ils se sont mis en grève et ont manifesté ; le 23 novembre, c'est dans le Hunan que les chauffeurs ont arrêté le travail, revendiquant la baisse des frais de location et des taxes ainsi qu'une prise en charge de leurs primes d'assurance par la municipalité ; le 24 novembre, à Guangzhou (Guangdong), des chauffeurs se sont heurtés à la police lors d'une manifestation contre une agression commise sur un chauffeur par un bureaucrate local, et le 1<sup>er</sup> décembre, 10 000 taxis de cette ville se sont mis en grève. Et encore en juin, 5 000 taxis en grève manifestaient dans la capitale du Qinghai pour ne pas être à la merci des compagnies privées...

### ***Des grèves de professeurs à caractère national***

Les grèves de professeurs démarrèrent dans un canton du Sichuan le 23 septembre 2008, se sont poursuivies dans plusieurs autres cantons à partir du 6 octobre, puis se sont étendues à six autres provinces, généralement des provinces pauvres (Mongolie intérieure, Shanxi, Hunan...). Les revendications ? Le 23 septembre, les professeurs de la région de Pi massivement en grève exigeaient l'application de la loi nationale sur les rémunérations, les portant au niveau de celles d'un fonctionnaire local. Au bout de trois jours de grève, ils obtinrent satisfaction. Dans la province du Hunan, ils sont plus de 3 000 en grève dans le canton de Shaodong le 1<sup>er</sup> décembre et plus de 2 000 à Lianyuan, le 9 décembre. Au total, une cinquantaine de grèves et une dizaine de délégations porteuses de pétitions

ont été recensées, par exemple de retraités de l'enseignement. Généralement, les professeurs souffrent de conditions de travail de plus en plus difficiles pour des salaires très bas, car ils sont payés sur les finances des gouvernements locaux. Ils se plaignent par exemple de voir leurs salaires payés en retard, amputés d'office pour combler des déficits ou trous budgétaires, et d'être victimes de chantage au licenciement s'ils protestent.

### ***La signification des grèves récentes dans les entreprises d'Etat contre les privatisations***

Plus significative encore est la grève en mars, à Chongqing, de près de 5 000 travailleurs de la manufacture textile d'Etat, qui ont manifesté contre la mise en faillite de leur usine et sa restructuration. Et c'est le 24 juillet qu'ont commencé grèves et manifestations dans l'aciérie d'Etat de Tonghua, puis trois semaines plus tard dans une seconde, toutes deux ayant pour objet la lutte contre la vente de ces entreprises à des groupes sidérurgiques privés. Alors que le président de l'Administration des biens de l'Etat, Li Rongrong, avait juré ses grands dieux, fin décembre 2008, qu'il fallait que les entreprises d'Etat donnent priorité au maintien de l'emploi et des salaires, voilà que le président de son administration dans la province du Jilin fait le forcing avec le gouvernement provincial pour vendre l'aciérie d'Etat de Tonghua au groupe sidérurgique privé Jianlong.

Le magazine économique britannique *The Economist* écrivait (30 juillet) :

*“L'opposition des travailleurs aux privatisations et aux licenciements est largement répandue, mais prend rarement une tournure aussi brutale qu'en ce 24 juillet dans la province du Jilin, au nord-est de la Chine, lorsque les travailleurs d'une aciérie ont pourchassé et tué un directeur qui était venu leur annoncer que la privatisation imminente de leur aciérie allait entraîner des licenciements massifs. Des organisations de droits de l'homme basées à Hong-Kong rapportent que 30 000 travailleurs ont pris part à cette protestation, mais les officiels affirment que le chiffre n'était pas aussi élevé.”*

Et cet article titré *“Il faut trouver une voie d'arbitrage”* se concluait ainsi :

*“Le jour même de l'incident, le gouvernement provincial donnait l'ordre à Jianlong de renoncer à son rachat de l'aciérie d'Etat. Apaiser les travailleurs qui protestent peut aider à revenir au calme, mais en l'absence d'authentiques syndicats ou d'une meilleure application de la loi, cela peut aussi encourager à d'autres protestations.”*

Ainsi, la privatisation était repoussée ! Et du 11 au 15 août, à l'aciérie d'Etat de Linzhou (province du Henan), des centaines, voire des milliers de travailleurs ont occupé leur usine, prenant en otage un officiel de l'Administration des biens de l'Etat, pour refuser la restructuration et la reprise de leur usine par le groupe métallurgique privé Fengbao. Là encore, les autorités ont dû renoncer — au moins provisoirement — à leur projet de privatisation, cela dans des secteurs industriels clés, dans de vieux bastions ouvriers qui ont, malgré les coups reçus, maintenu une partie des conquêtes héritées de la révolution de 1949 et des années suivantes. A Tonghua, ce sont des soldats chinois démobilisés après la guerre de Corée qui ont fourni la main-d'œuvre de l'aciérie d'Etat, puis leurs fils et leurs filles. Tout emploi possible dans cette ville dépend depuis longtemps de l'aciérie, qui est la dernière grande usine d'Etat que la province veut revendre au privé. C'est donc pour interdire la reprise de leur aciérie à hauteur de 66 % par le sidérurgiste privé Jianlong programmée par le gouvernement provincial que, le 24 juillet, plusieurs milliers de travailleurs se sont mis en grève et ont manifesté avec les retraités et les familles par dizaines de milliers. Le gouvernement provincial avait déjà réussi à restructurer en 2001, puis en 2005, en séparant les écoles et les hôpitaux de l'entreprise d'Etat, détachant ainsi 19 500 employés sur les 35 000 travailleurs de l'aciérie.

A propos de la grève de Linzhou, le quotidien officiel du PC en langue anglaise

*China Daily* remarquait : “La plupart des travailleurs voient les privatisations comme un moyen de les mettre au rancart et de s’en débarrasser pour remplir les poches des riches et des puissants”, reconnaissant qu’il s’agit de liquider la classe ouvrière, en surnombre si l’on applique les principes de l’économie de marché, mais aussi que les “puissants” bureaucrates se nourrissent de la corruption et des pots-de-vin perçus en bradant aux “riches” milliardaires de l’industrie privée que la politique d’ouverture et de réforme a fait naître et croître depuis vingt ans.

Ces grèves dans les aciéries, c’est la défense des conquêtes déjà bien saccagées de la révolution chinoise de 1949, l’industrie propriété du peuple, contre les plans destructeurs de l’économie de marché mis en œuvre par les dirigeants du PC et de l’Etat. Mais c’est aussi une indication sur la nature du mouvement de la classe ouvrière chinoise. Le 22 août dernier — soit une semaine après la grève des sidérurgistes de Linzhou —, éclate une grève de 5 000 mineurs dans différentes mines des Charbonnages du Hunan contre la révision drastique des dispositions favorables du contrat de travail qui les lie à l’entreprise d’Etat, grève puissante puisqu’elle se poursuivra pendant plus de dix jours. Cette grève prend appui sur les mouvements contre les privatisations qui viennent d’avoir lieu.

Répetons-le, la suspension du processus de privatisation par le mouvement de la classe ouvrière est de fait la forme concrète que revêt la marche à la révolution politique cherchant à préserver la propriété sociale.

C’est cette menace montante de la révolution politique, cette menace de l’irruption du prolétariat chinois, une fois encore, “sur la scène où se joue son destin”, pour reprendre l’expression de Trotsky à propos de la révolution russe, qui constitue la crainte majeure non seulement de la bureaucratie, mais aussi de l’impérialisme.

C’est ce que reflète un article du *Telegraph* (15 novembre 2009), qui titre “La Chine est maintenant devenu le plus grand risque pour l’économie mondiale” :

*“Le président Obama a déclaré avant de se rendre en Chine que nous avons atteint l’un des tournants de l’histoire qui donnent la possibilité de prendre une route nouvelle. Ne pas prendre cette route conduirait à des tensions extrêmes dans les relations entre les Etats-Unis et la Chine. Faut-il y voir une menace ?”*

L’article poursuit en indiquant que les Etats-Unis, dans le cas d’une “guerre commerciale”, auraient l’avantage : ils peuvent fermer leurs marchés à la Chine. “Mais dans ce cas, la Chine s’effondrerait et ses villes seraient livrées à l’émeute.”

### **Une alternative historique est posée pour la prochaine période.**

La résolution du secrétariat international conclut :

*“Toute la contradiction de la situation tient à ceci : d’une part, la situation est marquée par un équilibre des plus instables de toutes les forces en présence. Impérialisme et bureaucratie ont à des degrés divers conscience que la mécanique engagée de l’ouverture de la Chine jusqu’au bout à la pénétration capitaliste prépare des processus de dislocation à côté desquels ceux engendrés en ex-URSS risquent de ressembler à un conte de fées.*

*D’où, d’une certaine manière, une tendance aussi bien dans les cercles dirigeants de l’impérialisme américain que dans l’appareil lui-même — tendance qui n’est par ailleurs pas homogène — à chercher à ralentir le rythme de la marche à la dislocation. Mais d’autre part, une mécanique est enclenchée, qui conduit inévitablement dans cette direction. L’impérialisme ne peut éternellement accepter qu’une bureaucratie chinoise qui n’a aucune justification historique décide, au gré de ce qu’elle considère comme la défense bien comprise de ses intérêts, de maintenir le yuan à une parité qui ne correspond pas aux intérêts bien compris de l’impérialisme américain. Ou encore, pour éviter l’explosion sociale généralisée, que la bureaucratie adopte une loi sur le travail qui, manifestement,*

*restreint les capacités de surexploitation de l'impérialisme. Ou encore cherche à sa façon à préserver en partie les marges exportatrices de l'économie chinoise.*

*De son côté, la bureaucratie elle-même, qui n'a aucune place historique, ne peut, en dernière analyse, que s'aligner sur les exigences de l'impérialisme. Que les délais soient plus ou moins ralentis ou accélérés, cela n'enlève rien à la ligne générale de ce développement de la situation. Par ailleurs, plus les délais sont prolongés, plus cela facilite d'une certaine manière la clarification des enjeux véritables, y compris du point de vue de la lutte des masses. Cela aboutit par exemple aux processus de la lutte de classe évoqués plus haut, et dont il n'y a eu aucun équivalent à cette échelle en ex-URSS avant la chute de la bureaucratie.*

*L'alternative historique dans la prochaine période reste donc plus que jamais posée dans les termes :*

*— ou bien la bureaucratie et l'impérialisme à laquelle elle se subordonne iront jusqu'au bout de la marche à l'ouverture de la Chine à la pénétration capitaliste, et alors c'est une certitude, il y aura non seulement privatisation-pillage et démantèlement de l'économie socialisée, mais il y aura, plus encore, dépeçage de la Chine, dislocation de la nation chinoise, avec les conséquences incalculables qui peuvent en découler ;*

*— ou bien les masses ouvrières et paysannes guidées par la classe ouvrière seront à même, par leur propre lutte de classe, de préserver la propriété sociale, de bloquer les processus de privatisation-démantèlement, incluant les processus de démantèlement de la nation, et alors chacun le comprend, la marche à la révolution politique en Chine, quelles qu'en soient les formes nécessairement imprévues et imprévisibles, s'inscrira comme un maillon majeur de la révolution prolétarienne mondiale."*

Nous avons soulevé au début de cet article la question des relations Chine-Etats-Unis. La Chine et les Etats-Unis ne sont pas fondés sur le même régime de propriété. Il est de ce point de vue hautement significatif que la prochaine Conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation convoquée à Alger en novembre 2010 ait été initiée conjointement par des militants chinois et américains. C'est en effet un appel commun de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et de militants de ces deux pays qui a formulé en janvier 2009 la proposition de cette conférence. S'exprime ainsi l'unité mondiale de la lutte de classe.

Aux Etats-Unis, la classe ouvrière est confrontée à la politique visant à intégrer les organisations aux plans de destruction des emplois et de remise en cause de ses conquêtes sociales. La préservation de l'indépendance de ses organisations est au cœur des débats et de l'action dans le mouvement ouvrier américain, par exemple contre la signature des accords de remise en cause de ses conquêtes, d'accompagnement des licenciements, comme celui signé par la direction de UAW de l'automobile (voir l'article d'Alan Benjamin).

En Chine, la classe ouvrière engagée dans un mouvement pour sa défense, pour sa survie comme classe, est et sera de plus en plus amenée à poser la question de son droit à l'organisation indépendante. L'organisation indépendante de la classe ouvrière chinoise, seule force sociale capable de défendre la propriété sociale, et par là même d'empêcher la dislocation de la Chine, est un enjeu de la lutte de classe internationale.

On le sait, la conférence d'Alger n'est pas organisée sur la base des positions de la IVe Internationale ni sur son appréciation des processus en cours en Chine. Elle sera, comme l'ont été toutes les conférences de l'Entente internationale, un cadre de libre débat, de confrontation, d'action commune entre les militants de toutes tendances du monde entier qui entendent se situer sur le terrain de classe et mener le combat pour la préservation et la reconquête de l'indépendance du mouvement ouvrier. De ce point de vue, la conférence mondiale sera, c'est une certitude, une



aide au combat de la classe ouvrière chinoise pour sa libre organisation contre la politique de démantèlement de la propriété sociale. C'est un enjeu de la lutte de classe internationale, de la lutte contre le système qui porte en lui la guerre et l'exploitation.

**Olivier Doriane**

(1) Rapport du département d'Etat, octobre 2009.

(2) Le Septième Congrès mondial de la Quatrième internationale a procédé à l'élection d'un conseil général et d'un secrétariat international. Ce dernier, composé de militants venant de sept pays, se réunit tous les mois pendant deux jours.

(3) Cette pression peut prendre les formes les plus diverses, allant des accusations de cyber-espionnage à des campagnes de presse sur le budget des dépenses militaires chinoises, ou encore des plaintes auprès de l'OMC. Récemment, une plainte a ainsi été déposée sur les importations de pneus chinois aux Etats-Unis, alors qu'il s'agit pour 60 % de pneus fabriqués en Chine, par des multinationales américaines notamment.

(4) La théorie de la révolution permanente élaborée par Léon Trotsky dans les débats au sein de la social-démocratie russe au début du XXe siècle, puis dans la lutte contre la bureaucratie stalinienne, a entre autres démontré comment, au stade de l'impérialisme, seule la classe ouvrière peut réaliser les tâches démocratiques bourgeoises que la bourgeoisie n'est plus à même de réaliser, que, réalisant ces tâches démocratiques, la classe ouvrière est amenée à poser la question de son propre pouvoir et de la transformation socialiste de la société. De là découle dans la lutte politique la nécessité de l'indépendance absolue de la classe ouvrière vis-à-vis de la bourgeoisie, y compris dans les pays dominés par l'impérialisme.

(5) Voir notamment à ce sujet le livre de H. Isaacs, *La tragédie de la révolution chinoise*.

(6) L'Organisation communiste internationaliste était à l'époque la dénomination de la section française de la IVe Internationale.

(7) La puissance révolutionnaire de ce texte n'était cependant pas dégagée de la gangue des illusions. Non seulement, c'est évident, à l'égard de Mao, mais à l'égard de l'appareil dans son ensemble. L'affirmation selon laquelle les ouvriers pourraient diriger l'Etat sans remettre en cause le monopole du pouvoir politique du PCC, et par là de la bureaucratie, était une illusion. Elle coûtera d'ailleurs cher aux jeunes Gardes rouges chinois, écrasés ensuite par l'armée.

(8) *Guanyin hongqi* ("Drapeau rouge" du Comité d'impression de Canton), publié par le Comité d'impression de la grande alliance révolutionnaire de la classe ouvrière, n° 5, mars 1968.

(9) Tous les apologistes du système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production affirment que la cause est entendue : l'histoire de la Chine dans ces trente dernières années en tout cas, c'est celle de la réussite du "*capitalisme à la chinoise*" (même si, selon eux, cette réussite est fragile et qu'il y a encore bien du chemin à parcourir).

Tous les courants qui, nés dans le mouvement ouvrier, se subordonnent à l'impérialisme, leur emboîtent le pas. C'est le cas pour le Secrétariat unifié — qui s'intitule frauduleusement IV<sup>e</sup> Internationale — et ses partisans, pour qui la restauration du capitalisme est chose faite en Chine. Comme on le verra, pour les porte-parole sérieux de l'impérialisme, les choses sont plus compliquées que dans la version propagandiste qu'acceptent tous ceux qui ont renoncé à analyser la situation en termes de classes.

(10) Ce que dit la Constitution : *“Article 10 : Dans les villes, la terre est propriété d'Etat. À la campagne et dans les banlieues des villes, elle est propriété collective, exception faite de celle qui, en vertu de la loi, est propriété d'Etat ; de même, les terrains pour construire des logements et les parcelles de terre cultivable ou montagnaise réservées à l'usage personnel sont propriété collective. Dans l'intérêt public, l'Etat peut, selon les dispositions de la loi, exproprier et réquisitionner la terre pour cause d'utilité publique et moyennant indemnité.*

*Nulle organisation, nul individu ne peut s'approprier des terres, les vendre, les acheter, les donner à bail ou les céder illicitement à autrui sous diverses formes. Nulle organisation, nul individu ne peut s'approprier des terres, les vendre, les acheter ou les céder illicitement à autrui sous diverses formes. Le droit d'utiliser des terres peut être cédé conformément à la loi.”*

(11) La croissance des dépenses militaires, la politique militariste, le développement de l'économie de guerre, l'occupation militaire des pays, le pillage de leurs ressources naturelles sont des caractéristiques de l'impérialisme, c'est-à-dire du capitalisme à son stade pourrissant. L'économie d'armement ne joue pas le même rôle dans un pays fondé sur la propriété sociale. Si l'économie d'armement est d'un certain point de vue un volant d'entraînement pour l'économie capitaliste en crise, il est, pour un pays fondé sur la propriété sociale, une charge et un facteur de dislocation de l'économie. Cette pression militaire, qui met en cause la souveraineté de la Chine, pousse la bureaucratie, pour des raisons qui lui sont propres et par les moyens qui sont les siens, à chercher à se donner les moyens de sa défense.

(12) Pour l'OCDE, un affrontement militaire avec la Chine concernerait toutes les “puissances occidentales”. D'où le fait que sous le sigle de l'OCDE, elle donne la progression des dépenses militaires pour tous les pays de l'OCDE.

(13) La seule réaction connue de l'ACFTU (All China Federation of Trade Unions, syndicat unique officiel en Chine, dépendant du PCC) fut d'envoyer, dix jours après le début de la grève, une note à toutes les compagnies de taxis pour leur demander de mettre en place des sections syndicales dans leur entreprise, insistant sur le rôle de ces sections pour éviter les grèves. Le quotidien chinois *Southern Metropolis Daily* pose cette question : *“Même si des syndicats de taxis sont institués, est-ce qu'ils ne vont pas être contrôlés par les municipalités et les patrons et passer à côté des intérêts des chauffeurs ?”* Et *Asia Times* rappelle qu'en 2005 le syndicat ACFTU de Chongqing a refusé une demande de constitution de syndicat par les chauffeurs de taxi au motif qu'ils devaient passer par leurs compagnies de taxis. Le délégué des chauffeurs d'alors, Yang Xiaoming, perdit son travail pour cause de pétition défendant les droits des chauffeurs. En Chine comme ailleurs, la question de la libre organisation des travailleurs dans l'organisation de leur choix est déterminante.

## **Quelques éléments sur la crise de l'impérialisme américain et les tâches de la IVe Internationale aux Etats-Unis**

*“Vouloir raisonner sur le sort de l'Europe et du prolétariat mondial sans tenir compte de la force et de l'importance des Etats-Unis, c'est, dans un certain sens, compter sans le maître. Car le maître de l'humanité capitaliste, c'est New York et Washington, c'est le gouvernement américain” (1).*

Ces paroles de Léon Trotsky, prononcées il y a 85 ans, restent d'une brûlante actualité au moment où la crise du régime de la propriété privée des moyens de production apparaît de plus en plus comme une crise de la domination impérialiste dans son ensemble, et singulièrement comme la crise de la domination de l'impérialisme américain lui-même.

Sans prétendre faire ici une analyse nécessaire d'ensemble sur le moment de la crise de domination impérialiste à l'échelle mondiale, sans laquelle on ne peut pas comprendre la situation aux Etats-Unis et nos tâches, il convient donc de donner quelques éléments sur cette crise. De les donner en comprenant pleinement la méthode du marxisme : l'analyse des *“conditions de l'évolution telles qu'elles se forment sans nous et indépendamment de notre volonté, afin de les comprendre et d'agir sur elles par notre volonté active, c'est-à-dire par notre volonté de classe organisée. Ces deux côtés dans notre façon marxiste d'aborder l'histoire sont indissolublement liés” (2).*

Il s'agit donc ici de donner quelques éléments sur les développements récents de la crise de domination de l'impérialisme américain et de l'administration Obama un an après son installation à la Maison-Blanche, afin de présenter quelques éléments de l'activité de *Socialist Organizer*, la section de la IVe Internationale aux Etats-Unis.

Les développements de ces derniers mois restent indiscutablement marqués par les conditions de l'élection d'Obama, conditions sur lesquelles sont largement revenues les *Notes politiques adoptées par le Septième Congrès mondial de la IVe Internationale*. Ces *Notes* soulignaient notamment :

*« Dans l'année qui vient de s'écouler, la crise de l'impérialisme n'a fait que s'approfondir. Crise d'ensemble de domination du système capitaliste parvenu dans sa phase de décomposition et de putréfaction, elle se réfracte d'abord et avant tout dans la crise même de l'impérialisme le plus puissant, celle de l'impérialisme des Etats-Unis. Cette crise s'est manifestée d'une manière spectaculaire dans les conditions mêmes de l'élection d'Obama (...). La classe capitaliste américaine, divisée, pouvait (et même avait intérêt pour une large part à) opter pour l'élection d'un candidat démocrate. La crise en cours exigeait d'imposer des coups brutaux à la classe ouvrière et à ses organisations, tâche pour laquelle un président démocrate, du fait notamment des liens avec les syndicats, pouvait être plus adapté. Mais les conditions d'élection d'Obama n'étaient pas prévues.*

*Indépendamment et au-delà de ses positions politiques personnelles, Obama a été, d'une certaine manière, imposé comme représentant du Parti démocrate par une mobilisation sans précédent des secteurs les plus populaires et les plus exploités de l'électorat démocrate, et en particulier l'électorat noir. Fait historique sans précédent : l'élection d'un Noir à la présidence des Etats-Unis a été imposée aux représentants de la classe capitaliste, qui, bien qu'ils reconnaissent en Obama un représentant de leurs intérêts, ne peuvent que s'alarmer des conditions dans lesquelles il a été élu, c'est-à-dire du rapport avec les espoirs, les aspirations que les masses exploitées et opprimées des Etats-Unis ont placés en lui, et qui, de ce fait, rendent paradoxalement plus difficile et plus instable la réalisation des tâches anti-*

*ouvrières et contre-révolutionnaires qu'ils attendent de lui. C'est ce qui explique les conditions de crise de cette élection (...). Mais ce qui explique aussi que, face à la crise mondiale grandissante, Obama et la classe capitaliste américaine s'expriment de manière divisée (...). Sur tous les sujets, Obama, pris en tenaille entre les engagements — aussi limités soient-ils — qu'il a pris et les exigences majeures et brutales de la classe capitaliste, se voit soumis à une pression considérable pour le faire capituler et s'aligner sur toute la ligne. L'élection d'Obama a jeté un trouble dans le mouvement ouvrier, et, en même temps, il (Obama) est confronté, "at home and abroad", à la résistance des masses. Car ne l'oublions pas, si l'impérialisme est l'époque des guerres et de la putréfaction du capitalisme, il est aussi l'époque des révolutions. »*

Ce qui s'est exprimé dans le mouvement de millions qui ont "imposé" Obama à l'appareil du Parti démocrate, comme candidat, puis comme président à la Maison-Blanche, et qui reste le caractère marquant de la situation aux Etats-Unis un an après, pose comme jamais — de façon objective et indépendamment de la conscience que puissent en avoir ces millions — ce qui est l'axe stratégique de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis depuis les années 1930 : la constitution d'un parti ouvrier indépendant, d'un parti du mouvement ouvrier rompant avec le Parti démocrate : un Labor Party, intégrant pleinement un parti noir indépendant de la composante nationale noire opprimée.

C'est dans ce cadre qu'il convient de saisir pleinement les derniers développements. Ainsi, l'annonce faite par Obama le 1<sup>er</sup> décembre de l'envoi d'un contingent de 30 000 soldats supplémentaires (accompagnée de l'exigence auprès de ses alliés de l'OTAN de l'envoi de 10 000 hommes de troupes) dans ce qu'il convient d'appeler le "bourbier afghan" n'est pas, comme on pourrait le croire, la simple "continuation" de la politique guerrière et barbare de Bush. Ou, plus exactement, elle l'est du point de vue des conséquences — atroces — pour le peuple afghan (comme pour le peuple irakien occupé). Mais elle ne l'est pas du point de vue des conditions dans lesquelles Obama est amené à prendre cette décision.

Quand Bush faisait pleuvoir un déluge de fer et de feu sur l'Irak et l'Afghanistan, il le faisait en réalisant derrière lui, d'une certaine façon, une "union sacrée" non seulement de toute la bourgeoisie américaine (on se souvient en particulier comment les parlementaires démocrates dirigés par Nancy Pelosi votèrent systématiquement les crédits de guerre), mais aussi d'une fraction des sommets du mouvement ouvrier sous la pression du Parti démocrate.

Obama, dont on sait à quel point ses promesses de retrait des troupes d'Irak ont joué un rôle majeur dans son élection, est amené aujourd'hui à cette "fuite en avant" dans les conditions d'un chaos permanent dans les sommets de la bourgeoisie américaine. Le même général McChrystal, nommé par Obama au commandement des opérations en Afghanistan, qui est à l'origine de l'exigence de l'envoi de 40 000 hommes supplémentaires, déclare qu'il "*ne sera peut-être pas capable de gagner la guerre en une décennie*", notait, le 8 novembre 2009, l'éditorialiste William Pfaff, ajoutant que "*l'opinion publique américaine ressent généralement des doutes au sujet de cette guerre, particulièrement dans l'électorat du président*".

En réalité, c'est sur tous les sujets majeurs de politique, extérieure comme intérieure, que l'administration Obama a montré ses déchirements. Guerre et "paix" en Afghanistan et en Irak, coup d'Etat militaire au Honduras, plan israélien sur les colonies, "réforme de la santé"... Pas un seul sujet, pas une seule grande question sur laquelle ne se sont multipliées les déclarations contradictoires d'Obama et d'Hillary Clinton, de leurs conseillers respectifs et y compris entre eux.

Certes, toutes les fractions de la bourgeoisie américaine sont d'accord sur un point : dans les conditions créées par l'élection d'Obama — et pour paraphraser Léon Trotsky dans *Europe et Amérique* —, les puissances impérialistes de la "vieille Europe" comme du Japon doivent être réduites "*à la portion congrue*". C'est le sens du diktat de la direction de General Motors au

gouvernement allemand, refusant (après avoir empoché quelques millions d'euros, et avec l'aide la Commission européenne) la vente de sa filiale Opel (3). Un signal adressé à toutes les bourgeoisies européennes.

Mais éliminer toute concurrence pour sauver les dividendes de Wall Street exige que la bourgeoisie américaine affiche un minimum d'unité. Et cela, répétons-le, dans les conditions créées par l'élection d'Obama, expression déformée et "électorale" de la recherche par les masses, et notamment par la classe ouvrière, d'une réponse à ses aspirations. Il est indispensable de comprendre que la puissance de ces aspirations n'a non seulement pas disparu un an après, mais, d'une part, qu'elle nourrit quotidiennement tous les processus de crise au sommet de l'administration Obama et de la bourgeoisie, et, d'autre part, qu'elle se réfracte et se prolonge dans le mouvement ouvrier.

Il serait bien entendu faux de ne pas voir dans la situation de la classe ouvrière américaine d'abord les conséquences tragiques de la politique capitaliste, relayée par les coups portés par l'administration Obama. Administration qui a d'ores et déjà versé 4 000 milliards de dollars à Wall Street et aux banques (cette somme incluant les sommes de la banque centrale, la Federal Reserve Bank). Au même moment, dans l'Amérique de "ceux qui peinent et ceux qui souffrent", il y a officiellement 16 millions de chômeurs, soit 10,2 % de la population active (l'AFL-CIO estimant que le taux de chômage réel est jusqu'à 5 % plus élevé compte tenu du grand nombre de chômeurs radiés des statistiques officielles). A ceux-là s'ajoutent 9,3 millions de travailleurs contraints à un emploi à temps partiel. Chez les Noirs (comme parmi les travailleurs d'origine immigrée d'Amérique latine), les pourcentages sont encore pires : 15,7 % de chômeurs et 13,1 % de travailleurs à temps partiel. Plus de 8 millions d'emplois ont disparu depuis le début de la "crise", tandis qu'une famille est expulsée de son logement toutes les 8 secondes. Et cela sans même parler des dizaines de milliers de travailleurs, de Noirs, abandonnés dans les "villes en toile de tente" et qui subissent le même sort que les milliers d'habitants (essentiellement noirs) de La Nouvelle-Orléans qui n'ont jamais pu retourner chez eux depuis le cyclone Katrina (2004).

Ces millions, qui ne sont autres que les électeurs d'Obama, n'ont pourtant pas renoncé aux aspirations du 4 novembre 2008. Ils se tournent plus que jamais vers ce "président noir" (4) qui leur a tant promis le "changement". Et ces aspirations sont à la racine des processus de résistance dans le mouvement ouvrier.

Une des illustrations les plus récentes en est la convention nationale de US Labor Against the War (5) (4 au 6 décembre 2009, Chicago), qui a vu de nouveaux syndicats rejoindre cette coalition, tandis que celle-ci réaffirmait son exigence de "*retrait immédiat des troupes américaines d'Irak et d'Afghanistan*" au lendemain même du discours d'Obama du 1<sup>er</sup> décembre.

Mais il faut également citer le vote unanime en faveur d'un système de sécurité sociale fondé sur le salaire différé ("Single Payer") lors du congrès national de l'AFL-CIO en septembre. Un vote qui n'était pas initialement prévu et qui était même contraire à la politique envisagée au début de l'année par la majorité de la direction de l'AFL-CIO. Celle-ci soutenait le projet d'"option publique" présenté initialement par Barack Obama, projet déchaînant pendant des mois une campagne haineuse financée à coups de millions de dollars par les compagnies d'assurances privées. Cela dans un pays où 49 millions de travailleurs sont privés de toute couverture de santé et où l'exigence d'une "réforme du système de santé" favorable aux travailleurs avait été au cœur du mouvement qui a conduit Obama à la tête de l'Etat.

Cette prise de position de l'AFL-CIO prend aujourd'hui toute sa signification (6), après que le Sénat des Etats-Unis a adopté de justesse, le 24 décembre, le projet de "réforme de la santé" d'Obama. Celui-ci, affirmant qu'il s'agissait là d'un vote "*historique*", n'a pu cependant masquer que ce vote avait été obtenu par l'abandon de "l'option publique", c'est-à-dire l'assurance fédérale détestée des compagnies privées par crainte de la remise en cause de leur

monopole absolu. Obama n'a pas pu non plus empêcher les critiques s'élever depuis son propre camp — les secteurs du Parti démocrate les plus liés aux sommets du mouvement syndical — qui ont vu dans cette “réforme” émasculée “*un rêve pour les compagnies d'assurances*”, comme l'a déclaré [Howard Dean](#), l'ancien gouverneur du Vermont.

“*Une mesure qui étend le monopole des assureurs sur le système de santé et transfère des millions de dollars des contribuables à des compagnies privées n'est pas vraiment une réforme de la santé*”,

a-t-il affirmé.

Obama et l'aile dirigeante de l'impérialisme américain avaient besoin des soixante voix du Sénat pour que cette “réforme de la santé” soit votée. C'est pourquoi Obama a convoqué les dirigeants syndicaux pour leur dire qu'ils devaient soutenir ce plan, sans quoi le fascisme serait à l'ordre du jour. C'est pourquoi les éditorialistes du *Financial Times* exigeaient que la “réforme” passe avant Noël, sans quoi ce serait l'arrêt de mort de la présidence Obama. Un abandon pur et simple de la “réforme de la santé” d'Obama – comme ce fut le cas aux débuts de la présidence de Bill Clinton – n'était absolument pas envisageable. Dans le contexte de la crise mondiale, avec un Parti républicain fracturé entre son aile traditionnelle et l'aile montante de Palin et des conservateurs religieux (unis par un seul point d'accord : en finir avec Obama), un coup fatal à la présidence d'Obama serait quelque chose d'insoutenable pour l'impérialisme. Il ne pourrait qu'alimenter de nouvelles dissensions, de nouvelles ruptures, y compris le surgissement de formations indépendantes de la classe ouvrière et des Noirs, échappant potentiellement au contrôle de la classe dominante. D'où cette « fuite en avant ».

Telles sont les conditions dans lesquelles sont amenés à combattre les militants de Socialist Organizer, section américaine de la IVe Internationale. Le document que nous publions ci-dessous donnera au lecteur de *La Vérité* quelques aspects de l'activité des militants de la IVe Internationale aux Etats-Unis. Ce sont des extraits d'une intervention du camarade Alan Benjamin, rendant compte, dans une réunion publique le 12 octobre 2009 à Nantes (France), des travaux du Septième Congrès mondial de la IVe Internationale.

(1) Léon Trotsky, *Europe et Amérique*, discours du 28 juillet 1924.

(2) *Ibidem*.

(3) La chancelière Angela Merkel (membre du parti bourgeois CDU) avait monté une opération de “reprise” d'Opel afin de prétendre avoir “sauvé les emplois en Allemagne”, à la veille des élections législatives de fin septembre. Elections qui furent marquées par une révolte de l'électorat ouvrier social-démocrate (sous forme de l'abstention de six millions d'électeurs ouvriers) contre les dirigeants du SPD, membres de la “grande coalition” avec Merkel.

(4) Les aspirations immenses de la minorité noire opprimée des Etats-Unis (99 % des Noirs avaient voté Obama, alors qu'ils sont traditionnellement une partie de l'électorat qui s'abstient massivement) se réfractent jusque parmi les députés noirs du Parti démocrate. Ainsi, “*depuis septembre dernier*, dit la députée noire de Los Angeles Maxine Waters, *nous n'avons pas arrêté de voter pour des renflouages et des réformes au bénéfice des établissements mêmes qui ont causé cette dévastation, sans protéger correctement la communauté noire ou les petites entreprises (...). Le Black Causus* (c'est-à-dire le groupe des députés noirs du Parti démocrate — NDLR), dit Waters, *ne peut plus se permettre que notre politique publique soit définie par la vision du monde de Wall Street.*”

(5) US Labor Against the War : “Le mouvement ouvrier américain contre la guerre”, coalition de syndicats ouvriers constituée il y a six ans contre l'intervention militaire américaine en Irak. Elle regroupe des syndicats représentant plus de la moitié des travailleurs organisés aux Etats-Unis.

(6) Dès le 22 décembre, la fédération de l'AFL-CIO de l'Etat du Maine s'adressait à la direction de l'AFL-CIO pour qu'elle convoque une conférence nationale d'urgence afin de mobiliser à long terme pour imposer le système de "Single Payer".

•  
• •

**Intervention d'Alan Benjamin, le 12 octobre 2009 à Nantes (France),  
devant 200 travailleurs et jeunes réunis pour le compte rendu du Septième Congrès  
mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale (extraits).**

Le congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale qui s'est tenu a bien évidemment mis au centre de ses débats la place de l'impérialisme américain, dans la mesure où la crise profonde qui se passe aux Etats-Unis et la crise de l'administration Obama concentrent d'une certaine façon tous les processus en cours au niveau international. Nous avons été amenés à préciser notre analyse de la situation aux Etats-Unis et discuter des tâches qui en découlent.

Sans revenir sur la totalité de la discussion, je voudrais aborder la question de la sécurité sociale, car on peut à partir de là aborder toutes les questions qui se posent aux Etats-Unis aujourd'hui.

Trois jours après l'élection d'Obama, s'est tenu le comité national de la section américaine, *Socialist Organizer*. Nous avons cherché à analyser la signification de cette campagne et de cette élection, que nous avons caractérisée "d'historique", dans la mesure où, indépendamment de la personnalité d'Obama, ce qui a marqué la situation, ce sont les conditions dans lesquelles Obama a été élu. Obama n'était pas le candidat porté par le Parti démocrate. Le rôle qui lui était dévolu initialement dans l'équipe de campagne présidentielle du Parti démocrate était en particulier celui d'amener les syndicats à coopérer plus étroitement et à prendre en charge l'application des plans de restructuration. Obama, c'est connu de tous, est très lié à la fraction du mouvement syndical qui s'est séparée de l'AFL-CIO il y a quelques années, "Change to Win", fraction qui est dirigée par Andy Stern. Il avait, de plus, une place particulière du fait qu'il est Noir. La crise profonde au sein de la bourgeoisie américaine exigeait d'élargir l'équipe, donc qu'y figure un Obama, mais certainement pas qu'il soit le candidat. Mais le mouvement des masses, se mobilisant dans la campagne préélectorale, l'a imposé à l'appareil du Parti démocrate.

Pour notre part, nous n'avons pas appelé à voter Obama, candidat du Parti démocrate, l'un des deux partis de la bourgeoisie. Mais nous avons compris (peut-être insuffisamment pendant la campagne) que sa candidature a été imposée à l'appareil du Parti démocrate, qui, au point de départ, avait choisi comme sa candidate Hillary Clinton. Le choix d'Obama a été imposé par les meetings de masse qui remplissaient des stades entiers pour Obama, par le mouvement semi-spontané qui organisait ses comités de soutien en dehors des structures du Parti démocrate, par le mouvement des Noirs en faveur de sa candidature (alors que, depuis très longtemps, la masse des Noirs s'abstenait)... Un mouvement de millions et de millions a voté pour ce candidat qui disait qu'il fallait arrêter la guerre, qu'il fallait un système de santé pour tous, qu'il ne fallait plus être obligé de payer des sommes énormes pour se soigner (bien que ses engagements précis sur le sujet restaient très vagues).

De telles promesses — mêmes vagues — ont amené des millions à en conclure que l'élection d'Obama apporterait ce "changement", c'est-à-dire quelque chose de différent de ce qu'on avait fait jusque-là. Et en particulier, dans le domaine de la santé, l'aspiration à un système de "Single Payer" (payeur unique), l'équivalent de votre Sécurité sociale fondée sur le salaire différé en France, une aspiration de l'immense majorité de la population. Le film *Sicko*, du

réalisateur Mikael Moore, qui a été largement diffusé aux Etats-Unis, avait popularisé les systèmes de sécurité sociale français et canadien.

Lors de notre réunion du comité national de *Socialist Organizer*, nous avons compris que les questions de la sécurité sociale, du refus de la guerre, du refus de la destruction des emplois..., que toutes ces aspirations étaient à l'origine de l'élection d'Obama, matérialisant l'aspiration des masses à un vrai changement. Et la question noire, surtout, concentrait toutes ces aspirations. Partout, dans les Etats du Sud (qui concentrent une forte population noire, comme produit de l'histoire, de l'esclavage et de la ségrégation), on voyait des gens qui disaient : *“Je n'ai jamais voté de ma vie, mais là, je vais le faire, car enfin, on va nous écouter.”* C'est ce mouvement de millions qui a balayé celle qui devait être la candidate du Parti démocrate, Hillary Clinton, puis qui a conduit Obama à la Maison-Blanche. Et bien que l'appareil du parti ait tout fait pour éliminer Obama, il a dû finir par l'accepter pour désamorcer ce mouvement des masses.

Dans le comité national de *Socialist Organizer*, nous avons décidé de soumettre aux travailleurs, aux militants ouvriers et noirs, les axes d'un “plan de sauvegarde” des travailleurs et de la population opprimée aux Etats-Unis, Latinos et Noirs, sur la base d'une plate-forme en dix points, parmi lesquels : l'arrêt immédiat des licenciements, l'exigence de la restitution des centaines de milliards de dollars de “sauvetage” de Wall Street, l'arrêt immédiat de la guerre et le retour des troupes américaines d'Irak et d'Afghanistan. Et, bien entendu, au centre d'une telle plate-forme, que nous avons intitulée “Workers Emergency Recovery Campaign” (WERC), nous avons inscrit l'exigence de l'instauration d'un système de sécurité sociale fondée sur le salaire différé, ce que l'on appelle aux Etats-Unis le “Single Payer Health Care System”. Celle-ci constitue, de notre point de vue, et du point de vue d'un secteur important, mais jusque-là minoritaire du mouvement ouvrier, la seule réponse positive possible pour les plus de 50 millions de travailleurs américains qui ne bénéficient d'aucune couverture maladie (et dont les aspirations n'ont cessé de s'exprimer tout au long de la campagne).

Nous avons non seulement soumis les axes de cette campagne aux militants ouvriers autour de nous, mais — avec d'autres — nous avons contribué à poser cette question de “Single Payer” au sein du mouvement ouvrier, dans les syndicats à tous les niveaux. Qu'il s'agisse de la direction de l'AFL-CIO comme de celle de “Change to Win”, personne à ce moment-là ne s'était prononcé pour le “Single Payer”. Et cela en particulier compte tenu du fait que le Parti démocrate — l'un des deux partis de la bourgeoisie américaine — a toujours été défavorable à un tel système, car il serait un coup porté au monopole des assurances privées qui “jouent” les centaines de milliards de dollars confiés par les assurés sur les marchés financiers.

La section américaine de la IVe Internationale s'est adressée à tous les militants ouvriers avec lesquels nous sommes en liaison depuis des années dans le cadre de différentes campagnes (campagne pour un Labor Party, campagnes des syndicats contre la guerre, campagnes de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, etc.). Quelques jours après l'élection d'Obama, le 12 novembre, nous avons contribué à constituer un comité national de militants du mouvement ouvrier pour une campagne nationale pour le “Single Payer”. Ce comité national a organisé une première conférence dans la ville de Saint-Louis, où sont concentrés les sièges des trois plus grandes compagnies d'assurances privées : 180 délégués syndicaux à différents niveaux (du délégué syndical de base à des responsables nationaux et confédéraux) ont décidé de lancer cette campagne avec deux objectifs. D'une part, que les syndicats aillent dans toutes les réunions publiques organisées par l'équipe d'Obama pour défendre la mise en place d'un système de “Single Payer”. D'autre part, pour inscrire cette exigence dans la préparation du congrès national de l'AFL-CIO (qui se tenait du 13 au 17 septembre 2009), afin de faire reprendre par le congrès l'exigence portée par les syndicats pour le “Single Payer”. Nous ne savions pas au début de cette campagne si nous aboutirions, mais nous avons décidé de la mener jusqu'au bout. D'autant que cette question touche tous les



syndicats, y compris ceux qui organisent des travailleurs qui bénéficient, de par leur convention collective, de systèmes de santé avantageux pour leurs syndiqués, comme le plan “Cadillac”, par exemple, car les assurances exigent des travailleurs qu’ils paient toujours plus, tandis que les remboursements et les prestations fournies par les assurances privées sont toujours moindres.

La conférence s’était fixé l’objectif de prises de position dans 20 fédérations d’Etat de l’AFL-CIO. La campagne a été lancée, y compris à l’intérieur de “Change to Win”, tout en sachant que cela y serait plus difficile parce que Stern avait expliqué, juste après l’investiture d’Obama, qu’il voulait organiser une fusion syndicale entre “Change to Win” et l’AFL-CIO, mais une fusion sur la ligne corporatiste visant à remettre en cause l’indépendance du mouvement syndical. Fusion qui a rencontré les plus grandes résistances dans les organisations syndicales et n’a pu avoir lieu jusqu’à présent.

L’appareil du Parti démocrate a, dans un premier temps, réagi très nettement à cette campagne, tentant d’interdire toute discussion sur le “Single Payer” dans les réunions publiques de citoyens, dans lesquelles des centaines de milliers d’électeurs d’Obama se pressaient dans la continuité du vote du 4 novembre. Quatre dirigeants syndicaux, membres du comité national (parmi lesquels le président national de l’association des médecins et le président du syndicat des mineurs), qui s’étaient rendus dans ces premières réunions, s’y sont fait expulser manu militari par les dirigeants démocrates. Ils se sont fait expulser, car ils ont dit :

*« Comment est-il possible de lancer un grand débat national sur une réforme de la santé sans parler de “Single Payer” alors que des sondages indiquent que 63 % des Américains pensent que c’est la seule solution ? »*

L’appareil démocrate a compris que s’il laissait ne serait-ce qu’une brèche ouverte, tout pouvait exploser. Il fallait à tout prix encamisoler le débat, exiger d’Obama qu’il ne laisse aucune ouverture aux millions qui l’avaient élu.

C’est ainsi qu’a surgi le projet de “réforme de la santé” d’Obama. Son programme était la constitution d’un fonds pour les 49 millions de travailleurs privés d’assurance, et de faire financer ce système par une autre partie de la population travailleuse. Ainsi, des gens comme moi, qui, en tant que syndicalistes, bénéficient d’un système de santé, auraient dû payer un impôt (2 500 dollars par an, par exemple, pour ce qui me concerne) pour financer une assurance minimum aux 49 millions qui en sont privés. Le plan d’Obama prévoyait également d’aller chercher une partie du financement de ce fonds dans Medicare, un système qui paie les retraites, fondé, lui, sur le salaire différé, qui a été arraché après-guerre. Donc Obama voulait retirer des fonds de Medicare, ce qui a permis aux secteurs les plus réactionnaires d’attaquer Obama sur ce point de façon démagogique en disant :

*“Obama veut piller les vieux”, “Obama veut débrancher ma grand-mère”...*

Dans le même temps, nous avons lancé notre campagne, des comités se sont constitués partout, des syndicats s’en sont saisis. Dans la préparation du congrès de l’AFL-CIO, on a enregistré 74 résolutions de fédérations et 550 résolutions de syndicats. Cette campagne a vraiment permis d’organiser un mouvement du bas jusqu’en haut dans le mouvement syndical.

L’administration Obama, sentant qu’il y avait un risque réel d’être débordée, a proposé d’introduire ce que le président a appelé *“l’option publique”* : il y aurait des fonds de l’Etat qui ne rentreraient pas dans le système de la spéculation des assurances privées, un fonds qui serait donc financé par le gouvernement et destiné à une grande partie des 49 millions de travailleurs non assurés. Mais dans son projet d’*“option publique”*, l’administration Obama a maintenu les coupes dans Medicare et les impôts injustes contre la catégorie de travailleurs qui bénéficient d’un plan de couverture maladie.

Mais ayant été d'une certaine manière contraints d'intégrer cette "option publique", ce financement par l'Etat d'une partie du fonds, Obama et son entourage n'en provoquaient pas moins une campagne hystérique, financée à coups de millions de dollars pendant des mois et des mois par les compagnies d'assurances privées, celles-ci dénonçant le projet d'Obama comme une remise en cause inacceptable de leur monopole sur le "marché de la santé".

Cette campagne haineuse, relayée par l'extrême droite la plus réactionnaire et une fraction de la bourgeoisie américaine derrière elle (y compris au sommet du Parti démocrate), s'est manifestée sous la forme de l'envoi de groupes de pression, parfois armés pour faire des démonstrations de force, tant dans les réunions publiques du Parti démocrates que dans la rue, tantôt dénonçant la "réforme de la santé" comme un "*complot communiste*", tantôt utilisant des attaques ouvertement racistes, et souvent les deux à la fois.

Mais les aspirations des millions qui avaient voté Obama à une véritable "réforme de la santé" étaient toujours là... Au congrès de l'AFL-CIO, il y a eu une âpre discussion pour que la commission des résolutions mette cette question à l'ordre du jour, ce qui n'était pas prévu. Il faut noter en particulier que des dirigeants, comme la camarade Nancy Wohlforth, membre de la commission exécutive, ont pesé de tout leur poids pour que les 74 résolutions soient prises en compte. Notons également que Richard Trumka, le nouveau président de l'AFL-CIO (désigné à ce poste lors de ce congrès, en remplaçant de John Sweeney), avait compris avant le congrès que cette question de "Single Payer" était au centre. Quelques jours avant le congrès, il s'était prononcé pour la première fois pour le "Single Payer".

Un moment important dans le congrès, peut-être un moment "tournant" de la bagarre dans le congrès, s'est produit lorsque le cinéaste Michael Moore est venu présenter son nouveau film. Je vous rappelle que l'un des précédents films de Michael Moore, *Sicko*, consacré au système de santé américain, film très populaire aux Etats-Unis, avait contribué à populariser la perspective d'un système de sécurité sociale fondé sur une caisse unique. Après la projection du nouveau film de Moore, des centaines de délégués sont sortis en manifestation dans Pittsburgh en scandant des slogans favorables à "Single Payer". Cela a provoqué des dizaines de conférences de presse partout dans le pays à l'initiative des syndicats qui avaient pris position. Tout cela a nourri, en s'appuyant sur les aspirations du 4 novembre, une prise de position unanime du congrès national de l'AFL-CIO en faveur de "Single Payer", le congrès maintenant par ailleurs son soutien à "l'option publique" d'Obama que la majorité des délégués ont perçue comme étant un "premier pas" dans le sens de "Single Payer".

C'est un point d'appui gigantesque, et en même temps il ne clôt pas le problème en soi, au contraire : il pose tous les problèmes d'une véritable "réforme de la santé". Chaque syndiqué qui a combattu et qui combat pour "Single Payer" comprend le poids des assurances privées, la campagne haineuse qu'elles financent contre "l'option publique" d'Obama, les pressions qui s'exercent sur ce dernier pour le faire capituler sur tous les aspects de sa "réforme", que les assurances privées ne peuvent accepter. Chacun comprend que rien ne sera gagné sans un choc. Le lendemain du vote du congrès de l'AFL-CIO, Moore a fait une déclaration pour une marche nationale sur Washington immédiatement. Cette déclaration, qui ne fait que refléter les aspirations de milliers de militants ouvriers, nous a amenés à formuler : « *Marche d'un million sur Washington, à l'appel de l'AFL-CIO, pour une véritable réforme de la santé, pour imposer "l'option publique" pour aller vers le "Single Payer"*. » Et nous avons commencé à ouvrir la discussion parmi les militants ouvriers et noirs, dans les syndicats, pour que se constituent des comités qui prennent en charge l'organisation d'une telle perspective.

Ces questions exigent que la section américaine de la IVe Internationale définisse en permanence une politique de front unique partant des intérêts et des aspirations des millions qui ont voté Obama, une politique d'aide à la mobilisation des masses sur leur propre terrain qui intègre au premier chef le rôle du mouvement ouvrier et de ses organisations.

(Encadré)

Il n'y a pas un endroit aux Etats-Unis où la crise politique et économique soit plus intense qu'en Californie. C'est l'Etat qui a connu les attaques les plus destructrices contre les travailleurs des services publics et contre l'enseignement public en particulier.

Syndicats de l'enseignement supérieur, étudiants et parents se sont mobilisés dans les facultés à travers tout l'Etat pour protester contre les réductions budgétaires, l'augmentation vertigineuse des droits d'inscription et la destruction généralisée de l'enseignement public. La résistance s'est étendue aux écoles primaires, aux collèges et aux lycées de l'Etat.

La lutte a fait un important pas en avant quand plus de 800 délégués étudiants, syndicalistes et universitaires se sont réunis le 24 octobre à l'université de Berkeley, dans une Conférence pour sauver l'enseignement public. Venu de tout l'état, ils ont répondu à l'appel lancé par une Assemblée générale de 5 000 étudiants et travailleurs de Berkeley qui avaient fait massivement grève et manifesté le 24 septembre.

Parmi ses principales décisions, la conférence du 24 octobre a lancé un appel à une grève de 24 heures pour défendre l'enseignement public le 4 mars 2010. Cet appel a reçu un soutien massif. Au début du mois de décembre, le Conseil exécutif de l'AFL-CIO de Californie, forte de 2,1 millions d'adhérents, a soutenu l'appel à des grèves et des mobilisations de masse le 4 mars. La fédération des enseignants de Californie (CFT) est en train d'organiser ses adhérents pour préparer la grève. Le secteur des facultés d'Etat du syndicat des enseignants de Californie vient, par exemple, d'annoncer que l'enseignement supérieur se mobilisera le 4 mars pour demander de mettre fin immédiatement aux licenciements et aux augmentations des droits d'inscription dans le système des facultés d'Etat. Les travailleurs, les syndicalistes et les étudiants de tout le pays voient dans cette bataille en Californie un point d'appui essentiel pour tous les travailleurs.

## A l'occasion du vingtième anniversaire de la réunification allemande

Lors de la réunion qui s'est tenue à Berlin le 7 novembre 2009, se dégageait une conviction profonde : « *Avec vingt ans de décalage, la question posée en 1989 : "A qui doivent appartenir les moyens de production ?" est posée dans toute l'Allemagne. C'est elle qui se profile derrière la question d'Opel, d'Arcandor, d'Hertie...* » Exagération ou bien vision réaliste au contraire ?

Dans la revue *SOPODE* datée du 10 décembre, on lit que des manifestations massives de travailleurs de Daimler, soutenues par des délégations syndicales d'autres entreprises de la région, ont eu lieu le 30 novembre pour protester contre la décision de la direction de transférer la production de la Mercedes classe C de Stuttgart-Sindelfingen et Brême vers les Etats-Unis, la Chine, et pour une petite part en Afrique du Sud.

*"Le mercredi 2 décembre, poursuit SOPODE, l'ensemble des équipes ont spontanément cessé le travail à l'usine de Sindelfingen. Le 4 décembre, c'est 15 000 membres du personnel de l'usine qui manifestent à nouveau dans la ville."*

*"La production est délocalisée, morceau par morceau. Si ça continue ainsi, ça provoquera des troubles sociaux",* a dit un collègue à la manifestation du 1<sup>er</sup> décembre. Et Uwe Hück, chef du comité d'entreprise de Porsche, interpelle les collègues : *"Nous ne laisserons pas démolir cette région — maintenant, nous nous battons."* Et sous un tonnerre d'applaudissements : *"Ce qu'il nous faut, c'est une révolution pour des emplois sûrs."*

Deux fois déjà, en 1996 et en 2004, on a extorqué aux ouvriers et à leur syndicat le renoncement à des augmentations de salaires et la flexibilisation de la production par la menace de délocalisations. Maintenant, les collègues donnent au comité d'entreprise le mandat de ne plus mener aucune négociation sur le renoncement à des augmentations ou sur d'autres concessions.

*« On a assez donné, déclare Siegfried Deuschle, membre du comité d'entreprise. Les collègues ne veulent pas se laisser bercer de belles paroles sur des "emplois de remplacement", car ils savent qu'il n'y aura pas d'"ersatz" au démantèlement de l'industrie phare du secteur automobile. C'est pourquoi ils se battent pour le maintien de la production de la classe C à Sindelfingen, pour la défense et la garantie de tous les emplois. »*

Chez Opel, Daimler, Volkswagen, Krupp..., au cœur de l'industrie allemande, frappée de plein fouet par la baisse du dollar qui pousse les patrons de Daimler à délocaliser vers les Etats-Unis, existe-t-il — comme dans toute l'Europe — une question plus cruciale que celle de l'interdiction des licenciements ? Et donc celle de la nationalisation des grands moyens de production, qui, de fil en aiguille, pose à nouveau celle de qui nationalisera ? Quel gouvernement ? Vingt ans après le mouvement révolutionnaire de 1989, dans une Allemagne réunifiée, le prolétariat le plus puissant d'Europe entre de plain-pied dans une nouvelle étape du combat émancipateur.

**Marc Lacaze**

Le 7 novembre à Berlin, dans la salle Havemann de la "Maison de la démocratie", était convoquée une conférence qui invitait à débattre des *"Problèmes non résolus de la révolution de 1989 et (de) leur actualité dans l'Allemagne unifiée ainsi que dans toute l'Europe"*. Une soixantaine de militants, en majorité des "combattants" du soulèvement de 1989, venus de Berlin, Leipzig, Chemnitz..., avaient répondu à l'invitation. Ils avaient surmonté le sentiment de ras-le-bol qui les avait saisis comme la majorité de la population pour cet "anniversaire"

dans lequel ils refusaient de se reconnaître. Ils allaient débattre avec d'autant plus de passion, six heures durant, dans le cadre fixé par les initiateurs : celui de la constitution d'un "cercle d'études marxistes".

Ceux qui s'étaient inquiétés du caractère académique ou décalé qu'aurait pu prendre une telle conférence ont été immédiatement rassurés. La vigueur des débats puisait ses ressources dans l'actualité brûlante des problèmes posés à la classe ouvrière dans un pays frontalement frappé par la crise et dont l'équilibre politique venait d'être spectaculairement remis en cause par le résultat des dernières élections fédérales.

Après plusieurs exposés, dont celui de Jean-Jacques Marie sur les cheminements en URSS de la révolution politique de 1943 à 1989..., la précision des souvenirs, le rappel de l'immensité des espoirs comme l'immensité des déceptions, la colère non éteinte, confirmaient, si cela était encore nécessaire, que vingt ans dans la vie d'un peuple constituent une période extrêmement courte. A plus forte raison quand les protagonistes du débat ont la conviction que les questions non résolues en 1989 peuvent et doivent l'être dans la période d'affrontements inéluctables qui s'ouvre maintenant en Allemagne.

### **Le rôle central de la classe ouvrière**

Ce débat fut d'abord l'occasion d'une mise au point. Au moment où radios et télévisions n'avaient à la bouche que des paroles de paix, de sagesse, de compassion, au moment où il n'était question que du rôle des Eglises, des intellectuels humanistes, dans le nouveau type des "révolutions pacifiques" auquel il faudrait désormais se conformer, il était salutaire que soit rétabli le rôle majeur de la classe ouvrière dans ce soulèvement de tout le peuple en RDA. Tout le monde a parlé des manifestations monstres de Leipzig, Berlin, Dresde, Chemnitz..., mais il y a eu des manifestations de dizaines de milliers de participants dans toutes ces petites villes de RDA, dépourvues d'administrations centrales, d'universités ou de complexes culturels, où la population était constituée ultra-majoritairement d'ouvriers, à l'image de la composition sociale du pays.

Personne n'a remis en cause le rôle des Eglises dans la préparation de ce mois d'octobre, mais il a été replacé dans son contexte. Les Eglises étaient la seule forme d'organisation autorisée par le pouvoir du SED. Les prêches dans les temples étaient, de ce fait, suivis par 80 % d'athées convaincus. Les espaces de débats qu'elles fournissaient étaient saisis par des ouvriers mis dans l'impossibilité — jusqu'à la veille du soulèvement général — de s'organiser sur le terrain de leurs entreprises, contrôlées par le parti, la STASI et les Kampfgruppen (groupes de combat du parti).

L'appareil stalinien avait tiré toutes les conclusions du soulèvement ouvrier de 1953. Il avait fait tirer sur les délégués des véritables conseils ouvriers qui s'étaient formés, il les avait arrêtés en masse. Il avait jeté en prison pour de longues années ces militants qui avaient fait leurs premières armes avant la victoire du nazisme, qui avaient connu les camps et n'avaient pas cédé. Le SED avait, avant toute chose, la terreur des entreprises et des ouvriers.

*"La classe ouvrière avait été dépecée, désorganisée, dira une participante, mais en 1989, elle a renoué avec ce qui s'était passé dans les années 1960. L'année 1989 marque le début d'un processus d'apprentissage. Certes, cela n'a pas été mené jusqu'au bout, mais..."*

La RDA a été pendant quelques mois *"le pays le plus libre du monde, tout y était possible. Dans les entreprises, des éléments de double pouvoir se constituaient, y compris sous la forme des tables rondes"*, ira même jusqu'à soutenir l'un des participants, qui n'a pourtant manifesté en 1989 aucune tendresse pour la dictature du SED.

**L'unification a-t-elle consacré l'échec de 1989, ou bien fut-elle son plus important résultat ?**

Le caractère indiscutablement ouvrier du soulèvement de 1989 a été souligné par tous les participants. Autorisait-il pour autant la conclusion de Bernd Gherke (auteur d'un livre très intéressant sur le mouvement dans les entreprises, intitulé *La face inconnue de la révolution en RDA*) ? Pour lui, l'unification dans le cadre de la République fédérale sanctionnait l'échec d'un mouvement qui avait tenté de chasser le SED des entreprises, d'en prendre le contrôle et qui, selon lui, ne put être dissous que par l'organisation d'élections dans le cadre d'une Allemagne réunifiée.

Pas d'accord, lui a répondu Cornelia Matzke, qui lui rappelait sa propre expérience.

*“J'ai deux sentiments contradictoires : la confiance dans la force des travailleurs et du peuple qui a submergé tous les dirigeants qui étaient tous pour que tout retourne dans l'ordre, et la colère.*

*La colère, car je travaillais à la polyclinique de Leipzig, j'ai fondé le Betriebsrat, on a essayé de prendre le contrôle de l'entreprise. Au fil des jours, j'ai vu comment les gardiens de l'ordre bourgeois reprenaient le contrôle. Les tables rondes ont été une des plus grandes erreurs de l'automne 1989 et la tentative la plus réussie des bureaucrates du SED pour se sauver et organiser leur passage dans le nouveau système. Ils ont gagné du temps et le contrôle d'importantes forces au sein du mouvement citoyen. J'ai refusé les tables rondes comme forum de discussion, je n'y suis allée que de temps à autre comme déléguée dans des négociations. Les anciens cadres nous menaient en bateau ; dehors, il y avait des milliers de manifestants. Pourquoi étions-nous assis à une table avec les anciens dictateurs ? Pourquoi n'exigeons-nous pas du SED : donne-nous les bâtiments, tu les as volés au peuple et tu les occupes. Maintenant, c'est nous qui allons les occuper, nous le peuple. Mais nous étions trop peu sûrs, nous ne savions pas jusqu'où nous pouvions aller. La question est de savoir si nous aurions pu faire autrement. Nous n'étions pas vraiment organisés.”*

Si la question de la prise en main des usines était posée, « de “double pouvoir”, résumait-elle, il n'y en avait jamais eu, même de façon embryonnaire. Face à nous, il y avait une unité complète entre les parasites du SED, Kohl et son opposition social-démocrate. Ils étaient tous pour la défense de la propriété privée des moyens de production.

*Les bureaucrates du SED savaient que cela faisait déjà bien longtemps que leurs privilèges matériels étaient assurés par des crédits accordés par la République fédérale, par toute une série de petits arrangements dans le domaine du trafic d'armes (Schalck-Golodkowsky), etc. Ils ne pouvaient plus compter sur l'URSS, elle-même en plein délitement ; il leur fallait négocier le plus chèrement possible leur “reddition” ».*

Comme l'a très bien résumé Cornelia, “si le socialisme dans un seul pays est une utopie réactionnaire, alors le socialisme dans un demi-pays était franchement stupide”.

La RDA était à bout de souffle. En 1945, son industrie avait été coupée de son débouché naturel par la division de l'Allemagne. Elle avait d'abord été démontée par les occupants soviétiques, par mesure de rétorsion contre un peuple accusé d'avoir été collectivement responsable du nazisme, puis reconstruite dans une dépendance totale à l'égard de l'URSS, tant pour ses approvisionnements que pour l'écoulement de ses marchandises. Abandonnée par Moscou, à la recherche dans les années 1980 d'une normalisation de ses relations avec l'impérialisme, l'industrie s'enfonçait dans le chaos.

La défense de la “propriété sociale”, à l'Est, ne pouvait être assurée que par l'ensemble du prolétariat allemand, seul capable de la préserver, en la réintégrant dans le cadre d'une nation réunifiée, garantissant l'égalité sociale de ses citoyens fondée sur la consolidation et l'extension des droits acquis pour toute la classe ouvrière.

A la question : “Pouvait-on sauver une RDA réformée ?”, la réponse est non.

Il n'était pas plus possible de sauver, hier, la RDA que de sauver, aujourd'hui, la République fédérale fondée en 1949 sur la base de la “Mitbestimmung” (cogestion).

Avec vingt ans de décalage, la question posée en 1989 : *“A qui doivent appartenir les moyens de production ?”* est posée dans toute l’Allemagne. C’est celle qui se profile derrière la question d’Opel, d’Arcandor, d’Hertie, etc. C’est la question, poursuit Cornelia Matzke, que les occupants alliés ont interdit au peuple de poser en 1945 sur les ruines du nazisme, en détruisant les comités de front unique qui prenaient le contrôle des usines abandonnées par leurs propriétaires nazis. C’est la question qui se pose à nouveau dans toute son ampleur en Allemagne.

Dans une situation où l’Europe entière est une nouvelle fois au bord du gouffre, la survie de la classe ouvrière, celle de la civilisation, pose dans chaque pays la question de l’interdiction des licenciements et derrière elle la question de la collectivisation des moyens de production. L’expérience est là. L’Allemagne en fournit un témoignage récent : le socialisme dans un seul pays est une construction réactionnaire de A à Z. Moins que jamais la question ne peut être résolue avec la moindre chance de succès dans le cadre étroit des nations européennes. Si ce mouvement ne peut prendre son essor que dans le cadre de nations souveraines, débarrassées du carcan destructeur de l’Union européenne, il doit converger vers une réorganisation complète des forces productives dans le cadre du plan rationnel que seuls peuvent élaborer des “Etats-Unis socialistes d’Europe”.

**L’unité allemande a été une conquête majeure du peuple. Mais on ne peut contourner la question de savoir qui a mis cette unification, imposée par le peuple, entre les mains de Kohl.**

L’unité allemande est une victoire du peuple, en ce sens qu’elle dresse aujourd’hui une classe ouvrière unifiée dans les mêmes organisations face à un capital engagé dans une lutte à mort pour sa survie, et en Allemagne on sait mieux qu’ailleurs de quoi le capital est capable.

En disant cela, personne ne remet en cause le fait que l’unification de 1989 n’a pas apporté “l’unité sociale” du pays. Elle ne nous a épargné, en effet, ni le démantèlement de nos usines, ni la destruction d’une grande partie de nos services publics et de nos Kitas...

Mais il faut répondre à la question : qui a mis l’unification imposée par le peuple entre les mains de Kohl, de la CDU et du capital ? Qui est responsable de cette situation ? La réponse ne souffre aucune hésitation : c’est la direction du SPD.

C’est elle qui, fidèle à ses engagements atlantistes, a dépêché Lafontaine pour convaincre les dirigeants du SED de tenir bon. C’est elle qui, alors qu’un afflux gigantesque de travailleurs de l’Est vers le SPD avait lieu, a inventé un SDP pour l’Est, afin de s’opposer par tous les moyens à la reconstruction du vieux parti ouvrier traditionnel, le SPD, dans les villes et les quartiers de l’ex-RDA comme dans le reste de l’Allemagne. C’est elle qui, le 18 mars 1991, a donné la victoire à la coalition bourgeoise et à Kohl.

Kohl, avec son programme en dix points, repoussait, comme tous les autres, aux calendes grecques l’unification ; il prévoyait, en accord avec les alliés et Modrow, une confédération de deux Etats allemands. Mais s’il a été le premier à tourner, c’est qu’il a compris le premier que tout menaçait d’exploser.

Pour lui, un dérapage à l’Est pouvait provoquer le soulèvement à l’Ouest qu’il avait réussi à contenir avec la collaboration de son opposition social-démocrate. Dans le meilleur des cas, il voyait avec affolement un afflux massif de réfugiés déstabiliser la République fédérale. Quand, le premier, il a tourné sous la pression de la rue à l’Est, il a récolté les fruits de sa manœuvre et réussi à en faire son triomphe. Il a pu organiser la Treuhand, chargée de démanteler la propriété sociale avec la collaboration des chefs mafieux du SED et le soutien de la direction du SPD. Il a pu recycler les cadres recyclables du SED dans le PDS, emportant avec eux leur trésor de guerre volé au peuple travailleur.

Mais qui porte la responsabilité de cet immense gâchis ? Ne sommes-nous pas à nouveau au cœur des problèmes les plus brûlants de la classe ouvrière allemande ?

### **Comment le combat contre les privatisations est devenu le combat de toute la classe ouvrière, portant dans son développement celui des nationalisations**

Au cours du débat, le rappel de sentiments d'humiliation éprouvés par de nombreux travailleurs de l'Est, lorsque la Treuhand et les financiers ont voulu justifier la liquidation de pans entiers de l'appareil productif, a pris, là aussi, une dimension très actuelle, explosive et constitutive de la nouvelle situation :

*“Nos produits n'auraient pas été au niveau de qualité de la production mondiale. C'était démoralisant et humiliant pour nous. La population était qualifiée. Ce n'était pas notre responsabilité si l'approvisionnement venait à manquer, si c'était le chaos accentué par les mesures de décentralisation prises à la hâte par une bureaucratie affolée. On a détruit les usines à Berlin-Est avec cette argumentation. L'obsolescence était un prétexte. Je me souviens, c'est à partir de 1994 que tout s'est accéléré. Mais aujourd'hui on fait la même chose dans l'automobile, où l'on demande aux travailleurs d'accepter des baisses de salaires. On privatise l'eau, les hôpitaux dans l'Allemagne unifiée. On ne peut pas l'accepter, on ne peut pas se contenter de manifester contre la privatisation de l'hôpital ici, et puis demain contre... Il faut bloquer tout cela, ce doit être le point de départ de notre combat.”*

Le commentaire de travailleurs du S-Bahn illustre, à partir d'une relation apparemment technique, la manière dont l'expérience du combat de 1989-1990 contre le démantèlement s'inscrit comme un facteur constitutif majeur de la résistance actuelle :

*“Au début, j'ai pensé que la fusion entre les réseaux Est et Ouest de la Bahn poserait des problèmes techniques difficilement surmontables : l'alimentation électrique, etc. Cela n'a pas posé de gros problèmes... La preuve que ce n'était pas cela le problème. Mais à l'Est, on avait un réseau plus serré et cela a été terminé (...).*

*Le 2 décembre 1993, le Bundestag a changé la loi : il a fusionné les deux réseaux, et au nom de la concurrence de la route et de l'aérien, on a commencé à restructurer. Depuis 1995, réduction de moitié des effectifs. On est maintenant menacé de perdre 100 000 emplois supplémentaires (...). Ce n'est plus au nom de l'introduction de l'économie de marché, c'est maintenant au nom de la concurrence — qui constitue une des caractéristiques majeures de l'économie de marché — et cela touche l'Ouest de plein fouet. Dans le S-Bahn, c'est une restructuration permanente. On approche du collapse. Ils ont pour objectif d'atteindre un bénéfice de 87 millions d'euros. Les normes qu'ils nous imposent sont totalement contradictoires avec toute notion de service public. L'organisation du trafic est une question délicate incompatible avec ce délire. La colère des collègues est palpable. Malheureusement, la force syndicale est encore insuffisante face aux défis.”*

C'est la colère de travailleurs qui ont combattu hier contre la dictature du parti stalinien, qui a, en servile valet du capital, plongé la propriété sociale dans le chaos, et qui combattent aujourd'hui pour sauver l'appareil productif “restructuré” de l'anarchie destructrice vers laquelle le capital et la propriété privée l'entraînent à son tour.

### **“C'est à nous de tout reconstruire, personne ne le fera à notre place”**

Résumant à sa manière cet aspect de la discussion, Gaby Hahn, responsable syndicale à Chemnitz, lançait un appel au combat :

*“On voulait un changement positif, on a fait l'expérience inverse. On a eu la Treuhand, on a eu l'Union européenne (...). A la question posée : Qui peut contrôler ? Je réponds : nous-mêmes !”*



S'adressant à G. Schirmer :

*« Tu as été élue députée au Landtag, j'étais syndicaliste, on avait des revendications claires (...). Il faut faire un bilan. Après le "tournant" ("Die Wende"), les travailleurs à l'Est sont allés massivement rejoindre les syndicats libres, le DGB, ils se sont néanmoins rendu compte qu'il y avait des résistances (...).*

*J'ajoute que, pour moi, la revendication d'un salaire minimum, aujourd'hui, qui est le mot d'ordre des syndicats, menace de remettre en cause les conventions collectives. On pleure sur la faiblesse des syndicats, mais je dis qu'ils seraient rétablis dans toute leur puissance s'ils changeaient de cours. Je me souviens du moment où Ver.di a entériné la fin du BAT (convention collective de la fonction publique qui jouait le rôle d'un statut) au nom de la simplification.*

*Comment avancer ? Il faut discuter dans le syndicat, dans le SPD... Après le désastre des élections, on a pu discuter. Tout le monde a pu dire ce qu'il voulait. Mais aujourd'hui, cinq jours avant le congrès, on nous dit que le "renouveau" de la politique du parti va durer des années et des années, et on apprend que la nouvelle direction a déjà été désignée par l'ancienne. Je dis le "renouveau", si "renouveau" il doit y avoir, ne peut se faire qu'immédiatement. S'il n'y a pas d'alternative, on va à la catastrophe. C'est à nous de reconstruire, de tout reconstruire, il n'y a personne qui le fera à notre place ! »*

### **La fondation du cercle d'études "Marxisme et mouvement ouvrier"**

Cette conférence était convoquée pour mettre sur pied un "cercle d'études marxistes", ce qu'elle a fait. Ce cercle d'études s'appelle "Marxisme et mouvement ouvrier".

Il est chargé d'une lourde responsabilité, compte tenu de ce qui se prépare en Allemagne et de la place qu'occupe au cœur de l'Europe le prolétariat allemand, qui demeure, bien qu'unifié, un prolétariat issu de l'Est et de l'Ouest, et qui donc est appelé à jouer un rôle charnière.

Il lui revient de rétablir dans sa véritable perspective révolutionnaire le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Il lui revient de donner toute sa place, d'un point de vue marxiste, à cet amalgame particulier, produit d'une expérience qui combine — certes, avec un décalage de vingt ans, sous une forme originale — le processus de la révolution sociale et celui de la révolution politique.

Il lui faut réhabiliter, au cœur du mouvement ouvrier, dans le combat quotidien sur le terrain de la lutte des classes, le marxisme honteusement défiguré par les staliniens et présenté avec délice par les sociaux-démocrates sous cette forme pervertie pour justifier leur propre trahison des intérêts ouvriers. Cette première réunion, tenue à l'occasion du vingtième anniversaire de la réunification, confirme toute la place que la IV<sup>e</sup> Internationale accordait, dès la fin de la guerre, à l'Allemagne, dont le prolétariat avait été divisé après avoir subi la guerre et la terreur nazie (voir la résolution de la IV<sup>e</sup> Internationale adoptée en décembre 1945).

## **L'instrumentalisation du massacre de Srebrenica pour continuer la guerre de Yougoslavie par des moyens "pacifiques"**

### **Le rôle conjoint du nationalisme chauvin et du pacifisme sous l'égide de l'OTAN**

*Par Pavlusko IMSIROVIC*

Le prétendu Parlement de l'Union européenne a adopté une résolution proclamant que le 11 juillet serait le jour de commémoration du génocide de Srebrenica (1), si bien que, maintenant, tous les tenants de l'Union européenne mènent une campagne effrénée pour faire adopter par tous les Parlements des "Etats" résultant de la destruction de la Fédération des républiques socialistes de Yougoslavie une résolution pour que cette commémoration devienne obligatoire de par la loi. Cette "mémoire" pour laquelle ils font de la propagande et qu'ils veulent faire passer dans la loi est très sélective et retouchée. Une fois de plus, les milieux politiques et culturels du monde et des Balkans utilisent la célébration du quatorzième anniversaire de la tragédie de Srebrenica, le plus grand crime de guerre commis en Europe après la Seconde Guerre mondiale, pour continuer la guerre en Yougoslavie par des moyens "pacifiques", afin de perpétuer sans limites le *statu quo* réactionnaire dans les Balkans. A cette occasion, je voudrais vous rappeler quelques faits historiques incontestables concernant la guerre en Yougoslavie — des faits que les milieux politiques et médiatiques s'emploient soigneusement à dissimuler, cacher et passer sous silence.

La guerre destructrice en Yougoslavie n'a commencé qu'après que la diplomatie américaine a donné son feu vert en envoyant James Baker (2) en mission à Belgrade le 2 juin 1991, où il fit une déclaration publique par laquelle il expliquait que le gouvernement américain n'accepterait pas la scission de la Yougoslavie. Ce jour-là, même ceux qui ne voulaient rien voir sur le plan politique ont compris que cette déclaration signifiait pousser Milosevic (3) et la camarilla de la JNA (Armée populaire yougoslave) à prendre les armes et à attaquer les "sécessionnistes". En octobre 1990, la CIA soumit un rapport à Bush "père", qui prévoyait que "*la guerre allait éclater en Yougoslavie et que le pays allait vers la scission*" dans un délai d'un an et demi. Grâce à des manifestations massives contre la guerre à Belgrade le 9 mars 1991, le régime de Milosevic fut sérieusement ébranlé et mis en danger ; par conséquent, la réalisation du plan de guerre fut accélérée et il fut mis en action plus tôt que prévu. A l'époque, tous les représentants nationaux de la Fédération socialiste de Yougoslavie et le gouvernement fédéral d'Ante Markovic (4) avaient approuvé l'envoi de l'armée avec des unités blindées dans les rues pour réprimer les manifestations de Belgrade, puisque les forces de police de Milosevic étaient de toute évidence insuffisantes pour cette tâche. Les manifestations ne prirent fin que grâce à la collaboration loyale des partis parlementaires de l'"opposition" avec le gouvernement Milosevic. En particulier grâce à la collaboration du Parti démocrate de Micunovic et Djindjic (5), et aussi du SPO (le Parti du Nouveau serbe).

La guerre débuta en Bosnie-Herzégovine le 6 avril 1992, car elle était le seul moyen pour paralyser et briser la mobilisation des travailleurs de Bosnie, qui, lors des manifestations de masse du 4 avril 1992 (juste après la reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine comme Etat indépendant par l'Union européenne), étaient entrés en force dans le Parlement de la République, avaient chassé les députés et avaient constitué un Comité de salut public avec pour mandat de programmer de nouvelles élections législatives à la condition qu'il serait interdit aux partis "nationaux" dirigeants de l'époque de participer aux élections. Le président élu du comité était Dragan Vikic — vice-ministre de la Police "indépendant et légal" d'Alija Izetbegovic (6). Vikic trahit le mandat qu'il avait reçu lors du tournant révolutionnaire et se joignit à Izetbegovic pour passer un marché avec les partis "nationaux" afin de diviser Sarajevo et d'étouffer la mobilisation révolutionnaire par les armes et la terreur. La terreur fut mise en pratique grâce à la participation enthousiaste des bandes armées de Radovan Karadzic, des bandes de provocateurs amenées de Serbie et de la bande de Juka Prazina,

l'équivalent musulman d'Arkan (7) en Serbie. Cet épisode révolutionnaire a été l'épisode le plus falsifié et le plus dissimulé de la guerre en Bosnie (8). L'auteur de ce texte en a été le témoin direct et a participé en personne aux journées révolutionnaires relatées ci-dessus.

La première fois que les forces aériennes américaines sont intervenues ouvertement dans la guerre en Yougoslavie, c'était au début 1994 — après le massacre de Markale (9). Des crimes plus abominables se sont produits avant et après les massacres de Markale, mais ce sont seulement ces massacres-là qui ont été choisis par la diplomatie américaine pour faire la preuve de la fermeté de leur politique et pour montrer clairement au monde entier qui était le patron et qui décidait de la guerre et de la paix en Europe. C'est pourquoi la diplomatie américaine avait subrepticement saboté auparavant et détruit toutes les tentatives de paix de l'Europe. Il importe peu de savoir de quel point et à partir de quelle position sont partis les bombardements sur Markale — ils ont été ordonnés par Washington comme prétexte au tournant de la position diplomatique concernant la guerre des Balkans. Les Etats-Unis préparèrent ce tournant politique en réprimant leurs alliés européens et en prenant directement en main le contrôle des "parties qui s'opposaient" dans l'ex-Yougoslavie. Dès 1994, des "consultants" et "conseillers" de l'armée américaine sont présents dans tous les états-majors de l'armée sur le territoire de l'ex-Yougoslavie et les contrôlent.

Les ONG et les "libéraux" jouent leur partition : ils ne tarissent pas d'éloges sur la *Pax Americana* et la "justice" du tribunal international de La Haye... Ils parlent de la responsabilité des crimes de guerre sans jamais mentionner la part de responsabilité des Etats-Unis et de l'OTAN ; ils ne méritent aucune confiance. Ils servent la politique qui protège ceux qui ont inspiré et ont perpétré les massacres dans les Balkans, ils les protègent en sacrifiant les seconds et troisièmes couteaux qui ont perpétré ces plans criminels. Ils ont été payés pour verser des larmes de crocodile sur les victimes de Srebrenica.

Srebrenica a été la première zone "sûre" sous protection des soldats de la FORPRONU (10), c'est-à-dire des troupes de l'OTAN (11). On rend responsable l'infortuné et lâche bataillon hollandais de la FORPRONU, accusé d'avoir honteusement cédé Srebrenica, d'avoir laissé la ville aux mains des massacreurs de Milosevic et l'on rend aussi responsables "*les conditions climatiques défavorables qui ont empêché les avions américains de décoller de la base aérienne d'Avian*" et de bombarder les hordes de massacreurs qui entouraient Srebrenica. Existe-t-il une seule personne sur cette terre qui puisse croire à cette histoire à dormir debout ? On ne peut expliquer l'invasion "héroïque" de la faible Srebrenica par Mladic (12) que parce qu'il avait la ferme assurance que l'OTAN n'interviendrait en aucune manière contre ses bandes armées. C'est aussi la seule manière d'expliquer comment il a réussi à se cacher et à échapper à toutes les forces de police et des services secrets qui sont censés le rechercher. Ils n'ont toujours pas réussi à passer avec le tribunal de La Haye un accord concernant Mladic aussi satisfaisant que celui concernant Karadzic (13), Jovica Stanisic (14), Slobodan Milosevic.

On sait que la diplomatie américaine expliqua à Alija Izetbegovic qu'il leur fallait "*une certaine masse critique*" de victimes musulmanes pour pouvoir entreprendre l'intervention militaire contre l'artillerie des terroristes positionnée sur les collines qui entouraient Sarajevo. Cette "masse critique" fut obtenue à Srebrenica. Il est plus que probant que très peu de temps avant l'intrusion meurtrière de Mladic à Srebrenica, on évacua des représentants du gouvernement Alija — une clique regroupée autour du criminel de guerre Naser Oric, ancien garde du corps de Slobodan Milosevic. On ne laissa à Srebrenica que les civils et les personnes trop faibles, et on les laissa à la merci des massacreurs de Milosevic.

Le massacre de Srebrenica servit à préparer la boucherie de l'opération Oluja (15) et les accords de Dayton (16) qui ravagèrent la Bosnie. Les seigneurs mondiaux de la guerre et de la paix estimèrent que les Bosniaques étaient suffisamment "K.-O." (selon les termes de Mladic) pour accepter que toute occupation représentait le "salut" permettant d'échapper aux horreurs de la guerre. Après la signature des accords de Dayton (signés sur une base de l'aviation américaine sous le drapeau et l'emblème de l'armée de l'air américaine !) débuta une "lune de miel" entre le gouvernement des Etats-Unis et le régime de Milosevic et ses alliés. Jusqu'au printemps 1998, Milosevic fut acclamé

comme “le bâtisseur de la paix qui garantissait la paix et la sécurité dans les Balkans”. Et les Etats-Unis répétèrent la même manœuvre que celle qu’ils avaient précédemment utilisée, en 1991, avec James Baker ; seulement, cette fois, c’était avec Robert Gelbardt. Ce dernier se rendit à Belgrade en mars 1998 et donna le “feu vert” à Milosevic pour perpétrer de nouveaux massacres au Kosovo (17) qui préparèrent les bombardements de l’OTAN contre les peuples de ce qui restait de la Yougoslavie et finalement l’occupation du Kosovo par l’OTAN.

Il n’y a que les imbéciles qui se laissent prendre deux fois au même stratagème. Et Slobodan Milosevic n’était ni un imbécile ni un naïf. Si l’on peut imaginer qu’il se laissa entraîner dans la guerre en 1991, personne ne peut croire que ce fut le cas après mars 1998. Slobodan Milosevic n’était pas dupe, mais il collabora loyalement avec la diplomatie américaine et se conforma à toutes les directives.

Après son retour de Washington, fin mars 2001, le Premier ministre, Zoran Djindjic, dit que là-bas, il s’était aperçu que Ratko Mladic et un corps d’officiers de l’armée de l’“idiotité” (entité idiote) serbe créée à Dayton recevaient toujours leur solde de l’état-major de l’armée yougoslave. Il semble qu’à l’époque, il ignorait encore davantage de choses que Vojislav Kostunica (18), que Washington déclara “*homme politique de l’année*” après le 5 octobre — et cela n’avait échappé à pratiquement aucun observateur politique avant même le voyage de Djindjic à Washington. Mais, aujourd’hui, on a fait de Djindjic une figure emblématique du “libéralisme”, un héros de l’Union européenne et des ONG, et j’entends déjà la colère orchestrée par les hordes “démocrates libérales”, “nationales” et “pacifistes sous l’égide de l’OTAN” qui vont m’accuser de blasphème et d’iconoclasme, et m’attaqueront parce que j’ai l’audace de mentionner ce fait.

Dans une certaine mesure, Boris Tadic (19) présenta ses excuses aux autres nations pour les crimes commis à leur encontre. Au nom de qui ? Il semble qu’il ait une bonne raison de présenter ses excuses en son propre nom, puisqu’il était ministre de la Défense à l’époque où l’armée cachait, soignait et choyait Ratko Mladic. Le peuple serbe n’a pas à s’excuser devant les autres peuples pour les crimes de guerre commis par “ses” criminels. Il peut s’excuser tout au plus de ne pas avoir réussi à les arrêter à temps, de ne pas avoir été capable, ni avant ni maintenant, de les faire comparaître devant un tribunal. Eux et ceux qui, actuellement, dans les allées du pouvoir, les aident à se cacher et à éviter la justice. Pour le peuple serbe, il existe une circonstance atténuante : ceux qui sont au pouvoir (tant au niveau des Balkans qu’au niveau international et européen) s’emploient à y faire obstacle.

Pourquoi, parmi les criminels de guerre, trouve-t-on plus de racailles “serbes” que d’autres nationalités ? Parce que les Serbes sont la nation la plus nombreuse de l’ex-Yougoslavie et que la bureaucratie serbe avait une position dominante dans l’appareil de l’armée dans l’ex-Yougoslavie. Elle était donc bien plus à même de donner des armes aux racailles. Il y a des “moutons noirs” dans tous les troupeaux. Plus il y a de bêtes dans le troupeau, plus on trouve de moutons noirs dedans. Mais tous les moutons du troupeau ne sont pas noirs. Il n’y a pas de “culpabilité collective” des peuples pour les crimes commis en ex-Yougoslavie.

Dès le début des préparatifs de la guerre en ex-Yougoslavie et dès les premiers jours, on a soigneusement caché les vraies raisons et les vrais responsables, tant à l’opinion publique du pays que du monde entier. Chaque jour, les médias ne cessent d’agiter et de répandre toutes les idées rétrogrades possibles sur les prétendus préjugés nationalistes dans les Balkans. Ils font pleuvoir sur l’opinion publique des idées reçues imbéciles parlant de “haines” et “d’intolérance historiques inextinguibles” entre les peuples des Balkans, de l’“impossibilité objective” qu’ils puissent vivre en paix dans un seul Etat et de leur “incapacité complète” à coexister de façon indépendante et libre. Nous voyons ici à nouveau à l’œuvre les méthodes utilisées depuis des siècles par ceux qui ont voulu réduire les Balkans en esclavage : la tactique qui consiste à semer la discorde et à opposer les peuples des Balkans les uns aux autres.

On dénigre et on calomnie à tout va la guerre de libération du peuple yougoslave (NOB) et la révolution yougoslave de 1941-1945 et on réhabilite toutes les forces historiques réactionnaires et rétrogrades et leurs idéologies. On présente la NOB et la révolution comme “un accident de

l'histoire", une erreur, comme si le phénomène "russe" avait été importé, ou bien comme résultant de la "célèbre" "conspiration anti-serbe du Comintern, du Vatican et du judaïsme". On dissimule et on nie le fait que ce fut un haut fait magnifique, héroïque, authentique, auquel prirent part tous les peuples de Yougoslavie et des Balkans. La Révolution yougoslave résulta des efforts et des combats conjoints des peuples des Balkans pour la révolution balkanique et pour la Fédération socialiste des Balkans. La Fédération socialiste des Balkans est un objectif qui figurait traditionnellement dans le programme du mouvement ouvrier balkanique et qui, jusqu'en 1948, faisait officiellement partie du programme de tous les partis communistes des Balkans. Ce fait historique fut l'un des points les plus soigneusement et entièrement dissimulés dans tous les livres d'histoire officiels. La majorité des jeunes gens aujourd'hui n'en n'ont jamais entendu parler.

Les forces centrifuges à l'intérieur de la bureaucratie totalitaire en Yougoslavie virent le jour et furent encouragées par les premières "réformes libérales" transitoires en 1963. Elles résultèrent de la pression conjointe à laquelle la bureaucratie yougoslave avait été exposée depuis les premiers jours de son installation : d'un côté, la pression de la classe ouvrière yougoslave qui défendait ses conquêtes sociales ; de l'autre, la pression de l'impérialisme mondial dictant des "réformes économiques transitoires" qui ruinaient les conquêtes ouvrières. La bureaucratie yougoslave, comme toutes les autres bureaucraties totalitaires issues de la bureaucratie stalinienne, dans tous les Etats "socialistes bureaucratiques", était littéralement socialement et politiquement soumise à un intense feu croisé : prise entre le marteau de l'impérialisme mondial et l'enclume du mouvement ouvrier. Le résultat de cette double pression fut que tout l'appareil bureaucratique du pouvoir yougoslave s'effondra et se désagrégea en ses composantes "nationales" quand il essaya de faire reporter sur l'un ou sur l'autre le fardeau de la crise politique et économique, tout en passant toujours davantage sous le contrôle et les ordres de l'impérialisme mondial. Ces bureaucraties "nationales", aidées par le soutien actif de la machine de propagande de l'impérialisme mondial "démocratique", présentèrent leur propre décomposition et l'absence de soutien social de leur propre peuple comme la désintégration inévitable de la Fédération de Yougoslavie et sa division en Etats "nationaux". C'est la raison pour laquelle nous avons assisté à un concert orchestré et assourdissant tendant à remettre en place un "romantisme national" réactionnaire et des idéologies et des mythologies chauvines réactionnaires.

Les mobilisations chauvines des lumpenprolétariats sociaux et intellectuels — depuis Arkan et Seselj (20) jusqu'à l'Académie serbe des sciences et des arts (sans parler du menu fretin journalistique) — eurent comme contrepartie parfaitement compatible (ou comme autre face de la même sinistre médaille) les "pacifistes" sous l'égide de l'OTAN, "libéraux-démocrates" qui défendaient eux aussi l'idée que les peuples de Yougoslavie étaient incapables de coexister, et donc que l'intervention de la "communauté internationale" et du protectorat international était nécessaire pour la pacification. Au début de la guerre, le principal défenseur et idéologue de l'alternative "pacifiste sous l'égide de l'OTAN" fut Vesna Pesic, qui fut aussi la première avec son groupe à opérer un "raid" sur une organisation politique durant la période du "pluralisme politique" en Serbie. A l'automne 1990, Vesna Pesic avec son groupe gagna une majorité à l'intérieur de la direction de l'UJDI (21) et — contre tous les objectifs programmatiques de l'UJDI et contre la décision explicite et claire de l'assemblée de l'UJDI stipulant que la seule élection à laquelle l'UJDI participerait serait l'élection à l'Assemblée constituante, et contre tous les articles des statuts de l'UJDI — usurpa cette organisation démocratique qui était censée être au-dessus de tous les partis et l'inscrivit à nouveau frauduleusement comme "parti" politique qui participerait aux premières élections "pluralistes" et "parlementaires" en Serbie. En effectuant cette réinscription de l'UJDI, Vesna Pesic transforma l'organisation en un appendice politique du parti "réformiste" du Premier ministre fédéral de l'époque, Ante Markovic, dont le programme politique était une transition pacifique et totale de la Yougoslavie, sa privatisation et sa recolonisation.

L'opposition unie de Serbie décida de boycotter les élections, puisqu'elles n'étaient pas démocratiques. Vesna Pesic y vit une bonne occasion de jouer le rôle de seule alternative d'"opposition" au Parti "socialiste" serbe (SPS) de Milosevic lors des élections, et un moyen de

remporter tous les sièges de députés que le SPS était prêt à céder aux partis d'opposition afin de les intégrer et de les corrompre.

C'est ainsi que l'UJDI devint le premier "parti" à trahir la décision unanime des partis d'opposition de ne pas participer à des élections truquées et qu'il fit le premier pas pour accorder une légitimité à la comédie électorale de Milosevic. Aujourd'hui, l'Alliance civique de Serbie se garde bien de dire un mot sur tout cet épisode des débuts de son histoire. Aujourd'hui, l'Alliance civique fait partie d'une scission vaguement comique "libérale-démocrate" du Parti démocratique, rassemblée autour du LDP (le Parti libéral-démocrate) de Vladimir Popovic Beba, un des patrons de seconde zone issus du programme de pillage à l'époque des privatisations organisées par Milosevic.

Vesna Pesic, tout comme son Centre d'action contre la guerre, est une véritable pionnière du système pacifiste sous l'égide de l'OTAN et des ONG en Serbie. Dans les deux années qui suivirent, cette comédie gagna en ampleur et en influence grâce à de nouveaux retournements de veste de la part des tenants du régime précédent et du régime existant — des gens qui cherchaient simplement à gagner facilement de l'argent. Les nouveaux acteurs de ce théâtre commencèrent à agir au grand jour seulement après que leurs sponsors internationaux les eurent convaincus que leur influence sur Milosevic et son régime était assez forte et qu'ils eurent reçu l'assurance que leur "sécurité personnelle" était garantie contre tout harcèlement. La nature de leur influence fut confirmée de façon évidente par le fait que la CIA témoigna — en tant que témoin de la défense — en faveur de Jovica Stanisic (chef de la police secrète de Milosevic, qui demeure à ce jour son éminence grise) au tribunal de La Haye. Les choses devinrent encore plus évidentes après la publication par la CIA d'un rapport (22) qui faisait l'éloge de Stanisic pour avoir été leur agent "numéro un" dans les Balkans — et qui mentionnait, en passant, que les activités de Stanisic en tant qu'agent de la CIA étaient approuvées et supervisées par Milosevic, à qui Stanisic était demeuré loyal jusqu'au bout sans jamais le trahir. Cette remarque "en passant" était en fait une manière discrète pour la CIA d'annoncer publiquement que leur "agent numéro un" dans les Balkans était en fait le patron de Jovica, c'est-à-dire Slobodan Milosevic lui-même.

Aujourd'hui, les chantres du pacifisme sous l'égide de l'OTAN et des ONG en Serbie font partie du Comité d'Helsinki des droits de l'homme sous la direction de Sonja Biserko (ancienne secrétaire en second de l'ambassade de Yougoslavie à Londres et sans aucun doute possible une employée expérimentée, qui avait fait preuve de son dévouement au service de l'ancien appareil bureaucratique totalitaire) et de la coalition libérale regroupée autour du LDP.

Pour que puisse se perpétuer le protectorat international (autrement dit le protectorat américain) et l'occupation militaire des Balkans, il faut que se perpétuent les "tensions" dont il est fait usage pour justifier l'occupation colonisatrice. Il faut que se perpétue la fausse alternative "soit le chauvinisme, soit le pacifisme sous l'égide de l'OTAN", que l'on présente aux peuples des Balkans comme la seule alternative possible. Le nettoyage ethnique le plus massif a été perpétré en Bosnie-Herzégovine sous l'occupation et sous le contrôle direct de la FORPRONU. Et de nombreux criminels de guerre ont été amnistiés, lavés de toute responsabilité pour leurs crimes et intégrés dans les nouveaux appareils du pouvoir. C'est la FORPRONU qui a organisé l'"échange pacifique de populations" entre des "idiotités" (entités idiotes, autrement dit des bantoustans) nationales qui ont résulté du démembrement de la Bosnie-Herzégovine consécutif aux accords de Dayton.

Les nationalistes chauvins contribuent à la perpétuation des tensions en employant leurs discours éculés : ils nient les crimes, se disputent sur le nombre des victimes comme des marchands de tapis, discutent à longueur de temps pour savoir quels sont ceux qui ont commis les pires crimes et quels crimes sont "meilleurs" que les autres, en mettant en avant des mythologies nationales grotesquement romancées, accusant l'un ou l'autre des gouvernements fantoches des pays des Balkans devant les tribunaux internationaux, etc.

Leurs partenaires et homologues des "pacifistes sous l'égide de l'OTAN" et des ONG font la même chose en plaidant pour la réconciliation des "sauvages tribus balkaniques dressées l'une contre l'autre", en reconnaissant des crimes "nationaux" (ainsi qu'une "culpabilité nationale") et en se présentant mutuellement des excuses, en faisant de mutuels actes de repentance, de pardon et de

“catharsis”. Il ne fait aucun doute qu’ils ont bien besoin de cette expérience de purgation spirituelle cathartique, mais ils ont autrement plus besoin d’une opération qui les guérirait de la cataracte de l’OTAN qu’ils ont dans les yeux. Il suffirait pour procéder à cette opération de publier les revenus qu’ils reçoivent de “donateurs étrangers” et locaux, et de les soumettre à l’impôt légal.

Sans aucun doute, nationalisme chauvin d’un côté, pacifisme sous l’égide de l’OTAN de l’autre, reliés par des relations de partenariat, ont quelque chose de commun : un programme de pillage et de privatisation, de recolonisation des Balkans sous l’égide de l’Union européenne (c’est-à-dire, en fait, des Etats-Unis). Le tout sous la férule “civilisatrice” de “la communauté internationale” (là encore, lire : de l’impérialisme américain). Soit ils ignorent, soit ils s’opposent aux grèves de masse et aux combats des travailleurs yougoslaves contre cette “transition vers la colonisation”, en racontant leurs histoires à dormir debout sur la “mondialisation néo-libérale”. Les partisans de ces deux perspectives prétendument opposées font également chacun de leur mieux pour transformer les syndicats en ONG corrompues.

La cacophonie obscurantiste de toutes les Eglises yougoslaves — qui ont traditionnellement servi tous les régimes dans les périodes les plus sombres des Balkans — rejoint et soutient le chœur des nationalistes chauvins et des “pacifistes sous l’égide de l’OTAN”. Et pourquoi pas ? Les Eglises ne sont-elles pas les plus anciennes organisations non gouvernementales officielles des Balkans ? Elles tentent de dévoyer et de canaliser la révolte de la jeunesse vers des impasses et de fausses alternatives. De tels efforts sont salués par les groupes “ultra-gauche” fortement infiltrés par des provocateurs comme l’ASI (Initiative anarcho-syndicaliste). Ces groupes font tout leur possible pour canaliser l’énergie et les tendances démocratiques et socialistes de la jeunesse en les orientant sur des accrochages dans la rue entre les ONG “antifascistes” à la mode et les fantômes artificiels du fascisme incarnés par des gangs de casseurs fascistes contrôlés par la police comme “Obraz” et “Nacstroj”. Le régime instrumentalise ces manèges pour imposer davantage de restrictions des libertés démocratiques en Serbie, promouvoir ses propres ONG “antifascistes” policières et pousser la jeunesse vers des impasses et de fausses “nouvelles” alternatives.

Malgré toutes les pressions, les travailleurs et les peuples de Yougoslavie continuent à se battre pour leur droit de vivre et de travailler pour la paix et la liberté, pour la communauté libre et souveraine des peuples libres des Balkans, et pour la défense et le développement de leurs syndicats indépendants et de leurs organisations politiques indépendantes.

**Pavlusko Imsirovic,  
29 octobre 2009**

(1) Massacre d’environ 8 000 hommes et jeunes hommes de la région de Srebrenica (Bosnie, ex-Yougoslavie) en juillet 1995 (NDLR).

(2) James Baker : secrétaire d’Etat (ministre des Affaires étrangères) du président américain George Bush “père” de 1989 à 1993 (NDLR).

(3) Slobodan Milosevic (1941-2006) : dirigeant de la bureaucratie serbe et président de la République fédérale de Yougoslavie (union de la Serbie et du Monténégro, de 1997 à 2000). Signataire des accords de Dayton sous l’égide de l’impérialisme américain en 1995, accords qui entérinent la “cantonisation ethnique” de la Bosnie (NDLR).

(4) Ante Markovic : dernier Premier ministre de la République fédérale socialiste de Yougoslavie, auteur d’un plan brutal de “réformes de marché” et de privatisations mis en œuvre par la bureaucratie, plan auquel répondit une mobilisation ouvrière massive (NDLR).

(5) Zoran Djindjic : ancien opposant, fondateur du Parti démocratique, Premier ministre de Serbie après le renversement de Milosevic en 2001, assassiné en 2003 (NDLR).

(6) Alija Izetbegovic (1925-2003) : fondateur du parti “musulman” de Bosnie SDA en 1989, président de la République de Bosnie-Herzégovine de 1990 à 1996, signataire des accords de Dayton en 1995.

(7) “Arkan”, Jelko Rajnatovitch (1952-2000) : voyou, indicateur de la police politique yougoslave, puis serbe, qui devint l’un des chefs de bandes armées (les “Tigres” d’Arkan) ayant participé aux massacres dans les années 1990 (NDLR).

(8) L’un des rares textes qui parlent de cet épisode révolutionnaire est un long document vide, particulièrement ennuyeux et plein de contre-vérités, écrit par Muhammad Filipovic Tunjo, un des dirigeants du MBO (organisation musulmane serbe dirigée par Adil Zulfikarpasic, trafiquant d’armes basé en Suisse, connu pour avoir passé des armes en contrebande dans des navires ancrés dans le port de Bar — c’est-à-dire un port contrôlé par la coalition armée de

Milosevic et l'appareil militaire des JNA !), en 1991, à l'apogée de la guerre en Croatie. Dans son texte, M. Filipovic répète sans cesse, avec de minuscules changements, la thèse que le Comité de salut public du 4 avril constituait une tentative de coup d'Etat sans dire un mot sur ceux qui étaient les acteurs de ce "coup d'Etat", contre qui il était dirigé et quel était son programme politique. Filipovic n'est ni assez idiot ni assez mal informé pour ignorer qu'il s'agissait d'une révolution politique ouvrière manquée qui fut violemment réprimée avec sa participation (P. I.).

(9) Markale : place d'un marché de Sarajevo qui fut le théâtre d'un massacre le 5 février 1994 (NDLR).

(10) FORPRONU : force de protection de l'ONU.

(11) Pour un complément d'information sur le pacte de l'OTAN, aller sur le site [www.nato.int/sfor/indexinf:125/pl4a/t0114a.htm](http://www.nato.int/sfor/indexinf:125/pl4a/t0114a.htm)

(12) Ratko Mladic, commandant en chef de l'armée de la République serbe de Bosnie.

(13) Radovan Karadzic : dirigeant de la "République serbe de Bosnie", arrêté en 2008 pour être jugé par le "Tribunal pénal international" de La Haye.

(14) Jovan Stanisic : ancien dirigeant des services secrets de Milosevic, jugé au Tribunal de La Haye, procès au cours duquel il fut défendu par la CIA. Celle-ci, dans un rapport publié en mars 2009, présenta Stanisic comme l'agent "numéro un" de la CIA dans les Balkans à cette époque (voir plus bas).

(15) Opération "Oluja" (opération "tempête") : vaste opération militaire du 4 au 8 août 1995 au cours de laquelle l'armée croate, appuyée par les forces militaires bosniaques, reprit à la "République serbe de la Krajna" et la "République serbe de Bosnie" des territoires annexés par celles-ci depuis 1991 (NDLR).

(16) Accords de Dayton : accords signés en novembre-décembre 1995, sous l'égide du président américain Clinton, par le Serbe Milosevic, le Croate Tudjman et le Bosniaque Izetbegovic, qui entérinent la "partition ethnique" de la Bosnie, divisée en "fédération croato-musulmane" et "entité serbe de Bosnie" (NDLR).

(17) Ce territoire, majoritairement peuplé d'Albanais, fut annexé par la Serbie en 1912. Le Parti social-démocrate serbe et le mouvement ouvrier balkanique avaient alors protesté contre cette annexion (NDLR).

(18) Vojislav Kostunica : "opposant" à Milosevic, à qui il succède à la tête de la Yougoslavie (union entre la Serbie et le Monténégro) de 2000 à 2003, et qui devient ensuite Premier ministre de Serbie (NDLR).

(19) Boris Tadic : président de la République de Serbie depuis 2004 (NDLR).

(20) Vojislav Seselj : chef du Parti radical serbe (SRS) et partisan de la doctrine chauvine de la "Grande Serbie" (NDLR).

(21) UJDI : Association pour l'initiative démocratique yougoslave, organisation "civique" de la fin des années 1980 (NDLR).

(22) *Los Angeles Times*, 1<sup>er</sup> mars 2009.



## Deux articles de Léon Trotsky

### Présentation

Ce numéro de *La Vérité* reproduit deux articles de Léon Trotsky. Le premier, “*Le pacte germano-soviétique*”, est daté du 4 septembre 1939, dix jours après que Hitler et Staline ont officiellement proclamé leur alliance, alors que la Pologne est envahie et que la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l’Allemagne. Le second, “*Hitler et Staline, étoiles jumelles*”, a été écrit le 4 décembre 1939, alors que les opérations militaires s’immobilisent sur le front occidental dans ce qu’on appelle la “drôle de guerre” et que les forces armées russes ne parviennent pas à briser la résistance finlandaise (1).

Ces articles s’intègrent dans l’extraordinaire activité politique déployée par Trotsky durant les deux dernières années de sa vie. Les articles, résolutions, lettres politiques qu’il a écrits entre juin 1938 et août 1940 couvrent six volumes des *Œuvres* (tomes 18 à 24) — qui ne contiennent pas l’ensemble des textes réunis dans *Défense du marxisme* ni le livre inachevé sur Staline.

On peut dire que Trotsky, dans cette période, lutte contre le temps pour armer le plus efficacement les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale au moment où celle-ci va connaître l’épreuve de la guerre. Il est sans illusions sur les coups qui vont lui être portés sur tous les terrains, mais il est convaincu qu’elle résistera. Cette conviction repose sur le fait que la lutte des classes n’est pas abolie par la guerre. Au contraire, la barbarie de la guerre qui se déchaîne est le produit de la décomposition et de l’impasse du capitalisme, dans des conditions où les combats répétés engagés par les travailleurs depuis 1917 n’ont pu aboutir au renversement de ce système que parce qu’ils ont été trahis par les directions vers lesquelles ils se tournaient.

Trotsky explique :

*“C’est seulement après plusieurs mois que critique et dégoût commenceront à se manifester à une grande échelle un peu partout : alors, nos camarades isolés, un blessé dans un hôpital, un soldat dans une tranchée ou une femme dans un village sentiront que l’atmosphère a changé et prononceront une parole hardie. Et celui-là même qui était un camarade tout à fait inconnu dans une section parisienne deviendra le leader d’un régiment, d’une division, et se sentira un dirigeant révolutionnaire. C’est caractéristique de notre période”* (avril 1939, “*Discussion sur la IV<sup>e</sup> Internationale*”, *Œuvres*, tome 21, page 53).

Trotsky, s’appuyant sur une analyse serrée des développements mondiaux, défend la méthode et le contenu même du marxisme. En particulier, en réfutant les arguments de ceux pour qui la bureaucratie stalinienne constituerait une nouvelle classe sociale ayant vocation d’étendre sa domination et rendant par là même caduque la lutte entre bourgeoisie et prolétariat (2), Trotsky démontre que la bureaucratie n’est qu’une couche intermédiaire qui parasite et mine les conquêtes de la révolution d’Octobre, prépare leur liquidation, et qu’elle n’est, historiquement, qu’une courroie de transmission de la pression impérialiste. C’est sur cette base qu’il peut analyser — notamment dans les deux articles ici reproduits — les enjeux de la guerre mondiale qui commence, les perspectives qui sont ouvertes et le rôle de la bureaucratie stalinienne.

Nous sommes soixante-dix ans après le déclenchement de ce conflit qui entraîna le monde entier, conduisant au plus épouvantable massacre, de l’extermination des populations juives en Europe à l’utilisation de l’arme nucléaire à Hiroshima et Nagasaki. Pourtant, cet anniversaire n’a pas donné lieu à de grandes célébrations médiatiques, encore moins à la moindre réflexion sérieuse sur les causes profondes de cette guerre, sur ce qui l’avait rendue possible.

Il semble qu'il faille considérer cette période comme un chapitre révolu. Nous ne serions plus, pour reprendre l'expression de Lénine, à *"l'ère des guerres et des révolutions"*. L'heure serait à une bénéfique "globalisation", qu'il suffirait d'ordonner, à une "crise climatique" qui appellerait les efforts unis de tous, exploités comme exploités... En d'autres termes et sous des formes différentes que celles prévalant dans les années où Trotsky écrivait, c'est la même affirmation : la lutte des classes n'est plus à l'ordre du jour.

Léon Trotsky ne démontrait pas seulement que dans les années noires de la Seconde Guerre mondiale la lutte des classes ne s'interrompait pas. Il montrait que la seule voie pour s'opposer à la barbarie, c'était la lutte de la classe ouvrière pour en finir avec le système capitaliste d'exploitation qui l'avait engendré, et que, pour mener cette lutte, la classe ouvrière devait — en toutes circonstances — préserver son indépendance. Trotsky plaçait ainsi au centre la question de la direction.

Caractérisant le pacte germano-soviétique, Trotsky le présente non comme une manœuvre habile ainsi que le prétendent certains, mais comme *"une capitulation de Staline devant l'impérialisme fasciste avec l'objectif de sauver l'oligarchie soviétique"*. Contrairement aux explications alors fréquentes, ce n'est pas Hitler qui serait contraint d'avoir recours à Staline, mais bien l'inverse. Certes, *« Hitler avait besoin de la neutralité "amicale" de l'URSS »*, mais c'est Staline qui *"a peur de la guerre"*, car *"on ne peut faire la guerre avec des ouvriers et des paysans mécontents et une Armée rouge décapitée"* (sauf indications contraires, toutes les citations proviennent des deux articles qui suivent).

La politique de la bureaucratie a mortellement affaibli l'URSS, en même temps qu'elle portait les coups les plus terribles à la classe ouvrière mondiale (*"le chaos provoqué dans l'esprit des ouvriers est l'une des conditions principales des victoires fascistes"*, écrit Trotsky dans *"Le pacte germano-soviétique"*).

C'est le rôle contre-révolutionnaire central du stalinisme sur lequel Trotsky revient dans l'article *"Hitler et Staline, étoiles jumelles"* : *"Staline demeure le satellite de Hitler"*, car *"Staline cherche à éviter une guerre"*, ce qui ne signifie pas *"que la guerre lui permettra de se dérober"*.

La volonté de la bureaucratie d'anéantir en URSS tout ce qui se rattachait à la révolution d'Octobre, au Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, a conduit aux purges sanglantes, en même temps que la bureaucratie, au travers de son appareil international, organisera défaite après défaite, car *"Staline s'est fixé pour tâche de prouver à Londres et Paris qu'il était capable de venir à bout de la révolution prolétarienne"*. Le résultat, c'est l'affaiblissement de l'URSS et de sa position internationale. Le pacte avec Hitler cherche à différer la guerre, mais provoquera le désastre en juin 1941, lorsque les armées nazies attaqueront l'URSS...

De la guerre qui commence — au moment où ces articles sont écrits —, Trotsky dit d'emblée qu'elle se terminera par la défaite du régime nazi :

*"L'impérialisme allemand est arrivé trop tard : la furie militaire qui s'est emparée de lui va se terminer par une terrible catastrophe."*

Cette conviction, il la tire de la réalité de la lutte des classes. Il cite, pour illustrer cette conviction, l'ultime entretien entre l'ambassadeur français Coulondre et Hitler, où l'ambassadeur dit qu'il a peur qu'à l'issue de la guerre *"il n'y ait qu'un seul vainqueur, Monsieur Trotsky"*. En d'autres termes, que la guerre impérialiste se transforme en guerre civile.

Les peuples de l'Union soviétique, malgré la bureaucratie, par leur combat héroïque et leur sacrifice, ont été un facteur majeur de la défaite de l'impérialisme allemand et des développements révolutionnaires qui ont mis le renversement du capitalisme à l'ordre du jour dans toute la planète. De ce point de vue, il est nécessaire, dans le contexte de la situation actuelle, de revenir sur la conclusion de l'article de Trotsky :

*“La victoire des masses populaires sur la tyrannie nazie constituera l’une des plus grandes explosions de l’histoire du monde et changera du jour au lendemain le visage de l’Europe. La vague d’éveil de l’espoir et de l’enthousiasme ne s’arrêtera pas aux frontières hermétiques de l’URSS. Les masses populaires d’Union soviétique détestent la vorace et cruelle caste dirigeante. Leur haine n’est retenue que par l’idée que l’impérialisme les guette. La révolution en Occident privera l’oligarchie du Kremlin de son seul droit à l’existence politique. Si Staline survit à son allié Hitler, ce ne sera pas pour longtemps. Les étoiles jumelles tomberont du ciel.”*

On ne peut qu’être frappé par la clarté du pronostic et par l’explication qui la sous-tend : les travailleurs soviétiques ont résisté à l’agression qui visait à la destruction de l’URSS, à leur propre destruction, avant de s’attaquer directement au pouvoir de la bureaucratie. *“La victoire des masses populaires sur la tyrannie nazie”* a bien constitué *“l’une des plus grandes explosions de l’histoire du monde”*, une victoire révolutionnaire priverait *“l’oligarchie du Kremlin de son seul droit à l’existence politique”*. La chute de Hitler met bien à l’ordre du jour celle de Staline.

La vague révolutionnaire mondiale — qui, internationalement, ébranle tous les piliers de la domination capitaliste, les peuples des colonies jetant à bas les empires qui les oppriment — réalise ce que Trotsky affirmait :

*“La nouvelle guerre mondiale donnera au mouvement de libération des nations opprimées une impulsion formidable.”*

La vague révolutionnaire qui déferle va être contenue dans les principaux centres impérialistes par la digue avant tout édifiée par les partis staliniens. Plus encore que lors de la révolution espagnole et de la grève générale de mai-juin 1936 en France, Staline prouve que son pouvoir — et la place qu’occupe le stalinisme dans le mouvement ouvrier mondial — constitue bien le meilleur rempart contre la révolution.

Le système mondial capitaliste demeure. Le pronostic de Trotsky ne s’est-il pas avéré erroné ? *“Si Staline survit à Hitler, ce ne sera pas pour longtemps”*, écrivait-il. Le régime de la bureaucratie a encore duré 45 ans avant de s’effondrer. Au-delà de la formule de Trotsky, ne serait-ce pas le marxisme qui serait pris en défaut ? C’est précisément à ce sujet que Trotsky écrivait dans un autre article de la même période :

*“Tout pronostic historique est toujours conditionnel, et plus il est concret, plus il est conditionnel. Un pronostic n’est pas une traite qui peut être honorée à une date donnée. Un pronostic ne fait que dessiner les tendances principales du développement. Mais avec ces tendances, il opère un ordre différent de forces qui, à un moment donné, commencent à s’imposer. Tous ceux qui cherchent des prédictions d’événements concrets devraient s’adresser aux astrologues. Le pronostic marxiste n’aide qu’à s’orienter”* (*“Bilan de l’expérience finlandaise”*, 25 avril 1940, *Œuvres*, tome 23, page 291).

S’orienter pour agir, dans la voie d’une issue positive. Trotsky avait d’ailleurs examiné la possibilité de la “variante” qui s’est finalement réalisée :

*“Si le prolétariat mondial renonçait à l’indépendance de sa politique, une alliance entre l’URSS et les démocraties impérialistes signifierait la croissance de l’omnipotence de la bureaucratie de Moscou, sa transformation ultérieure en agence de l’impérialisme et les concessions inévitables de sa part à l’impérialisme dans le domaine économique”* (*“Notre cap ne change pas”*, 30 juin 1940, *Œuvres*, tome 24, page 185).

Les délais ont été plus longs — du fait, d’ailleurs, des résultats contradictoires de la lutte des classes —, mais la bureaucratie stalinienne comme telle a finalement terminé sa trajectoire contre-révolutionnaire en ouvrant directement la voie à la désagrégation de l’URSS. A l’origine de ce développement, le fait que le stalinisme, secondé sur ce terrain par la social-démocratie, a eu la force politique de barrer la route à l’affirmation de l’indépendance de

classe du prolétariat lors de l'immense crise révolutionnaire qui a marqué la fin du second conflit mondial.

Dans une conjoncture nouvelle, la question est à nouveau posée. Ce n'est que par sa politique indépendante que la classe ouvrière peut faire face à la barbarie, ouvrir la voie à la révolution socialiste. Aider à l'expression de cette politique indépendante, c'est la tâche et la raison d'être historique de la IVe Internationale.

**François Forgue**

(1) En novembre 1940, après l'échec de négociations sur les questions frontalières, l'URSS avait déclaré la guerre à la Finlande. L'échec de l'Armée rouge, malgré sa supériorité numérique, illustre la faiblesse dont Trotsky parle dans ces articles.

(2) Il s'agit du débat essentiellement mené au sein de l'organisation trotskyste américaine, le Socialist Workers Party. Les contributions de Trotsky ont été réunies dans *Défense du marxisme*.

## Le pacte germano-soviétique (4 septembre 1939)

On me demande de différents côtés pourquoi je ne me suis pas exprimé plus tôt sur le pacte germano-soviétique et ses conséquences (1). J'en ai été empêché par des circonstances personnelles accidentelles : maladie et un départ à la campagne. J'ai pensé en outre que les événements étaient si clairs qu'ils n'avaient pas besoin d'être commentés. Mais cela s'est passé différemment. Dans différents pays, il y a encore des gens — de moins en moins, c'est vrai — qui ont l'audace de peindre la trahison du Kremlin comme un acte de vertu politique. Selon ces messieurs, Staline et Hitler ont des objectifs communs, qu'ils s'efforcent d'atteindre par les moyens de la diplomatie secrète dans l'intérêt de... la paix et de la démocratie. Cet argument n'est-il pas d'une répugnante bouffonnerie ?

Depuis 1933, j'ai montré et démontré dans la presse mondiale que Staline cherchait un accord avec Hitler. J'ai en particulier prouvé ce pronostic dans mes déclarations devant la commission d'enquête Dewey, à Coyoacan, en avril 1937. Maintenant, les cyniques au service du Kremlin essaient de présenter l'affaire comme si leur programme — “alliance avec les démocraties” et “sécurité collective” — était corroboré ; ainsi mon pronostic serait faux : j'avais prédit, assurent-ils, la conclusion d'un pacte militaire *d'agression*, alors que Staline et Hitler ont seulement conclu un pacte humanitaire et pacifiste de non-agression mutuelle (Hitler étant, on le sait, strictement végétarien). Et pourtant ! Tout est clair après l'invasion de la Pologne survenant immédiatement après les embrassades de Ribbentrop et de Molotov ! Quelques-uns des défenseurs du Kremlin les moins intelligents se sont tout d'un coup rappelé (ils l'ignoraient auparavant) que la Pologne était “un Etat demi-fasciste”. Il semble que sous l'influence bienfaisante de Staline, Hitler ait commencé la guerre contre le “demi-fascisme”.

Ou peut-être Hitler a-t-il abusé de la confiance enfantine de Staline ? S'il en était ainsi, Staline aurait pu rapidement disperser l'illusion. Mais en fait, *le Soviet suprême a tout de suite ratifié le pacte au moment même où les troupes allemandes franchissaient la frontière polonaise*. Staline savait très bien ce qu'il faisait.

Pour attaquer la Pologne et pour faire la guerre à la Grande-Bretagne et à la France, Hitler avait besoin de la neutralité “amicale” de l'URSS, plus les matières premières soviétiques. Les pactes politique et commercial lui ont assuré les deux.

A une session du Soviet suprême, Molotov a célébré les avantages d'un accord commercial avec l'Allemagne. Ce n'est nullement surprenant. L'Allemagne a besoin, à tout prix, de matières premières. Quand on fait la guerre, on ne regarde pas à la dépense. Usuriers, spéculateurs et maraudeurs profitent de la guerre. Le Kremlin a fourni son pétrole pour la campagne italienne contre l'Abyssinie. En Espagne, le Kremlin a fait payer le double du prix pour les mauvaises armes qu'il a fournies. Maintenant, le Kremlin attend un bon prix de Hitler pour ses matières premières soviétiques. Les laquais du Comintern, même là-dessus, n'ont pas honte de défendre les actions du Kremlin. Tout ouvrier honnête serre les poings devant cette politique. Allant jusqu'au tréfonds du cynisme, les défenseurs du Kremlin voient un grand mérite pour Staline dans le fait qu'il n'a pas attaqué directement la Pologne. Ils voient également dans cette circonstance une réfutation de mon pronostic. Mais en réalité, je n'ai *jamais* prédit que Staline allait conclure un pacte *d'agression* avec Hitler. Avant tout, Staline a peur de la guerre. Sa politique de capitulations devant le Japon dans les dernières années l'atteste. Staline ne peut pas faire la guerre avec des ouvriers et des paysans mécontents et une Armée rouge décapitée (2). Je

l'ai dit souvent au cours des dernières années et je le répète encore. Le pacte germano-soviétique est une capitulation de Staline devant l'impérialisme fasciste avec l'objectif de sauver l'oligarchie soviétique.

Dans toutes les mascarades pacifistes organisées par le Comintern, Hitler était proclamé principal, sinon unique agresseur ; au contraire, la Pologne était pour eux un agneau innocent. Maintenant que Hitler est passé des paroles aux actes et qu'il a commencé l'agression contre la Pologne, Moscou est également passée aux actes et... a aidé Hitler. Ce sont les faits, simplement les faits. On ne peut y échapper par des sophismes pourris.

Les défenseurs du Kremlin font référence au fait que la Pologne a refusé de permettre à l'armée soviétique d'entrer sur son territoire (3). Nous ne connaissons pas le cours des conversations secrètes. On peut admettre que la Pologne a fait une évaluation incorrecte de ses propres intérêts en refusant l'aide directe de l'Armée rouge. Mais le droit du Kremlin d'aider l'invasion de la Pologne par l'Allemagne découle-t-il du refus polonais de permettre l'entrée sur leur territoire d'armées étrangères ?

Les avocats du Kremlin se réfèrent enfin au fait que le pacte germano-soviétique a brisé "l'axe", isolant le Japon. *En réalité, c'est l'URSS qui a pris la place du Japon dans la structure de l'Axe.* L'aide du lointain Mikado aux opérations militaires de Hitler en Europe aurait eu un caractère presque illusoire. Au contraire, l'aide de Staline a une grande et réelle valeur. Il n'est pas étonnant que Hitler ait préféré l'amitié de Staline à celle du Mikado. Est-il possible que "pacifistes", "démocrates" et "socialistes" parlent sans rougir de cette nouvelle combinaison diplomatique ?

En ce qui concerne la classe ouvrière, ces messieurs n'y pensent pas du tout. Et en attendant, le chaos provoqué dans l'esprit des ouvriers est l'une des conditions principales des victoires fascistes. Il faut comprendre l'état d'esprit d'un ouvrier révolutionnaire allemand qui mène au péril de sa vie la lutte illégale contre le national-socialisme et découvre tout d'un coup que le Kremlin, qui dispose de tant de ressources, non seulement ne combat pas Hitler, mais au contraire conclut avec lui une affaire avantageuse sur le terrain du banditisme international. Cet ouvrier allemand n'a-t-il pas le droit de cracher au visage de ses maîtres à penser d'hier ?

C'est certain, les ouvriers le feront. L'unique "mérite" du pacte germano-soviétique est qu'en dévoilant la vérité, il brise la colonne vertébrale du Comintern. De tous les pays, surtout de France et des Etats-Unis, nous viennent des témoignages d'une crise aiguë dans les rangs du Comintern, de départs de patriotes impérialistes d'un côté, internationalistes de l'autre. Aucune force au monde ne peut enrayer cette décomposition. Le prolétariat mondial passera par-dessus la trahison du Kremlin et en même temps par-dessus le cadavre du Comintern.

(1) Rappelons que le pacte germano-soviétique avait été signé à Moscou le 23 août : c'était le premier article de Trotsky qui lui était consacré (note, comme les suivantes, de la rédaction des *Œuvres*).

(2) En 1938, après l'exécution des principaux chefs militaires de l'Armée rouge, l'épuration avait frappé les cadres supérieurs, faisant disparaître des dizaines de milliers d'officiers instruits et capables.

(3) Les négociations anglo-franco-soviétiques sur un accord militaire avaient commencé le 12 août 1939 et Vorochilov exigea tout de suite que fût élucidée la question de savoir si la Pologne accepterait le passage des troupes soviétiques sur son territoire. Les négociations furent interrompues et reportées à plusieurs reprises. Le 24 août, le gouvernement polonais démentait

avoir donné cette autorisation le 21 : dans l'intervalle, et depuis la veille, le pacte germano-soviétique était signé.

## **Hitler et Staline étoiles jumelles (4 décembre 1939)**

Quand Hitler envahit comme un éclair la Pologne à l'Ouest, Staline s'y glissa prudemment à l'Est. Quand Hitler, après avoir assujéti 23 millions de Polonais, proposa d'en finir avec cette guerre "inutile", Staline prêcha, à travers ses canaux diplomatiques et son Comintern, les avantages de la paix. Quand Staline occupa des positions stratégiques dans les Pays baltes, Hitler transféra volontiers ses Allemands ailleurs (1). Quand Staline attaqua la Finlande (2), la presse de Hitler, la seule au monde, proclama sa solidarité totale avec le Kremlin. Les orbites de Staline et de Hitler sont liées l'une à l'autre par quelque attraction interne. Quelle attraction ? Combien de temps va-t-elle durer ?

Des étoiles jumelles sont "optiques", c'est-à-dire apparentes, ou bien "physiques", c'est-à-dire véritablement jumelles, formant un couple dans lequel une étoile tourne autour de l'autre. Hitler et Staline sont-ils des étoiles jumelles réelles ou apparentes, dans le ciel sanglant de la politique mondiale aujourd'hui ? Et si elles sont vraiment jumelles, laquelle tourne autour de l'autre ?

Hitler lui-même ne parle qu'avec une certaine réserve du pacte durable, "réaliste". Staline préfère fumer silencieusement sa pipe. Les politiciens et les journalistes du camp hostile représentent Staline comme l'étoile principale et Hitler comme le satellite, de manière à fomenter une querelle entre eux. Essayons d'analyser cette question complexe en ne perdant pas de vue que les orbites de la politique mondiale ne peuvent être déterminées avec autant de précision que celles des corps célestes.

Apparu bien plus tard que les puissances occidentales, le capitalisme allemand a construit l'industrie la plus avancée et la plus dynamique du continent européen, mais il a été pris de vitesse dans le premier partage du monde. "*Nous repartagerons*", proclamaient en 1914 les impérialistes. Ils se trompaient. L'aristocratie mondiale s'unit contre eux et l'emporta. Aujourd'hui, Hitler souhaite répéter l'expérience de 1914 à une échelle plus grandiose. Il ne peut faire autrement. Le capitalisme allemand étouffé dans les limites de ses frontières. Le problème de Hitler est néanmoins insoluble. Même s'il gagne la guerre, il ne peut y avoir de repartage du monde en faveur de l'Allemagne. Elle est arrivée trop tard. Le capitalisme suffoque partout dans le monde. Les colonies ne veulent plus être des colonies. La nouvelle guerre mondiale donnera aux mouvements de libération des nations opprimées une impulsion formidable.

Hitler ébranle les "amitiés", change les appréciations des nations et des gouvernements, brise les accords et les alliances, dupe ennemis et amis ; mais tout cela n'est dicté que par un unique objectif : le nouveau partage du monde. "*L'Allemagne n'est pas aujourd'hui une puissance mondiale*", écrit Hitler dans *Mein Kampf*. Mais "*l'Allemagne deviendra une puissance mondiale ou cessera d'exister*". Transformer l'Allemagne unifiée en base pour la domination européenne, transformer l'Europe unifiée en une base en vue de la domination mondiale, par conséquent pour isoler, affaiblir et soumettre l'Amérique — telle est la tâche qui est demeurée inchangée pour Hitler. Cet objectif est, pour lui, la justification du régime totalitaire qui a supprimé d'une main de fer les contradictions de classes en Allemagne.

Ce sont des traits complètement opposés qui caractérisent l'URSS. La Russie tsariste laissait un héritage de misère et d'arriération. La mission du régime soviétique n'est pas d'assurer des champs nouveaux aux forces productives, mais d'ériger des forces productives pour les anciens. Les tâches économiques de l'URSS ne nécessitent pas l'expansion de ses frontières. Le niveau de



ses forces productives lui interdit une grande guerre. La puissance offensive de l'URSS n'est pas considérable. Sa puissance défensive réside avant tout dans l'immensité de son espace.

Depuis les derniers "succès" du Kremlin, il est de mode de comparer la politique actuelle de Moscou et la politique traditionnelle de la Grande-Bretagne, laquelle, en préservant sa neutralité, a maintenu en Europe un équilibre et, en même temps, conservé sa clé. Selon cette théorie, le Kremlin n'est passé du côté de l'Allemagne, en tant que puissance la plus faible, que pour rallier le camp ennemi au cas où les succès allemands deviendraient trop importants. Tout est sens dessus dessous dans cette théorie. La politique britannique traditionnelle était possible du fait de son énorme prépondérance économique sur tous les autres pays d'Europe. L'Union soviétique, au contraire, du point de vue économique, est la plus faible de toutes les grandes puissances.

En mars dernier, après des années d'une effarante fanfaronnade officielle, Staline a parlé pour la première fois au congrès du PC russe de la productivité comparée du travail en URSS et en Occident. Cette incursion dans le domaine des statistiques mondiales avait pour but d'expliquer la pauvreté dans laquelle vivent les peuples de l'URSS. Pour pouvoir rivaliser avec l'Allemagne pour la production de fer, l'URSS, par rapport à sa population, devrait produire 45 000 000 de tonnes par an, au lieu de 15 000 000 aujourd'hui. Pour rivaliser avec les Etats-Unis, il lui faudrait élever la production annuelle de fer à 60 000 000 de tonnes, c'est-à-dire la quadrupler (il en va de même, de façon plus défavorable encore, pour les autres industries). Staline a exprimé en conclusion l'espoir que l'URSS rattraperait les pays capitalistes avancés dans un délai de dix à quinze ans. Naturellement, ce délai est aléatoire. Mais l'entrée de l'URSS dans une guerre majeure, avant que ce moment ait été atteint, signifierait de toute façon une lutte à armes inégales.

Le facteur subjectif, qui n'est pas moins important que le facteur matériel, a profondément empiré au cours des dernières années. La tendance à l'égalité socialiste proclamée par la révolution a été étouffée et diffamée. Il existe en URSS entre douze et quinze millions d'individus privilégiés qui concentrent dans leurs mains environ la moitié du revenu national et qui appellent ce régime "le socialisme". Par ailleurs, il y a environ 160 millions d'hommes opprimés par la bureaucratie et étreints par la pire des misères.

Le rapport de Hitler et Staline à la guerre est tout à fait contradictoire. Le régime totalitaire de Hitler a surgi de la peur des classes possédantes d'Allemagne devant une révolution socialiste. Hitler a été mandaté par les possédants pour sauver la propriété des menaces du bolchevisme, à tout prix, et pour aménager une ouverture de l'Allemagne vers l'arène mondiale. Le régime totalitaire de Staline a surgi de la peur de la nouvelle caste de parvenus révolutionnaires devant le peuple révolutionnaire qu'elle étrangle.

La guerre est un danger pour tous les deux. Mais il est impossible pour Hitler de mener à bien sa mission historique par un quelconque autre moyen. Une guerre offensive victorieuse assurerait l'avenir économique du capitalisme allemand et, parallèlement, du régime national-socialiste.

Il n'en va pas de même pour Staline. Il ne peut entreprendre une guerre offensive avec quelque espoir de remporter la victoire. Au cas où l'URSS entrerait en guerre, avec les innombrables victimes et privations que cela implique, tout le caractère frauduleux du régime au pouvoir, ses outrages et sa violence provoqueraient inévitablement une violente réaction de la part d'un peuple qui a déjà mené à bien trois révolutions au cours de ce siècle. Personne ne le sait mieux que Staline. L'idée fondamentale de sa politique étrangère est d'échapper à une guerre majeure.

Staline a manigancé une alliance avec Hitler, à la surprise des diplomates routiniers et des pacifistes naïfs, parce que le danger d'une guerre majeure ne pouvait venir que de Hitler et parce que, selon les calculs du Kremlin, l'Allemagne est plus puissante que ses ennemis éventuels. Les interminables conférences de Moscou avec les délégations militaires de la France et de la

Grande-Bretagne, l'été dernier (3), ont non seulement servi de camouflage aux négociations avec Hitler, mais en outre fourni une source directe de renseignements militaires. L'état-major de Moscou a été évidemment convaincu que les Alliés étaient mal préparés à une guerre majeure. L'Allemagne, entièrement militarisée, est un ennemi formidable : il n'est pas possible d'acheter sa bienveillance si on ne coopère pas à ses plans.

Cette conclusion a été déterminante dans la décision de Staline. L'alliance avec Hitler avait non seulement le mérite d'écarter pour un certain temps le danger de l'entrée de l'URSS dans une guerre majeure, mais aussi d'offrir des avantages stratégiques immédiats. En Extrême-Orient, Staline n'a cessé de reculer, d'année en année, pour échapper à la guerre ; sur la frontière, occidentale, les conditions étaient telles qu'il était possible d'échapper à la guerre en fuyant... en avant ; non en abandonnant d'anciennes positions, mais en s'emparant de nouvelles.

La presse des Alliés dépeint la situation comme si Hitler était le prisonnier de Staline (4) et elle a exagéré les gains de Moscou aux dépens de l'Allemagne — la moitié de la Pologne (environ un tiers de la population), plus la domination des côtes orientales de la Baltique, plus une porte ouverte sur les Balkans, etc. Les avantages obtenus par Moscou sont sans doute considérables. Mais le compte final n'est pas encore fait. Hitler a commencé la guerre à l'échelle mondiale. De cette lutte, ou bien l'Allemagne sortira maîtresse de l'Europe et des colonies européennes, ou bien elle s'effondrera. Préserver son flanc oriental dans une telle guerre est pour Hitler une question de vie ou de mort. Il a payé le Kremlin avec des provinces de l'ancien empire tsariste. Ce prix est-il trop élevé ?

L'argument selon lequel Staline a dupé Hitler en envahissant la Pologne et en faisant pression sur les Pays baltes est complètement absurde. Il est bien plus probable que c'est Hitler lui-même qui a poussé Staline à occuper la partie orientale de la Pologne et à mettre la main sur les Etats baltes. Dans la mesure où le national-socialisme est issu d'une croisade contre l'Union soviétique, Staline ne pouvait naturellement pas se fier à la parole d'honneur de Hitler. Les négociations ont été menées sur un ton "réaliste". *"Vous avez peur de moi ?"*, a demandé Hitler à Staline. *"Voulez-vous des garanties ? Prenez-les vous-même."* Et Staline les a prises.

Interpréter cela comme si la nouvelle frontière occidentale de l'URSS était une barrière permanente devant la marche de Hitler vers l'Est est excessif. Hitler réalise ses tâches étape par étape. C'est l'écrasement de la Grande-Bretagne qui est à l'ordre du jour maintenant. Pour atteindre cet objectif, on veut bien faire quelques sacrifices. La poussée vers l'Est présuppose une grande guerre entre l'Allemagne et l'URSS. Quand le moment viendra d'entreprendre cette guerre, la question de savoir à partir de quel méridien la bataille sera engagée n'aura qu'une importance secondaire.

L'attaque de la Finlande semble au premier abord en contradiction avec la peur de la guerre qu'éprouve Staline. Mais il s'agit en fait d'autre chose. Bien que non prévue sur le papier, cette attaque relève d'une logique objective. Pour échapper à la guerre, Staline s'est allié à Hitler. Pour se protéger de Hitler, il a occupé une série de bases sur les côtes de la Baltique. Toutefois, la résistance de la Finlande menaçait de réduire à zéro tous ces avantages stratégiques et même de les transformer en leur contraire. Qui règle les comptes avec Moscou si Helsinki s'obstine ? Staline, après avoir lu A, est bien obligé de lire B. Et les autres lettres de l'alphabet suivent. Que Staline cherche à éviter une guerre ne signifie pas que la guerre lui permettra de se dérober.

L'Allemagne a évidemment poussé Moscou contre la Finlande. Chaque pas de Moscou vers l'Ouest implique un peu plus l'URSS dans la guerre. Si l'on en arrivait là, la situation internationale s'en trouverait profondément transformée. La guerre s'étendrait au Proche et au Moyen-Orient. La question de l'Inde surgirait immédiatement. Hitler pousserait un soupir de soulagement et, si les événements tournaient mal, il pourrait toujours conclure la paix au

détriment de l'Union soviétique. Moscou grince certes des dents en lisant les articles amicaux de la presse allemande. Mais les grincements de dents ne sont pas un facteur politique. Le pacte demeure en vigueur. Et Staline demeure le satellite de Hitler.

Les avantages immédiats que Moscou retire du pacte sont indiscutables. Tant que l'Allemagne reste occupée sur le front oriental, l'Union soviétique se sent beaucoup plus libre en Extrême-Orient. Cela n'implique pas que des opérations offensives y seront lancées. Il est vrai que l'oligarchie japonaise est encore moins capable de soutenir une guerre que celle de Moscou. Toutefois, amenée à faire face à l'Ouest, l'URSS ne peut avoir la moindre raison de chercher à s'étendre en Asie. Le Japon, pour sa part, peut s'attendre, de la part de l'URSS, à une résistance sérieuse et même victorieuse. Dans ces conditions, Tokyo doit préférer le programme de sa marine — une offensive, non vers l'ouest, mais vers le sud, en direction des Philippines, des Indes néerlandaises, de Bornéo, de l'Indochine française, de la Birmanie britannique (5)...

Un accord entre Moscou et Tokyo sur cette base constituerait un appendice symétrique du pacte entre Moscou et Berlin. La question des répercussions que cela pourrait avoir sur la situation des Etats-Unis n'entre pas dans cet article.

Compte tenu du manque de matières premières en Russie même, la presse mondiale insiste sur l'insignifiance de l'aide économique que Staline peut donner à Hitler. La question n'est toutefois pas si simple. Le manque de matières premières en URSS a un caractère relatif et non absolu ; la bureaucratie, dans sa tendance à un développement industriel accéléré, est incapable de maintenir un équilibre entre les différentes branches de l'industrie. Si le rythme de l'expansion pour certaines branches baisse pendant un ou deux ans, de 15 à 10 ou 5 % ou mieux, si la production industrielle est maintenue au niveau de l'année précédente, il apparaît un surplus significatif de matières premières, immédiatement. Le blocus total du commerce extérieur allemand, d'autre part, provoquera une augmentation considérable du volume des exportations de l'Allemagne vers la Russie en échange de matières premières soviétiques.

Il ne faut pas oublier en outre que l'URSS a stocké et stocke encore d'énormes quantités de matières premières et de produits alimentaires pour les besoins de sa défense militaire. Une partie significative de ses réserves constitue une source d'approvisionnement pour l'Allemagne. Il faut ajouter que Moscou peut procurer de l'or à Hitler, l'or restant, malgré tous les efforts pour mettre sur pied une économie fermée, un des principaux nerfs de la guerre. Enfin, la neutralité bienveillante de Moscou rend beaucoup plus facile, pour l'Allemagne, d'exploiter les ressources des Pays baltes, de la Scandinavie et des Balkans. *“Avec la Russie soviétique”*, écrivait, non sans fondement, le 2 novembre, le *Völkischer Beobachter*, l'organe de Hitler, *“nous dominons les sources de matières premières et de produits alimentaires de l'Est tout entier”*.

Plusieurs mois avant la conclusion du pacte Berlin-Moscou, Londres évaluait plus raisonnablement qu'aujourd'hui l'importance de l'assistance économique que l'URSS pouvait apporter à Hitler. Une enquête officieuse menée par l'International Institute of Royal Affairs sur *“les intérêts politiques et stratégiques du Royaume-Uni”* (l'introduction est datée de mars 1939) déclare, au sujet de la possibilité d'un rapprochement germano-soviétique : *“Une telle possibilité pourrait représenter un très grand danger pour la Grande-Bretagne. On peut se demander, écrit l'auteur collectif, dans quelle mesure la Grande-Bretagne pourrait espérer remporter une victoire décisive dans une lutte contre l'Allemagne s'il était impossible d'établir un blocus terrestre de sa frontière orientale.”* Cette évaluation de l'importance du rapprochement germano-soviétique demande la plus grande attention. Il n'est sans doute pas exagéré d'affirmer que l'alliance avec l'URSS réduit d'au moins 25 % et peut-être bien plus l'efficacité d'un blocus de l'Allemagne.

Au soutien matériel, il convient d'ajouter — si je puis me permettre ce mot — le soutien moral. Jusqu'à la fin du mois d'août, le Comintern a exigé la libération de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie, de l'Albanie, de l'Abyssinie (7) et a gardé le silence sur les colonies britanniques. Aujourd'hui, le Comintern garde le silence sur la Tchécoslovaquie et soutient le partage de la Pologne, mais exige la libération de l'Inde. La *Pravda* s'en prend à la suppression des libertés au Canada, mais reste muette sur les sanglantes exécutions de Tchèques et sur les tortures que Hitler inflige aux Juifs polonais (8). Tout cela signifie que le Kremlin conserve une haute considération pour la puissance de l'Allemagne.

Et le Kremlin a raison. L'Allemagne, c'est vrai, a été incapable de mener une "guerre éclair" contre la France et la Grande-Bretagne — mais personne ne pouvait sérieusement penser que c'était possible. Toutefois, la propagande internationale qui cherche à représenter Hitler comme un dément engagé dans une impasse est fort légère. Hitler en est loin. Une industrie dynamique, du génie technique, l'esprit de discipline — tout cela existe ; la formidable machine militaire allemande va de nouveau faire ses preuves. C'est le destin du pays et du régime qui est en jeu.

Le gouvernement polonais et le semi-gouvernement tchécoslovaque sont aujourd'hui installés en France (9). Qui sait si le gouvernement français n'aura pas à chercher refuge en Grande-Bretagne, en la compagnie des gouvernements belge, hollandais, polonais et tchécoslovaque (10) ?

Comme je l'ai déjà dit, je ne crois pas un seul instant à une réalisation prochaine des plans de Hitler concernant la *Pax Germanica* — c'est-à-dire la domination mondiale. L'impérialisme allemand est arrivé trop tard : la furie militaire qui s'est emparée de lui va se terminer par une terrible catastrophe. Mais avant, beaucoup de choses se seront écroulées en Europe. Staline ne veut pas en être. Il cherche avant tout à éviter de rompre trop vite avec Hitler.

La presse alliée guette les symptômes du "refroidissement" entre les deux amis de fraîche date et prédit tous les jours la rupture. C'est vrai qu'il est impossible de nier que Molotov ne se sent pas très à l'aise dans ses accolades avec Ribbentrop (11). Pendant plusieurs années, tous les opposants à l'intérieur de l'URSS ont été stigmatisés, pourchassés et exécutés comme agents des nazis. Ce travail achevé, Staline s'est joint à Hitler dans une alliance étroite. Il y a dans tout le pays des millions de gens qui furent intimes des gens exécutés ou emprisonnés dans des camps à cause de leur prétendue complicité avec les nazis, et ces millions de personnes sont aujourd'hui des agitateurs, prudents mais extrêmement actifs, contre Staline. Il faut ajouter les doléances secrètes du Comintern — car les malheureux agents du Kremlin à l'étranger ne sont pas à leur aise. Staline essaie incontestablement de laisser ouverte l'autre possibilité. Litvinov — c'était une surprise — était présent à la tribune du mausolée de Lénine le 7 novembre. Dans la parade, on portait des portraits du secrétaire du Comintern, Dimitrov, et du dirigeant des communistes allemands, Thälmann (12).

Tout cela ne constitue toutefois que l'aspect décorum de la politique, pas sa substance. Litvinov (13), ainsi que les portraits tape-à-l'œil, étaient là pour donner satisfaction aux travailleurs soviétiques et au Comintern. Ce n'est qu'indirectement que Staline se permet de faire connaître aux Alliés que, dans certaines circonstances, il peut miser sur un autre cheval. Cependant, seuls des visionnaires peuvent imaginer qu'un renversement de la politique extérieure du Kremlin soit à l'ordre du jour. Aussi longtemps que Hitler sera fort — et il est très fort —, Staline restera son satellite.

Tout cela est vrai, va dire le lecteur attentif, mais qu'en est-il de la révolution ? Le Kremlin n'escompte-t-il pas sa possibilité, sa probabilité et même son inéluctabilité ? Et les spéculations sur l'avènement d'une telle révolution ne se reflètent-elles pas dans la politique étrangère de Staline ? L'objection est légitime. Moscou est bien la dernière à douter qu'une guerre généralisée

entraînera une révolution. Cependant, la guerre ne commence pas, mais se termine par la révolution. Avant qu'éclate en Allemagne la révolution de 1918, l'armée allemande avait réussi à porter des coups mortels au tsarisme. De la même façon, la guerre actuelle peut jeter bas la bureaucratie du Kremlin bien avant le déclenchement de la révolution dans les pays capitalistes. Ce que nous avons dit de la politique étrangère du Kremlin conserve donc toute sa validité, indépendamment de la perspective d'une révolution.

Cependant, pour s'orienter correctement dans les futures manœuvres du Kremlin et l'évolution de ses relations avec Berlin, il est nécessaire de répondre à la question suivante : le Kremlin se propose-t-il de se servir de la guerre pour aider la révolution mondiale ? Si oui, comme s'y prendra-t-il ? Le 9 novembre, Staline a cru bon de rejeter catégoriquement l'idée selon laquelle il *“souhaite que la guerre se prolonge jusqu'à épuisement complet des belligérants”*. En la circonstance, Staline a dit la vérité. Il ne souhaite absolument pas une guerre prolongée, et ce, pour deux raisons : tout d'abord parce qu'une telle guerre entraînerait inévitablement l'Union soviétique dans son tourbillon, ensuite parce qu'elle provoquerait inévitablement une révolution en Europe. Le Kremlin a légitimement peur des deux.

*« Le développement interne de la Russie, déclarent les enquêteurs du Royal Institute de Londres, tend à sécréter une “ bourgeoisie ” d'administrateurs et de fonctionnaires qui détiennent suffisamment de privilèges pour se sentir particulièrement satisfaits du statu quo (...). On peut considérer que les différentes purges font partie d'un processus tendant à liquider tous ceux qui voudraient changer l'état de choses actuel. Une telle interprétation donne du poids à la croyance selon laquelle la période révolutionnaire en Russie est révolue et que ses dirigeants ne chercheront dorénavant qu'à conserver les avantages que la révolution leur a apportés. »*

Bien dit ! Il y a deux ans, j'écrivais dans *Liberty* : *“Hitler lutte contre l'alliance franco-soviétique parce qu'il veut se ménager une alliance contre Paris avec Moscou.”* A l'époque, on a interprété mes paroles comme une opinion préconçue. Les faits les ont corroborées.

Moscou se rend parfaitement compte qu'une guerre généralisée engendrera une ère d'immenses répercussions politiques et sociales. Si les gens du Kremlin pouvaient sérieusement espérer garder le contrôle du mouvement révolutionnaire et le subordonner à leurs propres intérêts, Staline lui ferait naturellement bon accueil. Mais Staline sait que la révolution est l'antithèse de la bureaucratie et qu'elle balaie sans merci les privilégiés comme les appareils conservateurs. Combien de sévères défaites la clique bureaucratique du Kremlin a-t-elle eues à subir au cours de la révolution chinoise de 1925-1927 et de la révolution espagnole de 1936-1939 ! De la vague d'une nouvelle révolution surgirait inévitablement une nouvelle organisation révolutionnaire internationale qui balayerait le Comintern et porterait à l'autorité de la bureaucratie soviétique un coup mortel jusque dans son propre retranchement en URSS.

La fraction stalinienne est arrivée au pouvoir dans la lutte contre le prétendu trotskysme. Jusqu'à présent, toutes les purges, tous les procès fabriqués et toutes les exécutions ont été menés sous le signe d'une lutte contre le “trotskysme”. Fondamentalement, Moscou exprime dans l'emploi de ce terme la peur de la nouvelle oligarchie devant les masses. L'étiquette de “trotskysme”, conventionnelle en soi, a cependant déjà pris un caractère international. Je ne peux pas ne pas mentionner trois incidents récents, parce qu'ils sont très symptomatiques de tous les processus politiques engendrés par la guerre et en même temps révèlent nettement la peur que le Kremlin a de la révolution.

Le supplément hebdomadaire de *Paris-Soir* rapporte une conversation entre l'ambassadeur français Coulondre et Hitler, le 25 août, neuf jours avant la rupture des relations diplomatiques. Hitler postillonne et braille à propos du pacte qu'il a conclu avec Staline, *“pas seulement un pacte théorique, mais, je dirais, un pacte positif. Je vaincrai, je le crois, et vous, vous croyez que*

*vous vaincrez, mais ce qui est certain, c'est que le sang allemand et le sang français couleront*”, etc. L'ambassadeur français répond : “*Si je croyais vraiment que nous l'emporterons, j'aurais également peur que le résultat de la guerre soit qu'il n'y ait qu'un seul vainqueur, M. Trotsky.*” Interrompant l'ambassadeur, Hitler crie : “*Pourquoi donner à la Pologne un chèque en blanc ?*” Le nom de personne n'a ici, bien entendu, qu'un caractère conventionnel. Mais ce n'est pas un hasard si le diplomate démocratique et le dictateur totalitaire désignent tous les deux le spectre de la révolution par le nom de l'homme que le Kremlin considère comme son ennemi n° 1. Les deux participants à cette conversation sont d'accord, comme si cela allait de soi, que la révolution va se développer sous un drapeau hostile au Kremlin (14).

L'ancien correspondant du journal officieux français *Le Temps* (15), qui écrit maintenant de Copenhague, indique, dans sa dépêche du 24 septembre, que, sous le couvert de l'obscurité qui règne dans les *black-out* de Berlin, des éléments révolutionnaires ont collé des affiches dans les quartiers ouvriers avec les mots d'ordre suivants : “*A bas Hitler et Staline ! Vive Trotsky !*” C'est ainsi que les ouvriers berlinois les plus courageux expriment leur rapport avec le pacte. Et la révolution sera dirigée par les courageux, pas par les couards. Heureusement, Staline n'est pas obligé de plonger Moscou dans le noir. Autrement, les rues de la capitale soviétique seraient couvertes de mots d'ordre non moins significatifs.

A la veille de l'anniversaire de l'indépendance tchèque, le protecteur baron von Neurath (16) et le gouvernement tchèque ont strictement interdit toutes les manifestations... “*L'agitation ouvrière à Prague, particulièrement la menace de grève ont été officiellement dénoncées comme l'œuvre de communistes trotskystes*” (*New York Times*, 28 octobre). Je ne suis pas du tout enclin à exagérer le rôle des “trotskystes” dans les manifestations de Prague (17). Mais le fait même que leur rôle ait été officiellement exagéré explique pourquoi les maîtres du Kremlin n'ont pas moins peur de la révolution que Coulongre, Hitler et le baron von Neurath.

Mais la soviétisation de l'Ukraine occidentale et de la Biélorussie (Pologne orientale) (18) comme la tentative actuelle de soviétisation de la Finlande ne sont-elles pas des actes de révolution socialiste ? Oui et non. Plus non que oui. Quand l'Armée rouge occupe une nouvelle province, la bureaucratie de Moscou établit un régime qui garantit sa domination. La population n'a d'autre choix que de voter oui aux réformes effectuées dans un plébiscite totalitaire. Une “révolution” de cette espèce n'est faisable que dans un territoire occupé militairement avec une population dispersée ou arriérée. Le nouveau chef du “gouvernement soviétique” de Finlande, Otto Kuusinen (19), n'est pas un dirigeant des masses révolutionnaires, mais un vieux fonctionnaire stalinien, l'un des secrétaires du Comintern, à l'esprit rigide et à l'échine souple. Cette “révolution”, le Kremlin peut en vérité l'accepter. Et Hitler n'en a pas peur.

L'appareil du Comintern, formé, sans aucune exception, de Kuusinen et de Browder, c'est-à-dire de fonctionnaires carriéristes, est tout à fait incapable de diriger un mouvement révolutionnaire de masse. Mais il sert à camoufler le pacte Staline-Hitler sous des phrases révolutionnaires afin de duper les ouvriers en URSS et à l'étranger. Et plus tard, on pourra l'utiliser pour faire chanter les démocraties impérialistes.

On est surpris de constater à quel point les leçons des événements d'Espagne ont été peu comprises. Tout en se défendant contre Hitler et Mussolini, qui s'efforçaient, au travers de la guerre civile en Espagne, de construire un bloc de quatre puissances contre le bolchevisme, Staline s'est fixé pour tâche de prouver à Londres et Paris qu'il était capable de venir à bout de la révolution prolétarienne en Espagne et en Europe avec bien plus d'efficacité que Franco et ses partisans. Personne n'a étonné le mouvement socialiste en Espagne plus impitoyablement que Staline, qui passait à l'époque pour un archange de la démocratie pure. Tout a été mis en œuvre : une campagne forcée de mensonges et de calomnies, des impostures légales, dans l'esprit des

procès de Moscou, l'assassinat systématique des dirigeants révolutionnaires (20). La lutte contre l'appropriation de la terre et des usines par les paysans et les ouvriers a été naturellement menée au nom de la lutte contre le "trotskysme".

La guerre civile espagnole requiert l'attention la plus minutieuse, car elle constitue, à bien des égards, une répétition générale de la guerre mondiale qui commence. Staline, en tout cas, est prêt à répéter à l'échelle mondiale sa performance espagnole, avec l'espoir cette fois d'un meilleur résultat : en se ménageant l'amitié des futurs vainqueurs, il prouvera que personne ne peut, mieux que lui, écarter le spectre rouge, lequel portera de nouveau, pour satisfaire aux conventions terminologiques, l'étiquette de "trotskysme".

Pendant cinq ans, le Kremlin a fait campagne pour une alliance des démocraties, pour finir par vendre à Hitler, au tout dernier moment, son amour pour "la sécurité collective et la paix". Les fonctionnaires du Comintern ont reçu l'ordre "*A gauche, gauche !*" et se sont immédiatement plongés dans les archives pour déterrer de vieilles formules sur la révolution socialiste. Le nouveau zigzag "révolutionnaire" sera probablement plus bref que le zigzag "démocratique", parce que la guerre accélère énormément le rythme des événements. Mais la tactique fondamentale de Staline reste la même : il transforme le Comintern en menace révolutionnaire contre les ennemis du lendemain afin de l'échanger, au moment décisif, contre une combinaison diplomatique favorable. Il n'existe pas la moindre raison de craindre une résistance de la part des Browder et des autres de son espèce.

Par le canal de correspondants dociles, le Kremlin laisse entendre de façon menaçante qu'au cas où l'Italie et le Japon s'allieraient à la Grande-Bretagne et à la France, la Russie entrerait en guerre aux côtés de Hitler tout en essayant de soviétiser l'Allemagne (voir à ce sujet la dépêche de Moscou du *New York Times* du 12 novembre). Etonnant aveu ! Le Kremlin est déjà tellement attaché au char de l'impérialisme allemand par la chaîne de ses propres "conquêtes" que tous les ennemis possibles de Hitler deviennent automatiquement les ennemis de Staline. Et sa participation probable à la guerre aux côtés du IIIe Reich, Staline la couvre aussitôt d'une promesse de "soviétiser" l'Allemagne. Sur le modèle de la Galicie ? Pour en arriver là, il faudrait faire occuper l'Allemagne par l'Armée rouge. En s'appuyant sur une insurrection des ouvriers allemands ? Mais si le Kremlin a cette possibilité, pourquoi attendre que l'Italie et le Japon entrent en guerre ?

L'objectif de cette dépêche inspirée n'est que trop clair : il s'agit d'effrayer le Japon et l'Italie d'une part, la Grande-Bretagne et la France de l'autre — et d'échapper ainsi à la guerre. "Ne me poussez pas à bout", menace Staline, "sinon je ferai des choses terribles !" C'est à 95 % du bluff et peut-être à 5 % le nébuleux espoir qu'en cas de danger mortel la révolution apportera le salut.

L'idée que Staline soviétiserait l'Allemagne est aussi absurde que l'espoir nourri par Chamberlain d'y restaurer une monarchie conservatrice pacifique (21). Seule une nouvelle coalition mondiale peut écraser l'armée allemande dans une guerre aux proportions inouïes. Le régime totalitaire ne peut être écrasé que par une gigantesque offensive des ouvriers allemands. Mais ils ne feront évidemment pas leur révolution pour mettre à la place de Hitler un Hohenzollern ou Staline.

La victoire des masses populaires sur la tyrannie nazie constituera l'une des plus grandes explosions de l'histoire du monde et changera du jour au lendemain le visage de l'Europe. La vague d'éveil de l'espoir et de l'enthousiasme ne s'arrêtera pas aux frontières hermétiques de l'URSS. Les masses populaires d'Union soviétique détestent la vorace et cruelle caste dirigeante. Leur haine n'est retenue que par l'idée que l'impérialisme les guette. La révolution en Occident privera l'oligarchie du Kremlin de son seul droit à l'existence politique. Si Staline survit à son allié Hitler, ce ne sera pas pour longtemps. Les étoiles jumelles tomberont du ciel.

- (1) Après avoir occupé la partie orientale de la Pologne, l'Union soviétique avait obligé les trois Etats baltes, Lettonie, Estonie, Lituanie, à conclure des pactes de non-agression et, en ce qui concerne les deux premières, à céder des bases militaires, dans les premiers jours d'octobre. Un demi-million d'Allemands des Pays baltes furent rapatriés (cette note, comme les suivantes, est de la rédaction des *Œuvres*).
- (2) Après s'être assuré les bases dans les Pays baltes, Staline s'était tourné vers le gouvernement finlandais, exigeant comme garanties stratégiques la cession de la base d'Hangoe, des îles du golfe de Finlande, ainsi que le recul de la frontière à 70 km de Leningrad. Le refus du gouvernement d'Helsinki acquis, Moscou dénonça le 26 novembre le pacte de non-agression, rompit les relations le 29 et lança son armée le 30.
- (3) A la suite des accords généraux, les conversations proprement militaires avaient commencé le 12 août ; elles n'avaient pas abouti quand fut signé le pacte germano-soviétique.
- (4) Les dessins et caricatures de la presse britannique en particulier montrent toujours un Hitler en animal domestiqué par Staline et, en tout cas, manipulé par lui.
- (5) Encore un point sur lequel Trotsky voyait juste : les Japonais attaqueront effectivement vers le sud.
- (6) Encore un point sur lequel Trotsky voyait juste : les Japonais attaqueront effectivement vers le sud.
- (7) L'Autriche avait été annexée par l'Allemagne en 1938 et la Tchécoslovaquie dépecée en 1939 ; l'Italie avait achevé la conquête de l'Abyssinie en 1936 et réalisé celle de l'Albanie en 1939.
- (8) Les manifestations des étudiants de Prague avaient déjà donné à la Tchécoslovaquie son premier martyr, l'étudiant Jan Opietal, exécuté par l'occupant le 17 novembre 1939. En Pologne, dès le 19 septembre 1939, Heydrich, adjoint de Himmler, avait annoncé la décision de "*nettoyer les Juifs, l'intelligentsia, le clergé et la noblesse*" en Pologne. Le 9 octobre, 550 000 Juifs étaient déportés à l'Est de la Vistule. Le 9 novembre, étudiants et enseignants de l'Université de Cracovie étaient envoyés au camp de Sachsenhausen.
- (9) Eduard Benes avait démissionné le 5 novembre 1938 de la présidence de la République. Il essayait de convaincre le gouvernement français de l'appuyer pour former "un gouvernement en exil". Le gouvernement du général Moscicki, interné en Pologne, avait transféré son autorité au général Sikorski, devenu chef d'un "gouvernement polonais" "en exil" installé en France.
- (10) Trotsky voit juste : il y eut pendant la guerre, à Londres, des "gouvernements en exil" ou des organismes candidats à l'être dans les pays qu'il cite et dans d'autres.
- (11) Joachim von Ribbentrop (1893-1946) était ministre des Affaires étrangères du gouvernement allemand depuis 1938. La presse mondiale avait largement reproduit sa poignée de main du 23 août avec Molotov.
- (12) Ernst Thälmann (1886-1944), ouvrier du port de Hambourg, avait été l'homme de Staline à la tête du PC allemand. Arrêté par les nazis en 1933, il était toujours entre leurs mains et devait y rester jusqu'à son exécution.
- (13) Maksim M. Wallach, dit Litvinov (1876-1951), vieux-bolchevik, ancien commissaire aux Affaires étrangères de 1930 à 1939, était en général identifié en Occident à la politique d'alliance avec les "démocraties", Molotov étant tenu pour l'homme de l'"alliance allemande", des caractérisations bien fragiles.



(14) Le fait est rarissime : Trotsky se répète dans le paragraphe ci-dessus, déjà partie de son article du 18 octobre sur *“La nature de l’URSS”*. Il est vrai que le premier n’était pas destiné à publication et que l’exemple lui paraissait valable.

(15) Il s’agit de l’ancien correspondant à Moscou du *Temps*, Georges Luciani (1903-1981) qui signait parfois Pierre Berland.

(16) Le baron Constantin von Neurath (1873-1956), diplomate de carrière, ministre des Affaires étrangères de 1932 à 1938, avait été nommé “protecteur” de Bohême-Moravie en 1939.

(17) De nombreux “trotskystes” avaient été arrêtés. Le groupe de Harry Freund diffusait alors un journal qui avait repris le titre de l’organe du PCT, *Rude Pravo*.

(18) Le 22 octobre avaient été organisées, dans les parties de Pologne occupées par l’armée soviétique, des élections sur liste unique pour une assemblée nationale d’Ukraine occidentale à Lviv et une assemblée nationale de Biélorussie occidentale à Bialystok. Ces deux assemblées avaient demandé, les 27 et 28 octobre, à l’unanimité, leur incorporation à l’URSS à travers les RSS d’Ukraine et de Biélorussie, ce qui fut fait les 1er et 2 novembre.

(19) Le 30 novembre 1939, en soirée, avait été annoncée la création de la République populaire finlandaise, dirigée par un gouvernement installé à Terijoki et présidé par Kuusinen. Ottoroar ou Otto W. Kuusinen (1881-1964), professeur de philosophie, social-démocrate, avait été l’un des dirigeants des soviets de Finlande en 1918, puis s’était réfugié en URSS où il avait été un haut fonctionnaire de l’IC, sans personnalité aucune.

(20) Allusion aux assassinats de Landan, Nin, Wolf, Berneri, Moulin, etc.

(21) Il ne semble pas que le gouvernement de Chamberlain se soit vraiment engagé dans cette voie. Ce qui est certain, c’est que des contacts avaient été pris en 1939 entre Londres et des “conspirateurs” de milieux monarchistes et conservateurs — d’où allait sortir la fameuse “conjuraison du 20 juillet 1944” ; son cerveau, le Dr Cari Goerdeler, était allé à Londres et y avait pris des contacts. Les mêmes milieux avaient des liaisons avec le Vatican.

## **Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

**Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Daniel Gluckstein**

### **Comité de rédaction :**

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkunzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), **Alfa Ngabaye Sam** (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



---

ISSN 0294-359X